

DÉPARTEMENT DE SERVICE SOCIAL  
Faculté des lettres et sciences humaines  
Université de Sherbrooke

**L'écovillage la Cité écologique d'Ham-Nord: une pratique de travail éco-social  
intégrée de développement des communautés**

par  
ALEXANDRA LABRANCHE-QUESNEL

Travail présenté à  
JACQUES CAILLOUETTE (directeur)  
YVES COUTURIER (évaluateur)  
CAROLE VILLENEUVE (évaluatrice)

Programme de maîtrise en service social  
Cheminement type recherche

Sherbrooke, Québec  
13 mai 2019

# **L'écovillage la Cité écologique d'Ham-Nord: une pratique de travail éco-social intégrée de développement des communautés**

par Alexandra Labranche-Quesnel

## **Résumé**

*Les impacts de la crise sociale-écologique globale sont nombreux et l'urgence d'agir comme société se fait ressentir. Cette crise interpelle même le travail social, tant comme profession que comme discipline, dans sa manière de concevoir l'humain dans son environnement. L'empreinte écologique reliée aux habitudes de vie et de consommation humaines dépasse près du double la biocapacité totale de la Terre (WWF, 2016) ce qui contribue à une augmentation des problématiques environnementales et sociales. Favreau et Molina (2011) expliquent que les sociétés humaines doivent aller vers une conversion écologique de l'économie qui remet en cause les modes de production et de consommation. Ceci nous mène donc à penser qu'il est nécessaire pour la profession du travail social de se dégager d'une approche strictement anthropocentrique afin d'aborder les enjeux sociaux en incorporant dans ses modes d'intervention, et particulièrement le développement des communautés, la valorisation de l'environnement naturel comme lieu de vie à protéger. Notre recherche porte sur les pratiques de l'écovillage de la Cité écologique d'Ham-Nord dans la région du Centre-du-Québec que, au plan analytique, nous posons en tant que pratique de développement éco-social des communautés et comme modèle alternatif de développement économique et social. Notre étude de cas vise à approfondir les connaissances sur les pratiques de la Cité écologique en plus de fournir des pistes théoriques et pratiques pour mieux comprendre et développer ce que nous nommons une intervention de travail éco-social intégré de développement des communautés. Bien ancrée dans le discours des participants, notre analyse fait voir comment cette vie communautaire écovillageoise se comprend à travers les dimensions sociale, économique, culturelle et écologique en utilisant le modèle de travail éco-social de développement intégré présenté dans le cadre théorique. L'analyse du discours des participants montre enfin comment l'éco-social du travail social peut venir redéfinir ce que l'on doit entendre par la notion de qualité de vie, notion qui à ce moment-là implique une redéfinition du rapport au temps, à la nature, à la capacité d'action et à l'appartenance.*

## Table des matières

INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE 1 PROBLÉMATIQUE - Une crise écologique et sociale interpellant la discipline du travail social.....	3
<b>1. Une crise sociale-écologique globale .....</b>	<b>3</b>
1.1. L’empreinte écologique et la biocapacité .....	4
1.2. Problématiques environnementales : interactions entre l’activité humaine, la perte des sols, les changements climatiques et la perte de la biodiversité.....	7
1.3. Enjeux sociaux : les inégalités économiques et l’insécurité alimentaire en tant qu’inégalités sociales et leurs liens avec la dégradation de l’environnement.....	11
<b>2. Une nécessité de changement du modèle de développement.....</b>	<b>14</b>
2.1. Constats de la communauté scientifique en lien avec la crise sociale-écologique globale .....	15
2.2. L’évolution des mouvements sociaux au Québec : le mouvement vert et le mouvement communautaire .....	16
2.3. L’adoption du concept de développement durable dans la politique .....	22
2.4. L’incorporation du concept de développement durable dans la profession du travail social ....	23
<b>3. L’importance des questions sociales et écologiques pour le travail social .....</b>	<b>24</b>
<b>4. Synthèse.....</b>	<b>25</b>
CHAPITRE 2 CADRE THÉORIQUE - Un travail éco-social intégré de développement des communautés .....	27
<b>1. Un travail social s’inscrivant dans une vision globale et durable.....</b>	<b>28</b>
1.1. Le modèle de travail éco-social selon Boetto .....	29
1.2. Définition des principaux concepts.....	34
1.3. Synthèse du travail éco-social dans sa perspective de développement des communautés.....	48
<b>2. Le mouvement écovillageois .....</b>	<b>51</b>
2.1. L’histoire du mouvement écovillageois.....	51
2.2. Définition d’un écovillage .....	52
2.3. Définitions des principaux concepts .....	53
2.4. Synthèse.....	64
CHAPITRE 3 MÉTHODOLOGIE - Une étude de cas sur la Cité écologique .....	68
<b>1. Question de recherche.....</b>	<b>68</b>
<b>2. Pertinence et objectifs de recherche.....</b>	<b>69</b>
<b>3. Présentation de la Cité écologique d’Ham-Nord .....</b>	<b>70</b>
<b>4. Type de recherche .....</b>	<b>72</b>

<b>5. Outils de cueillette de données.....</b>	<b>76</b>
5.1. Analyse documentaire .....	76
5.2. Entrevues semi-dirigées.....	77
5.3. Observation.....	83
<b>6. Analyse des données .....</b>	<b>85</b>
<b>7. Considérations éthiques .....</b>	<b>86</b>
<b>8. Forces et limites de la recherche .....</b>	<b>87</b>
<b>9. Synthèse.....</b>	<b>89</b>
 CHAPITRE 4 RÉSULTATS ET ANALYSE - La Cité écologique et ses pratiques intégrées de développement.....	 91
<b>1. Le projet écovillageois de la Cité.....</b>	<b>93</b>
1.1. La Cité écologique d’Ham-Nord : une pratique de développement écovillageois.....	93
1.2. La genèse et l’évolution du projet écovillageois.....	97
<b>2. Les dimensions du développement durable dans le projet écovillageois de la Cité .....</b>	<b>105</b>
2.1. La dimension sociale : la communauté comme pierre angulaire du projet .....	106
2.2. La dimension économique : une économie au service de la communauté.....	115
2.3. La dimension culturelle : une croissance personnelle au service l’harmonie du groupe .....	119
2.4. La dimension écologique : une conscience écologique et des pratiques respectueuses de l’environnement.....	122
<b>3. Vivre à la Cité : un concept de qualité de vie redéfini.....</b>	<b>127</b>
3.1. Une sécurité économique et plus de temps .....	127
3.2. Un mode de vie en respect avec la nature et l’écologie .....	129
3.3. Un pouvoir accru d’action, de participation et d’influence.....	132
3.4. Un sentiment d’appartenance à la communauté .....	133
 DISCUSSION - Les pratiques éco-sociales de développement des communautés comme niches d’innovation sociale.....	 137
 BIBLIOGRAPHIE .....	 140
 ANNEXE 1 : LE MOUVEMENT ÉCOVILLAGEOIS ET LA CITÉ .....	 150
 ANNEXE 2 : GRILLE D’ENTREVUE .....	 157

## Liste des figures et tableaux

TABLEAU 1 - Catégories d'orientations idéologiques du mouvement vert québécois dans les années 1990 (Vaillancourt, 1992) .....	17
TABLEAU 2 - Éléments épistémologiques du travail éco-social (Boetto, 2017) .....	31
TABLEAU 3- Synthèse des concepts-clés du travail éco-social .....	49
TABLEAU 4 - Synthèse des concepts clés du mouvement écovillageois .....	66
TABLEAU 5 - Thèmes et sous-thèmes abordés durant les entrevues .....	811
TABLEAU 6 - Comparaison entre le mouvement écovillageois et la Cité écologique d'Ham-Nord .....	15050

## **Remerciements**

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué au succès de cette recherche et qui m'ont aidée lors de la rédaction de ce mémoire.

Je voudrais, dans un premier temps, exprimer ma profonde gratitude à mon directeur de mémoire, M. Jacques Caillouette, professeur à l'École de travail social de l'Université de Sherbrooke, pour sa patience, sa grande disponibilité et surtout ses judicieux conseils qui ont alimentés ma réflexion.

Aussi, j'aimerais remercier Mme Carole Villeneuve et M. Yves Couturier pour avoir accepté de consacrer leur temps à l'évaluation de mon projet de recherche ainsi que de ce mémoire.

Je désire remercier chaleureusement la communauté de la Cité écologique d'Ham-Nord sans qui cette recherche n'aurait pas pu prendre forme.

Je tiens également à témoigner ma reconnaissance à ma mère pour son aide dans la réalisation de ce mémoire et surtout pour l'avoir relu et corrigé. Ses conseils de rédaction ont été très précieux.

Enfin, je souhaite exprimer ma gratitude pour mes amis et mes collègues qui m'ont soutenue, chacun à leur façon, tout au long de mon processus de recherche.

## INTRODUCTION

Depuis 2012, l'Association internationale des écoles de service social, la Fédération internationale des travailleurs sociaux et le Conseil international de bien-être social ont élaboré une politique conjointe: *l'Agenda mondial pour le travail social et le développement social*. Cet Agenda est un engagement à la promotion de l'égalité sociale et économique, de la durabilité environnementale et communautaire ainsi que de l'importance des relations humaines (FITS, 2017). Cette orientation correspond à l'idée de Gray et Coates (2015) quant à la nécessité d'effectuer des changements fondamentaux dans la profession du travail social, c'est-à-dire d'ajouter la vision strictement anthropocentrique celle axée sur l'écologie, pour ainsi aborder de façon plus globale les impacts liés à la crise sociale-écologique globale.

Compte tenu du caractère novateur de cette prise en compte élargie des enjeux environnementaux dans la profession du travail social, nous croyons avantageux d'approfondir les connaissances sur les pratiques et principes d'un travail social qui propose une approche intégrée incorporant dans ses modes d'intervention la valorisation de l'environnement naturel. Ainsi, notre question de recherche initiale se formule comme suit : Quels sont les principes et comment s'exercent les pratiques d'un travail social qui aborde conjointement les enjeux sociaux et les enjeux écologiques? Pour bien cerner cette question et lui fournir un terrain d'investigation pertinent, nous procédons en cinq grands temps. Nous posons d'abord la problématique, ensuite nous précisons le cadre théorique puis suivront la méthodologie et le terrain empirique d'investigation. Enfin, nous ferons état des résultats de la collecte de données pour en relever l'essentiel des pratiques empiriques de la Cité écologique d'Ham-Nord telles que présentées par nos informateurs. Pour conclure, nous reviendrons en discussion sur les thèmes centraux.

Dans la problématique, nous démontrons l'urgence d'agir comme société pour se penser autrement dans le lien avec la nature et d'innover pour aller vers des pratiques et des modèles avant-gardistes de développement économique et social.

Dans le deuxième chapitre, notre cadre théorique vise à définir une approche de travail social qui épouse les questions sociales et écologiques (le travail éco-social) ainsi qu'à présenter un modèle de développement alternatif, l'écovillage, qui nous apparaît intéressant pour faire ressortir les principes du travail éco-social.

Dans le troisième chapitre, nous présentons la méthodologie sur laquelle s'appuie notre investigation. Cette recherche s'appuie sur les paradigmes interprétatif et constructiviste de la recherche sociale. Ainsi, nous proposons une recherche qualitative de type étude de cas puisque le but de notre recherche est de *documenter et comprendre en profondeur la pratique écovillageoise de la Cité écologique d'Ham-Nord selon les principes du travail éco-social*. Après avoir expliqué la pertinence de notre recherche, nous justifions à l'aide de la littérature la sélection du cas étudié, les modes de collectes de données retenues et les méthodes d'analyse misent de l'avant. Toujours dans cette troisième partie, nous exposons les différentes considérations éthiques ayant été pris en compte pour bien mener notre étude de cas et, enfin, nous soulignons les forces et les limites de notre démarche.

Ensuite, le quatrième chapitre vise à faire état des résultats de la collecte de données et à relever l'essentiel des pratiques empiriques de la Cité écologique d'Ham-Nord telles que présentées par nos informateurs. Pour ce faire, notre développement se déroule en trois temps. Dans un premier, nous exposons une définition sommaire du projet écovillageois ainsi que sa genèse et son évolution en tant que milieu intégré basé sur des mécanismes organisationnels et solidaires. Dans un deuxième temps, nous dressons un tableau des grandes dimensions du développement durable sur lesquelles s'appuie le développement de l'écovillage de la Cité : les dimensions sociale, économique, culturelle et économique. Dans un troisième et dernier temps, nous abordons comment les participants redéfinissent la notion de qualité de vie à travers quatre aspects: la sécurité économique et la libération de temps; l'accès à un mode de vie respectueux de la nature et de l'écologie; la reconnaissance d'un pouvoir d'action, de participation et d'influence ainsi que le lien d'appartenance à la communauté.



# **CHAPITRE 1**

## **PROBLÉMATIQUE**

### **Une crise écologique et sociale interpellant la discipline du travail social**

L'écologie est au centre de nombreuse polémique et un sujet d'actualité controversé. L'urgence d'agir comme société, autant au plan social qu'économique se fait ressentir.

Dans cette première section du chapitre, nous présentons la problématique. Ainsi, nous tentons de circonscrire la crise sociale-écologique globale actuelle, celle-là même qui nous pousse à croire nécessaire d'aller vers un nouveau modèle de développement économique et social.

Pour ce faire, nous procédons en quatre grands temps. Nous exposons d'abord les principaux concepts et enjeux qui permettent de bien saisir la nature de la crise sociale-écologique globale. Puis nous démontrons comment cette crise mène à de nombreuses prises de conscience quant à la nécessité de modifier notre modèle de développement social et économique. Dans un troisième temps, nous expliquons pourquoi le travail social doit s'intéresser aux questions écologiques et sociales. Pour conclure, nous présentons une synthèse des principaux éléments à retenir.

#### **1. Une crise sociale-écologique globale**

Depuis quelques décennies, une conscience émergente quant aux effets pervers de l'activité humaine sur l'environnement naturel se fait sentir autant dans la communauté scientifique (Boetto, 2017; Dominelli, 2012; Drolet, Wu, Taylor et Dennehy, 2015; Noble, 2016) que dans les communautés locales (Beck et Ormsby, 2016; Favreau, 2017; Sirieix et Le Borgne, 2017). Cette crise se traduit par plusieurs enjeux environnementaux et sociaux résultant en grande partie de pratiques humaines inéquitables et insouciantes (Dominelli, 2012).

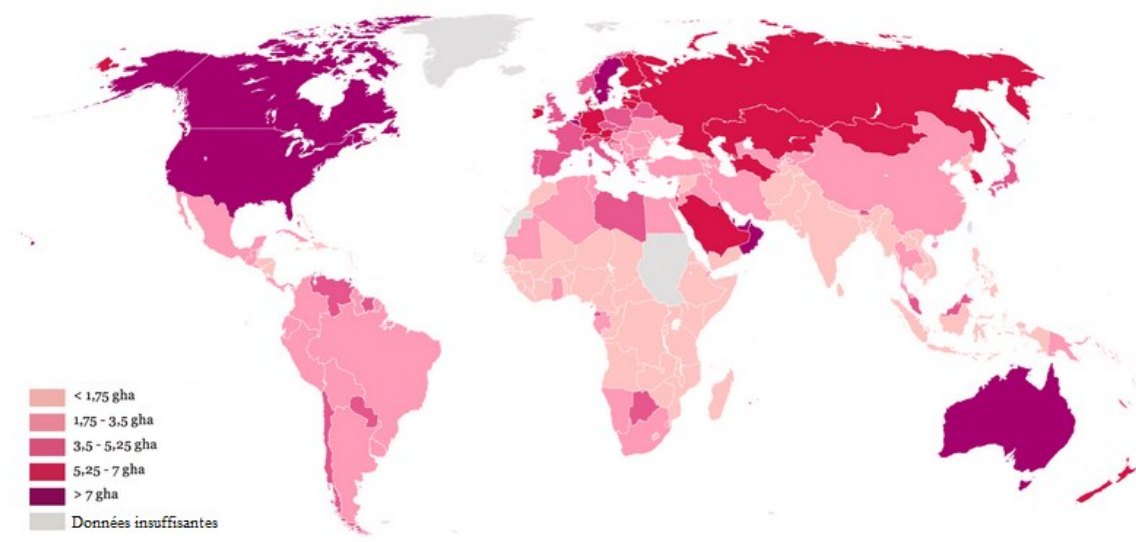
La présente section vise à mettre en lumière comment le modèle productiviste et consumériste des sociétés modernes, notamment des pays industrialisés, provoque une crise sociale-écologique d'envergure.

Pour ce faire, nous procédons en quatre grands temps. Dans un premier, nous abordons les concepts d'empreinte écologique et de biocapacité développés dans les années 90 par Rees et Wackernagel afin d'expliquer comment l'activité humaine est reliée à la dégradation des habitats. Dans un deuxième temps, trois problématiques environnementales particulièrement importantes et interreliées seront décrites; la perte des sols, les changements climatiques et la perte de la biodiversité. Ces problématiques serviront à peindre un portrait plus concret de ce qu'est la crise écologique avec sa composante socio-économique sous-jacente. Dans un troisième temps, nous compléterons en abordant les inégalités économiques et l'insécurité alimentaire en tant que problématiques d'inégalité sociale causées et alimentées par cette crise écologique.

### 1.1. L'empreinte écologique et la biocapacité

En premier lieu, afin de comprendre comment les enjeux environnementaux sont liés à la surutilisation des ressources des sociétés humaines, nous allons aborder les concepts d'empreinte écologique, de biocapacité et de services écologiques. Les deux premiers concepts ont été développés par William E. Rees et Mathis Wackernagel au début des années 1990 et connus, en 1996, dans leur ouvrage : *Our Ecological Footprint : Reducing the Human Impact on the Earth*. L'**empreinte écologique** permet de calculer l'impact de l'activité humaine sur l'environnement naturel (Rees et Wackernagel, 1996). Concrètement, il s'agit d'**un indicateur représentant la surface alimentaire productive de terres et d'eau nécessaire à la production des ressources consommées** par un individu, une population ou une activité. L'indicateur est présenté en hectares globaux (gha). Tsayem Demaze (2009) précise que l'empreinte écologique « mesure les besoins d'utilisation de l'espace et des ressources naturelles par les sociétés humaines et confronte ces besoins avec la capacité de ces espaces à supporter l'utilisation humaine et à se renouveler » (p. 27). D'ailleurs, la Figure 1 représente l'empreinte écologique de consommation des différents pays du monde pour l'année 2012 (WWF, 2016).

Figure 1 - L'empreinte écologique de consommation à travers le globe pour l'année 2012 (WWF, 2016)



Précisons d'abord, par souci d'exactitude, que les résultats de la Norvège et du Burundi sont ceux de l'année 2011 dû à un manque de donnée pour l'année 2012 (WWF, 2016). Il est important aussi de savoir que les résultats nationaux présentés dans la Figure 1 sont des moyennes de consommation par pays ce qui explique le manque de variations à l'intérieur des territoires.

Dans cette Figure 1, on observe que les pays du Nord ont généralement une empreinte écologique plus grande que ceux du Sud. Ceci est probablement dû au niveau de développement de ces pays comme l'explique Tsayem Demaze dans son article de 2009 sur le clivage Nord-Sud et le défi du développement durable. L'auteur avance l'idée selon laquelle le modèle de développement des pays du Nord serait synonyme de plus grande susceptibilité à la dégradation de l'environnement. En effet, une société axée sur une consommation excessive risque d'exercer des pressions plus fortes sur les ressources naturelles. Parmi ces pressions, l'empreinte écologique prend en compte l'utilisation des surfaces de terres et d'eaux pour la production des ressources permettant la satisfaction des besoins (alimentation, habillement, logement, ameublement, etc.) ainsi que l'utilisation des surfaces de forêts servant à la consommation d'énergie fossile (Zuinen et Gouzée (2010). Le WWF (2016) parle aussi de ce clivage entre les pays aux revenus élevés et les pays à plus faibles revenus, où les plus nantis exercent une pression

disproportionnée sur la nature, puisqu'ils emploient plus que leur juste part des ressources de la Terre. L'impact des pressions sur les ressources naturelles, quant à lui, se verra grandement influencé par la biocapacité du territoire.

La **biocapacité** est définie par le Global Footprint Network (GFN) comme « la capacité des écosystèmes à fournir des matières biologiques utiles et à assimiler des déchets générés par les hommes en utilisant les modes de gestion et les technologies d'extraction existantes. » De façon plus concise, Lazrus, Lin, Martindill, Hardiman, Pitney et Galli, (2015), chercheurs pour le GFN, décrivent la biocapacité comme le « budget écologique spécifique » d'un territoire sur une base annuelle. La notion de biocapacité est en relation étroite avec le concept de services écologiques. Limoges (2009) décrit les **services écologiques** comme étant « les fonctions des écosystèmes dont bénéficient les humains » et qui « contribuent directement [à leur] bien-être » (p.15). Ils sont divisés en quatre catégories :

1. Services de régulation (ex. : régulation du climat, purification de l'eau et de l'air)
2. Services d'approvisionnement (ex. : nourriture, fibre)
3. Services ontogéniques (ex. : développement du système immunitaire)
4. Services socioculturels (ex. : spiritualité, tourisme).

La biocapacité réfère à la catégorie des services d'approvisionnement. Lazrus et ses collaborateurs (2015) expliquent que, lorsque l'empreinte écologique excède la biocapacité d'un écosystème, cela peut mener à la dégradation ou à la perte d'habitats. Cela signifie que lorsque la demande humaine annuelle pour un service écologique rendu par un écosystème dépasse le taux d'approvisionnement de ce même écosystème, cela crée une pression exceptionnelle sur ce dernier, ce qui peut donc mener à des problématiques environnementales et sociales importantes qui seront abordées dans les prochaines sections, c'est-à-dire la perte des sols, les changements climatiques, la perte de la biodiversité et l'insécurité alimentaire. Parallèlement, le WWF (2016) nous apprend qu'en 2012, la biocapacité totale de la Terre était de 12,2 milliards de gha ou 1,7 de gha par personne alors que l'empreinte écologique de l'humanité était de 20,1 milliards de gha ou 2,8 par personne.

Ces données démontrent, sans équivoque, que l'activité humaine exerce des pressions énormes sur les ressources naturelles qui sont surutilisées. Comme l'expliquent Lazrus et ses collègues (2015), ces pressions ont des impacts importants sur la dégradation des écosystèmes.

Dans la prochaine section, nous décrirons ces impacts : la perte des sols, les changements climatiques et la perte de la biodiversité. Ces enjeux sont tous interreliés les uns aux autres ainsi qu'avec les habitudes de vie et de consommation des quelques 7 milliards d'êtres humains comme nous le verrons dans la prochaine partie

## **1.2. Problématiques environnementales : interactions entre l'activité humaine, la perte des sols, les changements climatiques et la perte de la biodiversité**

En deuxième lieu, pour bien comprendre ce en quoi consiste la crise sociale-écologique, nous croyons essentiel de s'attarder aux enjeux qui y sont rattachés. Aussi, dans la présente section, nous présentons trois problématiques environnementales importantes qui sont reliées aux habitudes de vie et de consommation humaine. Pour ce faire, nous exposons la problématique de la perte des sols, ensuite celle des changements climatiques et puis la problématique de la perte de la biodiversité et enfin, nous nous efforcerons à démontrer que, ces problématiques, en plus d'être rattachées à l'activité humaine, sont toutes interreliées les unes aux autres.

Au niveau de la **perte des sols**, problématique importante souvent négligée, on évalue qu'elle se produit de 10 à 20 fois plus rapidement que le taux de renouvellement naturel. Autrement dit, nous perdons environ 1% de la couche arable<sup>1</sup> chaque année (Montgomery, 2007). Cette perte est due à l'érosion généralement causée par l'agriculture. En effet, le processus d'extension des surfaces cultivées entraîne « la mise en culture de terres marginales particulièrement exposées à l'érosion » (Brundtland, 1987, p.100). De plus, les méthodes agricoles industrielles prennent part à l'augmentation

---

<sup>1</sup> Il s'agit de la partie du sol étant composé de matière organique, c'est-à-dire d'éléments nutritifs (Gudger et Barker, 1993).

de l'érosion. On parle entre autres de l'utilisation de machines agricoles qui contribuent à compacter le sol et ainsi à diminuer la capacité d'absorption des eaux de pluie (Gudger et Barker, 1993). L'érosion se produit lorsque le sol perd sa capacité à retenir l'eau, ce qui le prive des éléments nutritifs dont il a besoin et amenuise l'épaisseur de la couche où les plantes peuvent prendre racine (couche arable). Ainsi, le sol perd de sa productivité et la couche entraînée par l'érosion, elle, gagne les rivières, les lacs, les réservoirs et diminue la capacité de stockage des réservoirs, ce qui augmente la fréquence et la gravité des inondations (Brundtland, 1987). De plus, cette érosion, souvent causée par une irrigation des sols mal conçue, a des effets directs sur le taux de mercure dans les écosystèmes<sup>2</sup> et, par le fait même, sur notre santé (Caron, 2007). Pour ajouter à cela, les industries, ne pratiquant pas les méthodes d'assolement<sup>3</sup> et de jachère<sup>4</sup>, ont recours à des produits chimiques tels que des fertilisants et des pesticides afin d'avoir des rendements élevés et de combattre les ravageurs (Gudger et Barker, 1993). En d'autres mots, et pour faire un parallèle avec les concepts de Rees et Wackernagel (1996), les méthodes utilisées par les entreprises agroalimentaires industrielles ont une empreinte écologique sur les sols beaucoup plus élevée que la capacité de ceux-ci à se régénérer. La pression des entreprises agroalimentaires industrielles est donc trop grande et cela mène à une dégradation de l'habitat (ici, le sol), comme l'expliquaient Lazrus et ses collaborateurs (2015). Grudger et Barker (1993) expliquent d'ailleurs que les pulvérisations ont des impacts directs importants sur les populations d'insectes bénéfiques et sur les personnes vivant à proximité des zones traitées, en plus des effets, autant directs qu'indirects, sur plusieurs composantes de la biosphère. Il faut aussi savoir que la couche arable des sols emmagasine, en moyenne, entre 1,2 à 1,6 trillion de tonnes de carbone par année, alors que les végétaux verts en emmagasinent environ 60 milliards (la réduction des terres arables entraîne une diminution des végétaux) (Gudger et Barker, 1993). Ainsi, la perte

---

<sup>2</sup> Un écosystème représente l'ensemble des animaux, plantes, champignons et micro-organismes (biocénose) interagissant les uns avec les autres et avec leur environnement, le biotope (sol, air, climat, etc.). Les écosystèmes ne sont pas isolés les uns des autres, ils interagissent et forment, tous ensemble, la biosphère. (Larousse, s.d.)

<sup>3</sup> Technique agricole qui consiste à faire une rotation des cultures afin d'obtenir un meilleur rendement sans épuiser la terre (Moyen, s.d.).

<sup>4</sup> Technique agricole qui consiste à laisser une partie de la terre agricole se reposer durant une période de temps variables selon le type de jachère (forestière, cultivée herbeuse, labourée, etc.) (Béteille, s.d.)

des sols a également des impacts sur le taux de carbone dans l'atmosphère, donc sur les changements climatiques.

En ce qui concerne les **changements climatiques**, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), ils sont notamment dus aux émissions de gaz à effet de serre (GES) et aux activités qui contribuent aux concentrations de ces gaz dans l'atmosphère, notamment la production industrielle et le transport de marchandises (2014). Le GIEC est une instance intergouvernementale créée en 1988 conjointement par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Le cinquième Rapport d'évaluation publié par le GIEC, *Changements climatiques 2013/2014*, révèle que les émissions de GES ont continué d'augmenter à un rythme accéléré entre 1970 et 2010, et ce, en dépit d'un nombre accru de politiques d'atténuation. Selon le Rapport du GIEC (2014), « les émissions de CO<sub>2</sub> imputables à l'usage de combustibles fossiles et aux procédés industriels ont contribué dans une proportion de 78 % à l'accroissement du total mondial des émissions de GES » (p.7). Les changements climatiques ont plusieurs impacts tant au plan économique qu'environnemental. Parmi ceux-ci, notons que la perte de la biodiversité est plus que préoccupante. Les influences du climat sur la biosphère sont diverses et les deux facteurs climatiques principaux sont les précipitations et la température pour assurer la présence et l'abondance des espèces. Or, il s'agit des facteurs les plus affectés par les changements climatiques (Berteaux, 2014). L'exemple du cerf de Virginie permet de comprendre l'impact des facteurs climatiques sur la survie d'une espèce. Dans un premier temps, il faut comprendre que les précipitations et la température interagissent afin de déterminer l'importance des chutes de neige. Si celles-ci font fassent à des écarts dûs aux changements climatiques provoqués par l'activité humaine, en seront affectées la persistance, l'épaisseur et la densité de la couche de neige au sol. Ceci peut entraîner de nombreuses mortalités chez les cerfs de Virginie puisque ceux-ci ne peuvent se déplacer dans une couche de neige dépassant une trentaine de centimètres. Ils ne sont alors plus en mesure de se nourrir ou de fuir les prédateurs. Cette mortalité importante aura à son tour des effets sur d'autres espèces. Par ailleurs, Berteaux (2014) explique que les changements climatiques ont un nombre imprédictible d'effets

indirects sur la biosphère, puisque les relations entre les espèces sont tellement multiples qu'il nous est impossible de toutes les répertorier.

En plus des contre coups des changements climatiques, le modèle de développement industriel contribue à la **perte de la biodiversité** de bien des façons. Concrètement, 58% des récifs coralliens mondiaux étaient potentiellement menacés par l'activité humaine déjà en 2011 (Burke, Reytar, Spalding et Perry, 2011). Ceci est inquiétant puisque, même si ces récifs occupent moins de 0,25% des fonds marins, ils abritent plus de 25% de toutes les espèces de poissons marins connus. De plus, les récifs coralliens, puisqu'ils sont hautement dynamiques et productifs, offrent une gamme importante de services écologiques, comme le traitement de maladie, l'alimentation et la protection des côtes grâce à leur effet réducteur sur les vagues (Burke et al., 2011). Parmi les activités causales de cette problématique capitale, on compte l'expansion de l'urbanisation et de la production agricole en grande partie dues à l'accroissement exponentiel des populations. Ces exploitations se font au détriment des récifs coralliens en les enfouissant par l'épandage des terres ou encore par l'utilisation de matériaux coralliens afin de construire des infrastructures (Salvat, 1990). Sans toutes les énumérées, nous affirmons hors de tout doute que les activités humaines ont aussi des impacts néfastes sur plusieurs autres espèces de la biosphère. Pas étonnant que selon Laurent (2015), la biodiversité aurait reculé de moitié depuis quarante ans.

L'intensification des cultures agricoles industrielles contribue grandement à cette perte de la biodiversité, par exemple, en supprimant une partie de l'habitat de la faune et de la flore par la déforestation afin de créer des espaces réservés à la production agricole (Chaudhary, Pfister et Hellweg, 2016; Gudger et Baker, 1993). Limoges (2009) explique que cette diminution de la biodiversité a pour effet de réduire les services écologiques dont bénéficient les populations humaines, affectant particulièrement les populations les plus démunies. Parmi les services écologiques susceptibles d'être perturbés, on retrouve les services de régulation du climat. Ainsi, en plus de contribuer à la perte de la biodiversité, la destruction des habitats par la production agroalimentaire industrielle contribue aux changements climatiques. Comme nous l'avons vu, en plus d'être au cœur



de la problématique de perte de sol, les industries agroalimentaires affectent négativement la biodiversité. Donc, nous pouvons conclure que la production agroalimentaire industrielle est un acteur crucial dans les enjeux environnementaux qui caractérisent la crise écologique.

### **1.3. Enjeux sociaux : les inégalités économiques et l'insécurité alimentaire en tant qu'inégalités sociales et leurs liens avec la dégradation de l'environnement**

En troisième lieu, nous tentons de faire ressortir les nombreux effets négatifs du modèle de développement actuel. Meadows et ses collaborateurs les dénonçaient déjà dans leur rapport en 1972 : notre façon de vivre actuelle, en plus des problématiques environnementales qu'elle crée, produit diverses problématiques sociales au niveau global tel que la propagation urbaine incontrôlée, la pauvreté au milieu de l'abondance (inégalités sociales) et plusieurs autres perturbations économiques. Pour sa part, Laurent (2015) sous-tend qu'il existe une « boucle négative entre pauvreté et destruction de la biodiversité [et que celle-ci] conduit à un appauvrissement commun de l'humanité » (p.128). Cette boucle négative est décrite par plusieurs auteurs, dont Barrett, Travis et Dasgupta (2011). Laurent et Pochet (2015) disent d'ailleurs que « la lutte contre les inégalités sociales et la lutte pour répondre aux défis écologiques, c'est le même combat ». Parmi les inégalités sociales liées à la crise écologique, nous avons choisi d'aborder les inégalités économiques et l'insécurité alimentaire.

Afin de calculer la répartition des ressources et ainsi mesurer les **inégalités économiques**, on utilise généralement le coefficient de Gini (Alvaredo, 2011). Celui-ci varie entre 0 et 1, où 0 signifie l'égalité parfaite (tous les salaires, revenus et niveaux de vie égaux) et 1 l'inégalité parfaite (une seule personne détient tous les salaires et les revenus). Il se calcule à l'aide de la courbe de Lorenz, celle-ci représentant la distribution des revenus au sein de la population. Il peut varier selon qu'il soit mesuré en fonction des revenus des ménages ou d'une personne seule par exemple. En 2013, selon le Global Wealth Report de Crédit Suisse, 0,7% de la population mondiale détenait 41% de la richesse mondiale alors que 68,7% de la population possédait une richesse conjointe d'à

peine 3% du total mondial. Cette inégalité des ressources économiques mène à une inégalité d'accès aux autres ressources, notamment les ressources alimentaires (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO], 1996). En effet, plusieurs familles dans les pays plus développés dépensent en moyenne 20% de leur budget total pour s'alimenter alors qu'un nombre important des familles dans les pays en voie de développement consacrent jusqu'à 80% de leurs revenus en aliments (OXFAM, 2014). Donc, les hausses de prix potentielles n'auront pas le même impact sur ces différentes familles. Celles qui consacrent 20% de leur budget sur l'achat de nourriture peuvent supporter mieux une augmentation du prix que celles qui en consacrent 80% (FAO, 2010). Il faut savoir que le système des marchés a créé une forte volatilité des prix dans le marché agricole mondial dû au fait que les produits maraichers sont traités au même titre que les autres matières premières. En d'autres mots, le prix d'un produit agricole évolue avec une grande ampleur et à une vitesse élevée dans le temps. Ceci est lié à un grand nombre de facteurs interdépendants tels que les variations climatiques, la croissance de la demande en biocarburants et les changements dans les régimes monétaires (FAO, 2010). Les inégalités économiques sont donc interreliées aux problématiques environnementales.

Ces facteurs contribuent à ce qu'une proportion significative de la population mondiale soit, à ce jour, sous-alimentée (FAO, Fond international de développement agricole [FIDA] et Programme alimentaire mondial [PAM], 2015). Lors du Sommet Mondial de l'Alimentation de 1996 qui se déroula à Rome, un consensus international permit d'établir que l'**insécurité alimentaire** à laquelle la société fait face, tant au plan régional, national, qu'international, est une problématique actuelle et elle ne concerne pas seulement l'accès à des ressources alimentaires mais aussi à leur qualité nutritionnelle. (Agence canadienne de développement international [ACDI], 2008).

« [...] la sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. »

Ainsi on distingue quatre dimensions: (1) la disponibilité physique d'aliments sains, (2) l'accès économique et physique des aliments, (3) l'utilisation des aliments et (4) la stabilité des trois autres dimensions dans le temps (FAO, 2008). Alors, pour parler de sécurité alimentaire, on se doit de considérer certains éléments tels que : l'accès des ménages à des ressources financières pour se procurer des aliments; des bonnes pratiques de préparation et de soins des aliments; la diversité du régime et une bonne gestion biologique des aliments consommés. Selon la FAO (2008), l'insécurité alimentaire peut être chronique ou transitoire (résultat de chocs ou de fluctuations à court terme des productions alimentaires, du prix des aliments et du revenu des ménages).

Selon Maisonneuve, Blanchet et Hamel (2014), en 2011-2012, l'insécurité alimentaire grave ou modérée touchait 8% des ménages québécois et 13% lorsqu'on incluait l'insécurité alimentaire marginale, c'est-à-dire transitoire. Il s'agissait de la même prévalence pour les ménages canadiens, autrement dit, 4 millions de personnes, dont un peu plus du quart étant des enfants, ont fait face à une forme d'insécurité alimentaire (Tarasouk, Mitchell et Dachner, 2012). En 2011-2012, au niveau planétaire, on a estimé que près de 870 millions de personnes étaient touchées par une sous-alimentation chronique, soit environ 12,5% de la population mondiale (FAO et al. 2013). La prévalence de l'insécurité alimentaire transitoire globale de ces années n'a toutefois pas été évaluée dans cette étude. De plus, ces chiffres ne prennent pas en compte la composition des aliments qui inclut des substances dangereuses pour la santé des personnes qui les consomment, tels que des hormones synthétiques, des antibiotiques, des pesticides, du mercure, des acides gras trans et saturés, etc. On peut donc en déduire que l'insécurité alimentaire touche un pourcentage beaucoup plus important de personnes que celui qui a été estimé. Bref, même lorsque nous avons les ressources financières nécessaires pour s'approvisionner en aliments, on ne peut pas nécessairement parler de sécurité alimentaire si les produits consommés représentent un danger pour notre santé dû aux aliments chimiques qui y sont ajoutés soit volontairement ou indirectement par les industries agroalimentaires.

Pour conclure, le modèle de développement industriel apparaît être à la base de bon nombre de problématiques environnementales et sociales auxquelles nous faisons face mondialement au XXI<sup>e</sup> siècle. En effet, ce système a pour effet d'appauvrir les pauvres et d'enrichir les riches, ce qui creuse un écart grandissant (OXFAM, 2017). En faisant profiter la croissance économique des riches au détriment des plus pauvres cela contribue à ce que l'accessibilité à la nourriture ne soit pas uniforme (FAO, 1996), notamment par la volatilité des prix des produits alimentaires qui s'inscrit dans une logique de marché propre au système économique (FAO, 2010) et qui est influencé par les détériorations environnementales causées par l'agriculture intensive (Gudger et Barker, 1993). **Les inégalités économiques nuisent à la mise en place d'une distribution égalitaire des ressources alimentaires** (FAO, 1996). En outre, les méthodes agricoles, par l'utilisation abusive des sols, des pesticides et des engrais chimiques, ont un impact sur l'environnement et sur notre santé (Meadows et al., 1972; Brundtland, 1987; Multigner, 2005; Caron, 2007).

## 2. Une nécessité de changement du modèle de développement

Ces diverses problématiques environnementales et sociales découlant du modèle de développement actuel que nous venons de voir font émerger une conscience grandissante quant à la nécessité d'une révision de ce modèle.

D'abord, dans cette deuxième section du premier chapitre, nous présentons les différents constats de la population scientifique concernant la crise sociale-environnementale globale actuelle. Ensuite, nous aborderons l'évolution du mouvement vert au Québec. Puis nous poursuivrons avec le concept de développement durable, basé sur une approche mondiale, écologique et éthique qui est devenu le leitmotiv du mouvement vert (Vaillancourt, 2015). Et enfin, nous terminerons en présentant comment, à l'aide d'exemples concrets, le concept de développement durable a aussi fait son entrée dans la politique ainsi que dans la profession du travail social.

## 2.1. Constats de la communauté scientifique en lien avec la crise sociale-écologique globale

Plusieurs scientifiques de différents domaines d'études s'entendent pour dire que la crise sociale-écologique que nous vivons est alarmante et qu'il y a nécessité d'effectuer des changements primordiaux dans notre modèle de développement. Par exemple, suite à l'analyse de centaines de nouveaux scénarios d'atténuation de GES, les résultats indiquent qu'**une modification radicale de notre façon de faire est nécessaire à la stabilisation de la hausse des températures** au XXI<sup>e</sup> siècle (GIEC, 2014). Le rapport Meadows du Club de Rome des années 1972 en venait déjà à la même conclusion : l'absence de changement des tendances de croissance mènera à un **déclin de nos sociétés** dû à l'atteinte des limites de la planète. Ce scénario était prévu d'ici environ 2050. En 1992, ces mêmes chercheurs stipulaient que **les limites de la capacité de charge de la planète ont déjà été dépassées par les humains**, d'où le titre du rapport : *Beyond the Limits* (Meadows, Meadows et Randers, 1992). Les chercheurs du Club de Rome réaffirment alors qu'une **réduction significative des flux de matières et d'énergies** est nécessaire afin d'éviter un déclin incontrôlable de la production alimentaire par habitant, de l'utilisation d'énergie et de la production industrielle. Le pronostic se réalise et les probabilités qu'en 2050 les problématiques liées aux manques de ressources s'accroissent et atteignent un seuil critique sont alarmantes (Meadows et al., 2004). Conséquemment, Meadows et ses collaborateurs précisent deux changements primordiaux qui doivent être faits: (1) une révision complète des politiques et des pratiques perpétuant la croissance de la population et de la consommation matérielle, (2) un progrès prompt et drastique de l'efficacité avec laquelle les matériaux et l'énergie sont utilisés. Enfin, selon ces mêmes auteurs, l'atteinte d'une société durable, c'est-à-dire qui met l'accent sur l'équité et la qualité de vie plutôt que sur la quantité de productivité, est possible tant au plan technique qu'au plan économique. Parallèlement, les créateurs du concept d'empreinte écologique, Rees et Wackernagel (1996), expliquent que « la première étape afin de réduire notre impact environnemental est de reconnaître que la “crise environnementale” est moins un problème environnemental et technique qu'un **problème comportemental et social** » [traduction libre] (xi). Dominelli (2012) explique que les réponses aux crises environnementales doivent s'adresser à la pauvreté, aux inégalités structurelles et socio-

économiques, aux processus d'industrialisation, aux modèles de consommation, aux interdépendances mondiales et aux ressources naturelles limitées.

Conformément à ces conclusions, Favreau et Molina (2011) expliquent que « **la conversion écologique de l'économie** est un enjeu mondial qui rejoint les réalités du Québec tout entier et de ses régions » (p.47). Selon eux, cette conversion doit remettre en cause notre mode de production et de consommation. De plus, elle nécessite de **développer des expériences coopératives** d'envergure capables de contribuer de manière innovante au développement durable et solidaire des territoires. D'ailleurs, on voit apparaître, depuis les années 1970, des initiatives de développement des communautés, alternatives et innovantes, qui témoignent d'une conscientisation environnementale et sociale pour les générations actuelles et futures. Ces initiatives, comme nous allons le voir, vont de pair avec l'arrivée du mouvement vert sur la scène québécoise et, plus tard, avec la publicisation du concept de « développement durable » suite au Rapport Brundtland de 1987.

## **2.2. L'évolution des mouvements sociaux au Québec : le mouvement vert et le mouvement communautaire**

Depuis les années 1970, un mouvement social important fait sa place au Québec: le mouvement écologique. En effet, parmi les différents mouvements sociaux ayant été développés au Québec, Vaillancourt (1992) fait ressortir le mouvement de protection de l'environnement apparu au début des années 1970 et le nomme le « **mouvement vert** ». Bien qu'il y ait eu des groupes environnementalistes antérieurement, tel que les cercles des jeunes naturalistes qui visaient principalement à initier ses membres à l'étude de la nature, le mouvement vert des années 70 innove. Il remet en question les réalités culturelles de la société de consommation et de gaspillage en plus de travailler à faire naître des changements structurels et socio-politiques relativement à l'environnement (Vaillancourt, 1992).

Ce mouvement vert est composé de différents groupes visant des objectifs de lutte contre la pollution et de défense de l'environnement. Déjà dans les années 90, comme Vaillancourt (1992) l'apporte, de multiples groupes composent le mouvement (706 en 1990 selon le *Répertoire environnemental* du gouvernement du Québec). Ceux-ci se regroupent selon leurs orientations idéologiques. Comme on le voit dans le tableau 1, avec un axe culturel et un autre socio-politique, ces groupes peuvent se classer selon six catégories.

Tableau 1 - Catégories d'orientations idéologiques du mouvement vert québécois dans les années 1990 (Vaillancourt, 1992)

Les verts les plus conservateurs	Les verts modérés ou réformistes	Les verts les plus radicaux
1. Les contre-culturels individualistes <ul style="list-style-type: none"> <li>• approche thérapeutique</li> <li>• nourriture saine</li> </ul>	2. Les contre-culturels communautaires <ul style="list-style-type: none"> <li>• réseaux d'alimentation naturelle</li> <li>• coopérative autogérée</li> </ul>	3. Les socioculturels alternatifs <ul style="list-style-type: none"> <li>• culture alternative</li> </ul>
4. Les conservationnistes <ul style="list-style-type: none"> <li>• protection d'un lac ou d'une espèce menacée</li> <li>• conservation de la nature</li> </ul>	5. Les environnementalistes <ul style="list-style-type: none"> <li>• lutte pour que cesse la pollution</li> <li>• groupes de pression urbains</li> </ul>	6. Les écologistes <ul style="list-style-type: none"> <li>• projet de société alternative</li> </ul>

Les six catégories de groupes formant le mouvement vert présentent des positions plus ou moins radicales, tant sur le plan culturel que sur le plan socio-politique. D'une part, les trois **orientations idéologiques du plan culturel** (catégorie 1 à 3) remettent en cause les réalités culturelles de la société de consommation, le tout dans une optique d'amélioration de la qualité de l'environnement. Les différents groupes de cet axe culturel chercheront donc à proposer des actions et des modes de vie alternatifs tels que l'agriculture biologique, l'utilisation de produits de nettoyage biodégradables et les énergies douces.

D'autre part, les trois **orientations idéologiques davantage axées sur le plan socio-politique** (catégorie 4 à 6) tentent de faire émerger des changements au niveau des structures et des politiques en lien avec une meilleure gestion des ressources environnementales. Les conservationnistes (catégorie 4) travaillent surtout à la protection

de certains habitats par exemple la protection d'un lac ou d'un boisé. Les environmentalistes (catégorie 5), quant à eux, participent à la lutte contre la pollution sur une plus grande échelle en exigeant des actions appropriées de la part des gouvernements. Les plus radicaux, c'est-à-dire les écologistes (catégorie 6), pour leur part, « critiquent le système de production industrielle basé sur la dégradation de l'environnement et sur le gaspillage, et ils proposent une société alternative plus respectueuse de l'environnement » (Vaillancourt, 1992, 12).

Le mouvement hippie qu'a connu le Québec réfère aux catégories contre-culturelles individuelles et communautaires, alors que le mouvement Greenpeace et les Ami(E)s de la Terre appartiennent plutôt aux écologistes, mouvement plus radical (Vaillancourt, 1992). De nos jours, cette catégorisation des groupes en termes d'axe culturel et sociopolitique existe encore, mais avec moins de pertinence (Vaillancourt, 2015). Les groupes faisant partie du mouvement vert se catégorisent plutôt en fonction des secteurs d'activité dans lesquels ils œuvrent puisqu'ils agissent maintenant en collaboration avec les autres mouvements sociaux, notamment, comme le fait valoir Favreau (2017), avec le **mouvement communautaire**. Les questions environnementales, depuis le milieu des années 80, ont pris de l'importance et font partie de la majorité des débats. Cette croissance de popularité est notamment due au fait que le développement durable, le commerce équitable et les préoccupations environnementales ont été mis en évidence dans le rapport Brundtland en 1987, au Sommet de la Terre de Rio en 1992 et lors des discussions autour du Protocole de Kyoto sur les GES et leur incidence au milieu des années 1990. C'est ainsi que le mouvement communautaire, centré sur la lutte contre les inégalités sociales, s'est mis à croiser son travail avec le mouvement vert (Favreau, 2017). Favreau (2017) nomme l'« agriculture urbaine de proximité, le commerce équitable Nord-Sud, la finance solidaire, la sécurité alimentaire, la récupération et le recyclage, etc. » parmi les actions émergeant de ce croisement entre l'écologie et le communautaire. En Estrie, le programme de FreeGo (*Frigo*) Communautaire, qui prend de l'expansion avec son troisième *Frigo* installé à St-Élie à l'été 2017, est un bon exemple d'une pratique d'innovation sociale; fruit de ce croisement entre le mouvement communautaire et le mouvement vert. Ce projet mis en place par la Corporation de



développement économique communautaire (CDEC) de Sherbrooke permet à la fois de réduire le gaspillage alimentaire et de mobiliser les acteurs du milieu afin de dynamiser les territoires les plus dévitalisés de la ville (objectif principal de l'entreprise). Selon Favreau (2017), c'est à l'échelle mondiale que l'urgence écologique a interpellé l'ensemble des mouvements sociaux qui y ont vu un enjeu de justice sociale. Vaillancourt (2015) va jusqu'à dire que le mouvement vert d'aujourd'hui est un mouvement mondial de résistance. Dans les faits, il est constitué d'« organismes non-gouvernementaux (ONG), d'organismes ruraux, de regroupements de citoyens, de mouvements religieux progressistes, d'associations étudiantes, de coopératives économiques, de groupes de femmes, de mouvements axés sur le développement environnemental durable et de militants radicaux et utopistes » (Vaillancourt, 2015, 119). Le mouvement vert prend de l'essor dans les pays industrialisés et affirme sa présence dans la majorité des sociétés. Au Québec, toujours selon Vaillancourt, ces initiatives gagnent en influence depuis une décennie, surtout chez les moins de 30 ans, et s'imposent peu à peu dans les institutions et les partis politiques. Les nouveaux adeptes du mouvement proposent un idéal réaliste agençant l'équité et le bien-être grâce à un mode de vie simplifié. Pour ce faire, ils offrent des alternatives en grande partie inspirées des principes écologistes liés aux concepts du développement durable. Parmi ces alternatives, nommons la Ville d'Albi qui poursuit un objectif d'autosuffisance alimentaire, l'entreprise Solution Era qui, par le biais de formations en design de bâtiment écologique, vise une société plus résiliente et le développement de plusieurs écovillages, dont celui de la Cité écologique d'Ham Nord au Québec dans la région du Centre-du-Québec. Ces initiatives d'autosuffisance alimentaire, de construction verte et d'écovillage constituent toutes des pratiques innovantes visant une diminution de l'impact des sociétés humaines sur les ressources naturelles.

Le **développement durable** (de l'anglais : sustainable development) est devenu un concept incontournable du mouvement vert, Vaillancourt (2015) dira qu'il s'agit du leitmotiv de ce mouvement. Le concept de développement durable s'est vraiment imposé au niveau mondial en 1992 lors du Sommet de la Terre à Rio. Il s'agit d'un terme difficile à définir puisqu'il est utilisé sous plusieurs variantes. La définition universelle du développement durable a été créée en 1987 lors de la publication du rapport intitulé *Notre*

*avenir à tous* suite à la Commission Brundtland. Dans celui-ci, Brundtland indique qu'il s'agit d'un « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Toutefois, chacun semble s'approprier cette définition en fonction de ses propres intérêts, notamment les grandes entreprises et les lobbies industriels (Latouche, 2004). Ceci est dû, selon Latouche (2004), au fait que six acceptions du concept de développement durable seraient contenu dans le Rapport Brundtland et que 37 différents sens ont été recensés à la Banque mondiale par Pessey en 1989. D'ailleurs, Boiral et Croteau (2001) qualifie le développement durable de concept « caméléon ». Pour sa part, Hatem (1994) distingue quatre paradigmes principaux du concept de développement durable se regroupant sous deux grandes approches: l'**approche écocentrée** (paradigme naturel) et l'**approche anthropocentree** (paradigme mécanique, thermodynamique et évolutionniste). La première, l'écocentree, suggère un objectif de protection de la vie en général ce qui implique la préservation des écosystèmes, alors que la deuxième, l'anthropocentree, se focalise sur le bien-être de l'humain et implique, pour certain, un développement infini. Dans le cadre de notre recherche sur l'écovillage de Ham-Nord, nous verrons que l'approche est plutôt écocentree sans pour autant perdre de vue le bien-être de l'humain.

Le développement durable inclut principalement un changement de façon de faire et, avant tout, de façon de voir. Plus précisément, Brundtland (1987) indique que « le développement durable n'est pas un état d'équilibre, mais bien un processus de changement dans lequel l'exploitation des ressources, le choix des investissements, l'orientation du développement technique ainsi que le changement institutionnel sont déterminés en fonction des besoins tant actuels qu'à venir ». En fait, selon Lauriol (2004), le concept de développement durable est porteur d'une sorte de « retour à la morale ». Le Duff et Orange (2002) précisent que l'esprit du développement durable est de supplanter l'approche traditionnelle de l'économie pour en revenir aux relations interpersonnelles plutôt que d'en rester aux relations des personnes aux choses. Donc, il s'agit d'aller vers des modèles d'économie sociale et locale. Ceci nous ramène aux trois dimensions de durabilité ayant été établi dans le rapport Brundtland (1987); la dimension environnementale, la dimension sociale et la dimension économique. Le développement

durable implique donc d'obtenir une forme de développement à la fois économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement tolérable. Ces trois principes, selon Bürgenmeier (2008), découlent des **trois grandes caractéristiques** qu'il dégage de l'historique de la genèse du développement durable : une approche mondiale; une gestion écologique et une prise de conscience des inégalités sociales et une éthique nouvelle.

La première caractéristique, celle d'une approche mondiale, met l'accent sur la dimension planétaire des problématiques environnementales. La deuxième caractéristique, celle d'une approche écologique, s'inscrit dans une optique économique, implique des changements mondiaux de structure, de production et de consommation. Son objectif est d'atténuer l'irréversibilité de certaines actions polluantes ayant été commises et de promouvoir une gestion responsable du capital naturel dans le but que ce patrimoine puisse être retransmis aux prochaines générations. Le développement durable implique donc une prise de conscience des responsabilités intergénérationnelles et suggère une éthique nouvelle. Et enfin, la troisième caractéristique du concept de développement durable inclut à la fois une prise de conscience et une éthique nouvelle. En effet, sous leurs lumières, une démarche de prise de décisions vise à minimiser les inégalités sociales : des choix qui prennent en compte l'intérêt collectif plutôt que des choix économiques individuels.

Le développement durable est donc un changement de paradigme passant d'une vision en silo à une vision holistique du développement. Plutôt que d'envisager l'économie, le politique, le social et l'environnement séparément, il s'agit de voir comment chacune de ces dimensions influence les autres pour former un tout dynamique. En fait, le concept de développement durable adhère à la **pensée systémique**. Ces deux concepts sont indissociables puisqu'il ne peut avoir de solution durable si les relations inter-systémiques ne sont pas prises en considération (Seiffert et Loch, 2004). L'approche systémique s'appuie sur le principe fondamental que tout ce qui est vivant est partie intégrante de plusieurs systèmes (Bertalanffy, 1993). En d'autres mots, les éléments vivants sont considérés comme étant des éléments tous rattachés à un vaste processus non linéaire. Dans son ouvrage *Thinking in systems*, Meadows (2008) indique que la mesure

de l'habileté d'un système à survivre et persister à l'intérieur d'un environnement variable est la **résilience** (p.76). Cette notion réfère donc à la capacité d'un système à surmonter une altération de son environnement telle que des changements climatiques par exemple. Lallau (2011) considère la résilience comme une des finalités du développement durable. Selon l'auteur, on pourrait même parler de « développement résilient » puisque, sur le plan conceptuel, la durabilité sociale et la résilience sont très proches. La durabilité sociale réfère, selon Chambers et Conway (1992), à :

« [...] la question de savoir si une unité humaine (individu, ménage ou famille) peut non seulement gagner, mais maintenir un niveau de vie suffisant et décent. [La durabilité sociale] a deux dimensions, une négative, une positive. La dimension négative est réactive, face au stress et aux chocs; Et la dimension positive est proactive, améliorant et exerçant les capacités à s'adapter, exploiter et créer des changements et pour assurer la continuité. » [traduction libre] (p.10)

En effet, la durabilité sociale et la résilience réfèrent toutes deux à la capacité de s'adapter aux changements de l'environnement. Perrings (2006) corrobore qu'on ne peut pas parler d'une stratégie de développement durable si elle n'est pas résiliente. Autrement dit, si une stratégie de développement implique un risque de passer d'un état désirable à un état indésirable et que ce changement est irréversible ou seulement lentement réversible, il ne s'agit pas d'une stratégie durable. On peut se demander dans quelle mesure notre modèle de développement est résilient. Allons-nous pouvoir continuer à fonctionner de la même manière? Est-ce que la nature va nous le permettre?

### **2.3. L'adoption du concept de développement durable dans la politique**

Au fil des années, le concept de durabilité a gagné en importance et a frayé son chemin dans la politique autant au niveau international que national. Sur la scène internationale, le développement durable est un concept d'actualité. En 2015, les Nations Unies (NU) ont adopté un ensemble d'Objectifs de développement durable afin d'éradiquer la pauvreté, de protéger la planète et de garantir la prospérité pour tous (NU, 2015a). Ces 17 Objectifs se retrouvent dans l'agenda de développement durable 2015-2030 des NU. Toujours en 2015, a aussi eu lieu l'adoption de l'Accord de Paris en vertu de la

Convention-cadre des NU sur les changements climatiques (NU, 2015b). Cet accord mondial implique notamment que les nations doivent se munir d'un calendrier pour atténuer leur production de GES. Au Québec, la Loi sur le développement durable a été adoptée le 15 novembre 2005. Par cette adoption, le Québec apporte sa propre définition au développement durable. Ainsi, au Québec, le développement durable est un :

Développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Le développement durable s'appuie sur une vision à long terme qui prend en compte le caractère indissociable des dimensions environnementale, sociale et économique des activités de développement. (Éditeur officiel du Québec, 2005)

Plus récemment, le 28 octobre 2015, le Conseil des ministres a aussi adopté la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020. Celle-ci vise près d'une trentaine d'objectifs autour desquels l'activité gouvernementale s'articulera d'ici 2020 (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, 2015). Cette activité devrait se traduire notamment par la mise en œuvre d'un plan d'action de développement durable pour chacun des ministères et organismes gouvernementaux visés par la Loi.

#### **2.4. L'incorporation du concept de développement durable dans la profession du travail social**

Il faut voir aussi que le développement durable se relie à différentes professions, notamment celle du travail social. D'abord, soulignons que le thème de développement durable se retrouve dans toute sorte de cours à l'Université. De plus, outre les acteurs politiques, le développement durable attire aussi, de façon progressive, la population étudiante. En effet, lors de l'année 2016-2017, 30 277 étudiants ont suivi un cours à l'Université Laval en développement durable (Thivierge, 2017). Ceci est le résultat d'une offre de plus de 300 cours portant le sigle Développement Durable, lesquels ont été répartis dans la majorité des facultés sur le campus de l'Université Laval. Par ailleurs, depuis 2012, deux organisations internationales de travail social, l'IASSW et l'IFSW, conjointement avec le Conseil international de bien-être, travaillent à l'élaboration de

*l'Agenda mondial pour le travail social et le développement social*. Il s'agit d'une politique conjointe fournissant « une base commune pour une action collective visant à relever les défis majeurs de nos sociétés et à identifier les questions sociales pertinentes pour la profession et au-delà. » Il va sans dire que parmi ces défis majeurs auxquels l'Association internationale des écoles de travail social et la Fédération internationale des travailleurs sociaux (FITS) souhaitent trouver des solutions, on retrouve les enjeux liés à la crise écologique dont nous avons parlé précédemment, c'est-à-dire la perte des sols, les changements climatiques, la perte de la biodiversité et les inégalités sociales (FITS, 2017). Par ailleurs, à Genève, le thème de la journée internationale du travail social des années 2017 et 2018 « La promotion de la durabilité environnementale et sociale » a été choisi conformément aux objectifs de l'Agenda mondial ci-haut mentionné. Bref, le développement durable est un sujet qui prend de plus en plus d'ampleur dans la profession du travail social.

### **3. L'importance des questions sociales et écologiques pour le travail social**

Cet engagement du travail social dans la promotion d'un mode de développement plus durable apparaît comme allant de soi une fois que nous avons pris conscience des nombreux impacts de l'écologie sur les conditions de vie humaines. Toutefois, ce n'est que depuis les années 1990 que la communauté du travail social a commencé à réellement prendre conscience qu'il y avait un manque d'implication de la profession dans les enjeux environnementaux (FITS, 2017).

Au Québec, il devient de plus en plus incontournable de nommer la question écologique comme enjeu majeur lorsqu'on intervient auprès des communautés. En effet, les communautés québécoises sont menacées par la surutilisation des énergies fossiles et il en résulte un « combat écologique » qui est aujourd'hui devenu déterminant dans le développement des communautés (Favreau, 2017). Favreau explique que, depuis une dizaine d'années, la population québécoise se mobilise autour d'interrogations sur son modèle de société et ses impacts, ce qui force le travail social à repenser son approche en

matière de développement des communautés. Favreau nomme le besoin d'une **transition sociale-écologique de l'économie**, c'est-à-dire d'agir et d'intervenir en fonction d'un nouveau projet de société plaçant l'urgence écologique au premier plan et se démarquant progressivement du « tout au marché » (Favreau, 2017, 86).

Compte tenu du caractère novateur de cette alliance entre le travail social et les enjeux environnementaux, il semble plus que nécessaire d'approfondir les connaissances sur les pratiques qui résultent de cette transition sociale-écologique. La profession du travail social doit être enrichie du savoir des acteurs qui agissent concrètement sur les enjeux sociaux et environnementaux.

#### 4. Synthèse

Pour conclure, notre problématique visait à introduire les lecteurs aux notions principales permettant de comprendre la crise sociale-écologique globale. Nous cherchions aussi à montrer l'urgence d'agir comme société de se penser autrement dans le lien qui nous unit à la nature et d'aménager de nouvelles pratiques et modèles de développement économique et social.

Pour ce faire, dans un premier temps, les concepts d'empreinte écologique et de biocapacité élaborés par Rees et Wackernagel en 1996 ont été abordés. Cela a permis de conclure que l'activité humaine exerce des pressions énormes sur les ressources naturelles ce qui mène à la dégradation de l'environnement (Lazarus et al., 2015; WWF, 2016). Pour mieux comprendre la crise écologique provoquée par l'activité humaine, nous avons introduit les phénomènes de la perte des sols, des changements climatiques et de la perte de la biodiversité. Ensuite, nous avons abordé les inégalités économiques et l'insécurité alimentaire en tant qu'inégalités sociales influencées et influençant la crise. Au cœur de ces problématiques, nous retrouvons toujours les processus de production industrielle (Chaudhary, Pfister et Hellweg, 2016; GIEC, 2014; Gudger et Barker, 1993). Effectivement, Gudger et Barker (1993) expliquent que l'utilisation, par les industries, de produits chimiques dans le but d'obtenir des rendements élevés contribue fortement à l'amenuisement de la couche arable des sols. De plus, dans le rapport du GIEC de 2014,

la production industrielle et le transport de marchandises sont nommés parmi les activités qui participent le plus à la concentration des GES dans l'atmosphère. Enfin, Chaudhary, Pfister et Hellweg (2016) et Gudger et Barker (1993) font aussi valoir l'importante contribution des cultures agricoles industrielles sur la perte de la biodiversité notamment lorsque les industries défrichent les habitats des écosystèmes. Comme nous l'avons vu, ces problématiques créent des enjeux sociaux qui se traduisent surtout par des inégalités sociales.

Dans un deuxième temps, nous avons présentés comment ces enjeux ont mené plusieurs chercheurs à dénoncer la nécessité de modifier les façons de faire afin d'éviter des conséquences désastreuses. Ensuite, nous avons décrit comment l'évolution de cette crise sociale-écologique s'est faite en parallèle avec l'évolution du mouvement vert au Québec. Ainsi, nous avons retracé certaines initiatives qui au fil des années ont cherché et donné naissance à des alternatives au modèle de développement productiviste, consumériste et dévastateur prédominant encore chez nous à l'heure actuelle. Ces initiatives s'inspirent et s'accordent au concept de développement durable lequel est le leitmotiv du mouvement vert grimpaant, ici et ailleurs (Vaillancourt, 2015). Enfin, nous avons parlé de la pensée systémique et de la résilience pour étayer la notion du développement durable.

Dans un troisième et dernier temps, nous avons vu que la notion de développement durable apparaît au sein de la profession du travail social puisque plusieurs auteurs sont d'avis qu'il faut aborder les questions écologiques et sociales ensemble sous la loupe du développement durable.

Dans le prochain chapitre, nous proposons une approche de travail social se dégageant d'une approche strictement anthropocentrique au profit de l'adoption d'une vision s'intéressant à la fois aux questions sociales et écologiques : le travail éco-social. Nous introduirons ensuite notre étude de cas : la pratique écovillageoise en tant que pratique alternative de développement des communautés orientée vers une approche de travail éco-social.



## **CHAPITRE 2**

### **CADRE THÉORIQUE**

#### **Un travail éco-social intégré de développement des communautés**

Jusqu'à présent, l'approfondissement de notre problématique nous a permis de mettre en relief les différents enjeux reliés à la crise socio-environnementale ainsi que la nécessité d'effectuer des changements dans le modèle de développement actuel et aussi comment la profession du travail social est interpellée par la crise écologique. Il est maintenant temps de situer notre cadre théorique.

Le cadre théorique que nous proposons ici vise à définir une approche de travail social qui marie les questions sociales et écologiques ainsi qu'à présenter un modèle de développement alternatif qui nous apparaît intéressant.

Pour élaborer notre cadre théorique, nous procédons en deux grands temps. Dans un premier, nous présentons l'approche de travail éco-social à l'aide du modèle éco-social de Boetto (2017) et de trois concepts-clés : la justice écologique, le bien-être soutenable et le développement des communautés orienté vers une perspective éco-sociale. Une synthèse permettra de faire ressortir les éléments à retenir. Dans un deuxième temps, nous présentons une pratique de développement des communautés qui nous semble être un modèle de développement économique et social alternatif rejoignant les valeurs de justice écologique et de bien-être soutenable du travail éco-social : la pratique écovillageoise. Pour décrire ce nouveau modèle de développement, nous présenterons d'abord un bref historique du mouvement écovillageois. Ensuite, nous fournirons quelques définitions pour aider à comprendre ce qu'est un « écovillage » desquelles nous relevons trois concepts-clés que nous décrivons par la suite : les dimensions de durabilité, les types de communauté et la gouvernance. Enfin, à l'aide d'une synthèse, nous rappellerons les notions les plus importantes.

## 1. Un travail social s'inscrivant dans une vision globale et durable

Comme nous l'avons vu dans la problématique, les impacts de la crise écologique sont grands et nombreux et, selon Dominelli (2012), ces impacts mettent au défi la profession du travail social. Les crises récurrentes ont exposé la profondeur de l'insécurité humaine et de l'insuffisance des réformes structurelles et systémiques (UNRISD, 2014). Plusieurs auteurs s'entendent pour dire que le travail social a été lent à considérer l'environnement naturel en tant qu'influence externe au bien-être des personnes (Dominelli, 2012; Drolet et al., 2015; Noble, 2016). Toutefois, dans la dernière décennie, plusieurs termes sont apparus faisant référence à la prise en compte de l'environnement naturelle par la profession du travail social dont le travail social vert (tr. de *green social work*, Dominelli, 2012), le travail éco-social (tr. de *eco-social work*, Peters, 2012), le travail social écologique profond (tr. de *deep ecological social work*, Besthorn 2012) le travail social environnemental (Gray et al., 2013) et la perspective environnementale holistique (Gray et Coates, 2015).

Le **travail social vert** est un concept qui se définit par la « compréhension holistique des différents environnements et de leurs impacts sur les comportements humains » [traduction libre] (Drolet et al., 2015, p.531). Selon ces auteurs, cette approche permet l'examen des problèmes environnementaux avec une perspective de travail social. Le travail social écologique profond, le travail social environnemental et la perspective environnementale holistique sont, comme le travail social vert, des appellations servant à décrire une approche du travail social qui ne se limite pas à la pensée linéaire des sciences modernes et qui supporte l'exploration d'un ensemble de valeurs, croyances et hypothèses alternatives et inclusives incluant l'interdépendance, la communauté et la diversité (Besthorn, 2013; Gray et Coates, 2015). Les différentes appellations existent en raison de l'ambiguïté de la terminologie des termes « vert », « écologique » et « environnemental ». Il s'agit donc d'un choix personnel d'utiliser l'une ou l'autre.

Selon Boetto (2017), de l'École des Sciences sociales de l'Université Charles Sturt en Australie, le **travail éco-social** se distingue particulièrement puisqu'il inclut un changement paradigmatique précis quant à la compréhension de la place de l'humain

dans la biosphère (Besthorn, 2002; Coates, 2003). Au centre de ce nouveau paradigme, la Terre est reconnue comme une entité holistique créée par des interconnexions entre les organismes vivants à l'intérieur d'un grand système (Coates, Gray et Hetherington, 2006). Ce paradigme fait écho avec la théorie gaïenne de Lovelock que nous verrons dans la seconde partie de ce deuxième chapitre lorsque nous présenterons les concepts du mouvement écovillageois.

À la lumière des constats des auteurs, que nous avons vus dans la problématique, quant à la nécessité de modifier radicalement nos façons de faire, nous croyons qu'une approche de travail social centrée sur un changement paradigmatique va de soi. En effet, il y a plus de chance d'aller vers le changement s'il y a un changement de paradigme qui si on reste dans le même, puisque c'est des paradigmes que découlent les buts, les règles et les structures (Meadows, 1997; 1999).

Étant donné la pertinence théorique avérée de l'appellation du travail éco-social, nous nous attarderons à définir cette notion dans la présente section.

Nous le ferons d'abord en nous servant des trois grandes bases proposées dans le modèle éco-social de Boetto (2017) : ontologique, épistémologique et méthodologique. Ceci nous amènera ensuite à identifier et définir trois concepts-clés qui, selon nous, sont au cœur du travail éco-social. Il s'agit de la justice écologique, du bien-être soutenable et de la pratique de développement des communautés incorporant une perspective éco-sociale.

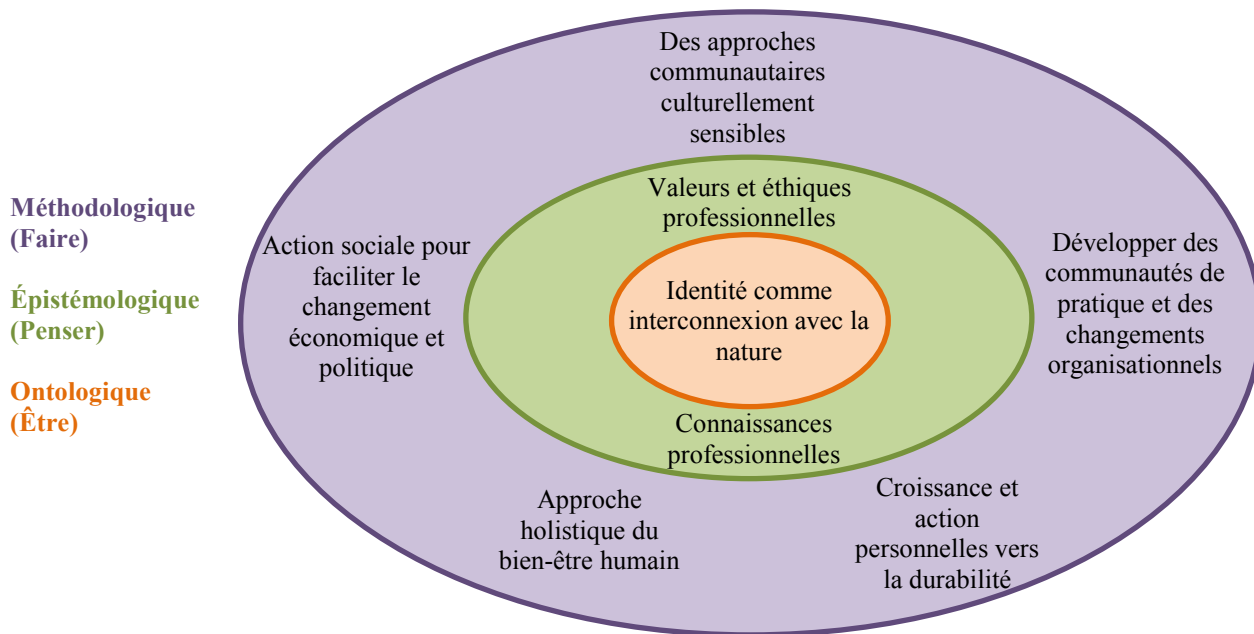
### **1.1. Le modèle de travail éco-social selon Boetto**

Boetto (2017) explique le modèle éco-social selon trois grandes bases : ontologique, épistémologique<sup>5</sup> et méthodologique. Selon elle, l'application du travail éco-social repose sur ces bases. Une consistance entre ces bases est importante, c'est pour cette raison que l'auteur les représente dans des cercles emboîtés dans sa proposition du modèle éco-social (Figure 2).

---

<sup>5</sup> Précisons ici que nous conservons le terme «épistémologie» qu'emploie Boetto, mais qu'à notre avis il serait plus juste de parler d'axiologie, c'est-à-dire des valeurs du travail social.

Figure 2 - Le modèle éco-social transformatif (Boetto, 2017)



Selon Boetto (2017), la base ontologique doit être au centre de la pratique du travail social tel que représenté dans la Figure 2. L’auteure dépeint la **base ontologique** comme étant l’aspect relatif au « soi », c’est-à-dire l’identité. Il s’agit de la dimension personnelle qui réfère à la compréhension de l’environnement naturel et à la façon dont on s’y relie. Elle explique que l’« être » est central pour l’approche éco-sociale transformative de la pratique du travail social. L’attitude d’une personne envers l’environnement naturel, incluant les croyances, les sentiments et les expériences, influence ses interactions avec les individus, les familles et les communautés. Voilà pourquoi plusieurs auteurs plaident en faveur de l’incorporation d’une conscience des interrelations entre l’humanité et la nature dans les pratiques du travail social (Bell, 2013; Besthorn et McMillen, 2002; Boetto, 2017; Norton, 2012).

Boetto met en lumière l’aspect fondamental de construire une **base épistémologique**, une « pensée » qui est congruente avec la base ontologique, l’« être ». Parmi les influences épistémologiques sur le travail éco-social, s’illustrent : la justice environnementale, la littérature écologique, les perspectives indigènes, l’éco-féminisme et la criticité, les perspectives globales ainsi que la durabilité et la décroissance. Voyons le tableau de ces éléments que propose l’auteure.

**Tableau 2 - Éléments épistémologiques du travail éco-social (Boetto, 2017)**

<b>Éléments éco-sociaux</b>	<b>Transformation de la pratique pour les travailleurs sociaux</b>
Justice écologique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conceptualiser la justice dans une perspective holistique, et reconnaître la justice comme importante pour tous les organismes vivants</li> <li>• Reconnaître les impacts disproportionnés de l'environnement crise sur les citoyens les plus pauvres du monde</li> </ul>
Littérature écologique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Connaître et comprendre les systèmes de la nature, de l'écologie et de la place des humains dans le monde naturel</li> <li>• Augmenter les connaissances sur la façon de promouvoir et de maintenir les écosystèmes en bonne santé</li> <li>• Comprendre la crise environnementale, y compris l'activité humaine activité qui a contribué à cette crise</li> </ul>
Perspectives indigènes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Apprendre des cultures autochtones traditionnelles à propos de la vie en harmonie avec le monde naturel, basées sur des croyances spirituelles, l'holisme, le collectivisme et la connexion avec la terre</li> <li>• Reconnaître que les cultures indigènes traditionnelles ont établies la connaissance de la terre et utilisées de nombreuses pratiques environnementales durables qui ont été perdues à cause des invasions européennes</li> </ul>
Éco-féminisme et criticité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comprendre les liens entre la domination de la nature et l'exploitation des femmes, largement dû aux structures dans la société</li> <li>• Reconnaître l'interaction entre l'environnement et les systèmes sociaux et politiques plus larges qui causent de l'exploitation, des désavantages et des relations de pouvoir inégales</li> </ul>
Perspectives globales	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comprendre les responsabilités de la citoyenneté mondiale en matière de travail social, y compris des efforts actifs pour promouvoir la justice écologique dans le monde entier</li> <li>• Reconnaître les contributions apportées au travail social par les pays du Sud, y compris de nouvelles perspectives sur les pratiques micros et macros et la relation entre elles</li> <li>• Comprendre les effets disproportionnés de la crise environnementale sur les plus pauvres du monde, qui sont pour la plupart situés dans les pays du Sud</li> <li>• Reconnaître que les comportements des populations du Nord sont largement responsables de l'injustice environnementale dans les pays du Sud</li> <li>• Reconnaître que les activités et les interventions sociales ont un impact local et global sur la vie des gens</li> </ul>
Durabilité et décroissance	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conceptualiser le développement durable de manière holistique pour inclure la justice écologique</li> <li>• Reconnaître que les ressources écologiques sont limitées</li> <li>• Reconnaître que la surconsommation et la surproduction dans les économies industrialisées épuisent les ressources naturelles de la Terre</li> </ul>

Essentiellement, le modèle éco-social nécessite l'application de connaissances et de valeurs professionnelles. Le tableau des éléments épistémologique du travail éco-social (tableau 2) que propose Boetto fournit un résumé de comment ces connaissances et valeurs peuvent être utilisés dans la pratique éco-sociale. Bref, au niveau des connaissances, le défi des praticiens du travail éco-social est de rester constamment au courant des nouveaux développements dans les différents domaines scientifiques reliés à la crise environnementale et d'intégrer ces informations dans leur pratique professionnelle (Boetto, 2017; Jones, 2013). De plus, Gray et Coates (2015) affirment

que la profession du travail social doit impérativement adopter des valeurs qui se relient au développement durable afin de faire des réels changements à l'intérieur de la profession et ainsi adopter une approche éco-sociale. Ces valeurs de développement durable font référence aux éléments se rattachant aux différents concepts que nous avons décrits précédemment et qui se retrouvent dans le tableau 2. Parmi ceux-ci, rappelons l'engagement global, l'économie sociale, la gouvernance participative, la pleine conscience et le respect de la nature.

Enfin, suite aux bases ontologique et épistémologique propres au travail éco-social, Boetto (2017) présente les bases méthodologiques de ce paradigme. Elle explique que **les bases méthodologiques** du travail éco-social sont le « faire » de la pratique, ce qui signifie qu'elle fait référence aux actions, interventions et stratégies utilisées au quotidien par les travailleurs sociaux. De plus, l'auteur rappelle que la méthodologie doit être compatible avec les fondations ontologiques et épistémologiques. Aussi, il faut souligner qu'avec le modèle de Boetto (2017), on voit que le travail éco-social prône l'intégration des pratiques. En effet, comme on peut voir dans la figure 3, les bases méthodologiques se divisent selon cinq dimensions de pratique : personnelle, individuelle, groupe, communauté et politique.

Figure 3 - Dimensions méthodologiques de la pratique éco-sociale



La **dimension personnelle** de la méthodologie de pratique éco-sociale réfère à l'identification et l'application de stratégies personnelles pour réduire son impact sur

l'environnement, contribuer à une diminution des inégalités sociales autour de soi et accroître ses connaissances personnelles et professionnelles sur les enjeux écologiques et sociaux. La **dimension individuelle**, quant à elle, consiste à adopter différentes stratégies en vue d'augmenter le niveau de bien-être des individus au sens holistique : le bien-être durable. Cela implique d'aider les gens à redéfinir les caractéristiques importantes de leur bien-être, de défendre les individus vivant les effets directs de la crise écologique ainsi que de fournir conseils et éducation à propos des pratiques de vie durables. La **dimension de groupe** réfère au développement de partenariats entre les organisations, à la construction d'alliances interprofessionnelles et à la collaboration entre travailleurs sociaux partageant des visions communes afin de former un « taskforce » pour le travail éco-social. La **dimension communautaire** implique pour le praticien de participer aux coutumes et activités de la communauté, d'identifier les besoins et priorités ainsi que de développer un groupe de planification communautaire orienté vers des pratiques et des perspectives éco-sociales. Le praticien doit aussi faciliter la mobilisation des ressources, identifier les leaders et redonner des pouvoirs aux groupes marginalisés à travers la communauté. Enfin, la **dimension politique** fait appel aux stratégies d'action sociale qui contribuent à défendre des valeurs de justice écologique, telles que la participation aux réunions du conseil local, l'engagement dans des campagnes qui promeut la justice écologique globale ainsi que l'organisation d'actions sociales collectives et de groupes de défenses pour les gens partageant des désavantages communs face à la crise écologique (ex : les personnes âgées, les femmes, les communautés du Sud, etc.). En conclusion, les stratégies méthodologiques peuvent chevaucher différentes dimensions, puisque celles-ci sont interconnectées comme illustré par la Figure 3.

Bref, le travail éco-social consiste à l'adoption, par les praticiens, d'un nouveau paradigme où l'humain n'est pas central, mais plutôt reconnu comme faisant partie d'un tout (Coates, 2005). Le développement des connaissances et des valeurs en lien avec la justice écologique et la durabilité est aussi une des bases du travail éco-social. De plus, le modèle éco-social vise la mise en place de pratiques permettant l'augmentation du bien-être global et la promotion de mode de vie durable. Certains concepts-clés ressortent du modèle éco-social tel que présenté par Boetto (2017). Parmi ceux-ci, nous avons relevé la

justice environnementale globale, le bien-être global et le concept de développement durable des communautés. Ainsi, la prochaine section visera à mieux définir ces concepts que nous considérons centraux dans le travail éco-social, à l'exception du développement durable qui a déjà été présenté.

## **1.2. Définition des principaux concepts**

Comme nous l'avons exposé à l'aide du modèle éco-social de Boetto (2017), le travail éco-social est une approche de la profession du travail social qui s'éloigne de la vision strictement anthropocentrique pour plutôt placer l'humain au sein et en relation vivante avec la nature, non plus comme centre de celle-ci, mais en lien symbiotique avec elle. Voyons maintenant les principaux concepts liés à ce paradigme.

Nous présenterons d'abord le concept de justice environnementale globale qui repose sur trois dimensions : l'équité, la reconnaissance et la participation. Ensuite, à l'aide du modèle HDLB (Having, Doing, Loving, Being), comme nous le verrons : Avoir, Faire, Aimer et Être, de Hirvilammi et Helne (2014) qui consiste à une modification de la théorie du sociologue Erik Allardt, nous exposerons les principaux besoins sur lesquels reposent le bien-être soutenable, c'est-à-dire les besoins d'Avoir, de Faire, d'Aimer et d'Être. Enfin, nous présenterons le développement des communautés puisqu'il s'agit d'une pratique importante du travail éco-social. Pour ce faire, nous décrirons ce que nous entendons par développement et par communauté. Par la suite, nous aborderons différents concepts qui se recoupent à l'intérieur des pratiques de développement des communautés : la logique communautaire-citoyenne, la territorialité, la participation citoyenne, la concertation, l'intégration et l'apprentissage collectif.

### **1.2.1. La justice écologique ou la justice environnementale**

Boetto (2017) explique que la justice écologique a émergé, depuis quelques années, en tant qu'extension au concept connu de « justice environnementale ». Selon Melekis et Woodhouse (2015), la justice écologique décrit une vision centrée sur l'écologie profonde de l'équité et de l'égalité en plus de reconnaître que la justice de tous



organismes vivants est importante. Dominelli (2013) parle de la justice environnementale en tant que « partage équitable des avantages et inconvénients liés au maintien des environnements sains et durables dont tous les êtres vivants peuvent profiter. » [traduction libre] (p.431). Ceci inclut la participation de tous dans la conservation de l'environnement afin que tous puissent en profiter équitablement, autant les générations actuelles que suivantes. Par générations, Dominelli inclut tant la faune et la flore que les sociétés humaines. Pourtant, Boetto (2017) nous explique que la justice environnementale a été critiquée sur la base qu'elle représenterait une vision anthropocentrique de la justice. Boetto explique aussi que, malgré des éléments défendus communément comme la distribution juste et équitable des ressources naturelles, la justice écologique est « plus radicale et défie la culture contemporaine d'industries et de consommations » [traduction libre] (p.58). Or, dans son article *Environmental justice at the heart of social work practice: Greening the profession*, Dominelli (2013) précise que l'injustice environnementale est causée, entre autres, par les processus d'industrialisation et que le travail social vert vise une réforme des forces sociopolitiques et économiques, des changements politiques et des transformations sociales afin d'assurer le bien-être des personnes et de la planète d'aujourd'hui et de demain. Ainsi, malgré les controverses entourant le concept de justice environnementale, pour des besoins de clarté, nous ne distinguerons pas la justice écologique de la justice environnementale. Nous choisissons plutôt d'employer le terme de « **justice environnementale globale** » tel qu'utilisé par Scholsberg (2004). Le but ici n'est pas de s'engager dans des débats étymologiques, mais plutôt de mieux comprendre ce que le travail éco-social vise : une justice environnementale globale qui intègre les éléments d'équité, de reconnaissance et de participation (Scholsberg, 2004).

Effectivement, Scholsbert (2004), après avoir examiné la littérature et les demandes des mouvements de justice environnementale américains et des autres pays du monde, a décelé trois éléments fondamentaux qui ressortent dans les définitions de justice : l'équité, la reconnaissance et la participation.

Commençons d'abord avec la notion d'**équité** qui réfère à la distribution des ressources, économiques ou naturelles, et des risques reliés à la dégradation de l'environnement. Ainsi, on parle d'injustice environnementale lorsqu'il y a un partage inéquitable des maux environnementaux entre les communautés du Nord et du Sud par exemple. Parmi les protestations sur les problèmes d'iniquités, Scholsberg (2004) pointe celles contre la mondialisation du système alimentaire en lien avec les problématiques d'insécurité alimentaire et d'inégalités économiques que nous avons abordées dans le chapitre précédent. Il explique aussi que le mouvement de justice environnementale reproche aux entreprises de promouvoir la distribution inégale des biens économiques de façon intrinsèque ce qui contribue à la distribution inégale des maux sociaux et environnementaux. Il est aussi important de préciser que la notion d'équité s'étend jusqu'aux individus non humains. Baxter (1999) indique que la distribution, pour être équitable, doit assurer la protection et des opportunités suffisantes pour que les membres d'une communauté puissent vivre, s'épanouir et se développer selon leurs natures propres. Enfin, Scholsberg (2007) indique que la notion qu'équité (ou de distribution) est la plus citée dans la littérature des mouvements de justice environnementale et écologique.

Dans un autre élan, la **reconnaissance** est de même un élément de préoccupation central dans le mouvement de justice environnementale globale (Scholsberg, 2007). En effet, la notion de reconnaissance se retrouve dans les deux principes de justice environnementale développés par Low et Gleeson (1998) :

1. Toute entité naturelle a le droit de jouir de la plénitude de sa propre forme de vie
2. Toutes les formes de vie sont mutuellement dépendantes et dépendent de formes non vivantes

Ces principes sont basés sur la reconnaissance et le respect du potentiel de la nature et de la dépendance entre tous les éléments des systèmes pour atteindre leurs pleins potentiels. Low et Gleeson (1998) nous font comprendre avec ces principes que les croyances et les pratiques culturelles influencent la distribution. En effet, en reconnaissant l'importance de chaque élément du système, on aura tendance à encourager une distribution équitable des ressources afin que chaque élément du système ait la même possibilité d'atteindre sa

plénitude. Rappelons la base ontologique du travail éco-social telle qu'expliquée par Boetto (2017). L'attitude d'une personne envers l'environnement naturel, incluant les croyances, les sentiments et les expériences, influence ses interactions avec son environnement. Boetto plaçait la base ontologique au centre de la pratique éco-social. Bref, la culture, les valeurs et les conceptions sont au cœur de pratiques justes. Pour ajouter à cela, Scholsberg (2004), explique que la reconnaissance permet la préservation des différentes cultures et identités alors qu'à l'inverse, le manque de reconnaissance mène à la destruction de celles-ci. En effet, Shiva (1997; 2000) a mis en lumière les effets dévastateurs du système mondial d'approvisionnement alimentaire sur les communautés locales. La mondialisation de l'approvisionnement alimentaire détruit les productions locales, notamment en remplaçant les fermes par des processus industriels, ce qui affecte aussi l'identité culturelle locale. En résumé, la reconnaissance mène à l'acceptation des individus et des communautés en tant que partenaires légitimes et égaux.

Enfin, Scholsberg (2004), par rapport à la notion de **participation** en lien avec la reconnaissance, explique qu'il y a une relation directe entre la destruction des pratiques culturelles locales, la domination des systèmes de production alimentaire industriels et le manque de participation locale. L'auteur rappelle que la construction d'institutions inclusives et basées sur les prises de décisions participatives est centrale dans les revendications des mouvements de justice environnementale. La demande pour ce type d'institution découle de l'expérience de non-reconnaissance par les communautés. Low et Gleeson (1998) supportent aussi l'idée que la participation, les procédures inclusives et les discours publics sont des moyens d'atteindre la justice environnementale.

Pour conclure, Scholsberg (2004) rappelle que les trois éléments de justice (équité, reconnaissance et participation) doivent être intégrés puisqu'ils sont directement reliés et que l'accent sur un des éléments aux dépens des autres ne pourrait pas mener à une justice environnementale globale. Ainsi, la justice environnementale globale est donc le partage équitable des opportunités nécessaires à l'épanouissement de toutes formes de vie dans une atmosphère de reconnaissance culturelle et de participation démocratique.

### *1.2.2. Le bien-être soutenable*

Selon Boetto (2017), les progrès pour définir le travail éco-social sont évidents, mais elle émet la critique selon laquelle peu de changement paradigmatique est impliqué dans ces définitions. Ainsi, s'appuyant sur plusieurs auteurs, elle nomme des changements transformateurs impliqués dans le modèle éco-social tels que l'adoption d'une vision du monde holistique et l'adoption de valeurs écologiques fondamentales. Parmi ces changements, elle nomme l'importance de reconceptualiser la compréhension de bien-être pour favoriser des attributs holistiques, environnementaux et relationnels.

Dans un premier temps, définissons ce qu'est le bien-être. Diener, Lucas et Oishi (2002) parlent de « bien-être subjectif » et le décrivent comme le résultat d'évaluations cognitives et affectives faites par une personne au sujet de sa vie. Cette évaluation inclut des réactions émotives aux événements ainsi que des jugements cognitifs de satisfaction et d'accomplissement. Il est possible de différencier entre les sentiments momentanés de la personne, donc le bien-être actuel, et le niveau de bien-être dans un sens plus large. Diener, Lucas et Oishi (2002) parlent de « constructions globales du bien-être ». Il s'agit du jugement global de satisfaction par rapport à sa vie. Mais qu'est-ce qui influence cette satisfaction globale dans une perspective éco-sociale?

Hirvilammi et Helne (2014) précise qu'ils voient le bien-être non pas comme une satisfaction subjective pouvant être atteinte une fois pour toutes, mais plutôt comme une aspiration et un processus d'auto-actualisation qu'on pourrait d'ailleurs nommer « bien-devenir ». Le modèle HDLB (Having, Doing, Loving, Being) de Hirvilammi et Helne (2014) formule les conceptions relationnelles et multidimensionnelles du bien-être et les résumant en quatre dimensions : Avoir, Faire, Aimer, Être (tr. de Having, Doing, Loving, Being). Ce modèle est une modification de la théorie du sociologue Erik Allardt.

La dimension **Avoir** réfère à la satisfaction des besoins qui nécessitent des ressources matérielles, incluant les ressources naturelles, afin d'être comblés. Cela comprend donc les conditions matérielles essentielles à la survie telles que les aliments, l'air, l'eau et la protection contre le climat (abri, énergie). Dans nos sociétés contemporaines, ces besoins

vont aussi, généralement, avec un besoin d'argent pour y répondre. Hirvilammi et Helne (2014) précisent que la satisfaction des besoins doit être mesurée subjectivement selon des principes moraux et écologiques afin de ne pas excéder un certain degré jugé optimal. En d'autres mots, la satisfaction des besoins d'Avoir devrait prendre en considération les limites de la planète et se baser sur des notions d'équité.

La dimension **Faire** fait référence aux différentes actions et activités. Hirvilammi et Helne (2014) expliquent que les humains sont intrinsèquement des êtres actifs à la recherche d'accomplissement et qu'ils sont en mesure de réfléchir et changer leurs actions. D'ailleurs, ils précisent que des études ont démontré que l'activité intentionnelle influence davantage le bonheur que les activités de conjoncture. De plus, les activités d'une personne influencent son environnement et peuvent donc avoir des impacts positifs ou négatifs. Parmi les activités dans lesquelles une personne est engagée et qui peuvent contribuer à une augmentation du bien-être, on retrouve un emploi significatif, des actions sociales ou politiques, l'éducation, les activités en nature, les passe-temps et le travail ménager. Bref, les différentes activités peuvent augmenter ou diminuer le bien-être au niveau individuel et systémique.

La dimension **Aimer**, quant à elle, renvoie au besoin de créer des rapports avec les autres, de former des identités sociales ainsi que de prendre soin et d'être ancré socialement dans les communautés. Hirvilammi et Helne (2014) précisent que le besoin d'Aimer réfère aussi aux interactions avec les autres espèces et l'environnement naturel. En effet, le domaine de l'écopsychologie a démontré l'importance fondamentale des relations à la nature dans le bien-être humain (De Vries, Verheij, Croenewegen et Spreeuwenberg, 2003). Toujours selon Hirvilammi et Helne (2014), le besoin d'Aimer peut aussi être comblé par l'engagement envers les générations futures.

Enfin, la dimension **Être** implique les besoins d'auto-actualisation et de croissance personnelle, le tout en harmonie avec la nature. Hirvilammi et Helne (2014) incluent aussi la santé mentale et physique dans cette dimension puisque les gens ayant une bonne santé ont de meilleures prédispositions à l'auto-actualisation. De plus, les besoins d'Être

peuvent être comblés par la créativité, le sentiment d'autonomie, la générosité, la réalisation de ses potentiels, la recherche de sérénité ainsi que l'expérience d'intégrité et d'autosuffisance.

Bref, le bien-être dépend des possibilités qui s'offrent aux gens d'actualiser adéquatement leurs besoins fondamentaux de tous genres (Hirvilammi et Helne, 2014). Il y a donc une relation directe entre la justice environnementale globale et le bien-être soutenable, puisque, comme nous l'avons vu, la justice environnementale globale est le partage équitable des opportunités nécessaires à l'épanouissement de toutes formes de vie.

### ***1.2.3. Une pratique de développement des communautés incorporant une perspective éco-sociale***

Comme il a été vu à l'aide du modèle éco-social de Boetto (2017), le développement des communautés est une pratique importante du travail éco-social. En effet, le travail éco-social prône un modèle de développement qui contribue à la justice environnementale globale, à l'augmentation du bien-être global et à la promotion de mode de vie durable. Le concept de développement des communautés date des années 50 (Doucet et Favreau, 1991). Il est originaire des États-Unis (*community development*) et a d'abord été utilisé comme stratégie économique pour la lutte contre la pauvreté (Bourque et Favreau, 2003). Cette stratégie venait des pouvoirs publics locaux et des mouvements associatifs. Dans les mêmes années, après la Deuxième Guerre mondiale, de nombreuses organisations internationales ont aussi mis en place des démarches de développement des communautés dans les pays en développement (Bourque et Favreau, 2003). Ces démarches ont été faites à l'occasion de programmes de développement social et économique. Au Québec, le développement des communautés est originaire de l'organisation communautaire, plus spécifiquement de son modèle de développement local de type communautaire (Bourque et Favreau, 2003). L'organisation communautaire au sein de la population québécoise date du début des années 60 et se définit comme une intervention « bottom-up » qui mise sur le potentiel de changement social des communautés locales (Doucet et Favreau, 1991). Plus précisément, l'organisation communautaire est une intervention qui se fait à partir de l'identification des besoins et des problèmes des communautés locales et elle

cherche à organiser de nouveaux pouvoirs et services au sein de ces communautés pour atteindre une transformation sociale et une démocratisation permanente (Doucet et Favreau, 1991). Au début des années 2000, le développement des communautés a gagné en notoriété puisqu'elle est devenue une stratégie officielle de santé publique dans le Programme national de santé publique 2003-2012 du ministère de la Santé et des Services sociaux (Bourque et Favreau, 2003). D'ailleurs, dans le Programme national de santé publique 2015-2025 le développement des communautés est compris dans les stratégies d'intervention de l'axe 2 : Adoption de modes de vie et création d'environnements sains et sécuritaires (Ministère de la Santé et des Services sociaux [MSSS], 2015). Il y a donc une conscience qui s'est développée quant à l'importance d'adopter une approche de développement des communautés pour prévenir et promouvoir la santé plutôt que d'adopter seulement des approches s'appuyant sur le renforcement du potentiel des personnes (Fréchette, 2001). D'ailleurs, le MSSS (2012) distingue quatre champs qui regroupent les déterminants de la santé : les caractéristiques individuelles, les milieux de vie, les systèmes et le contexte global. Ainsi, la communauté locale (milieu de vie), l'aménagement du territoire (système), le contexte social et culturel ainsi que l'environnement naturel et les écosystèmes (contexte global) sont autant considérés comme déterminants de la santé que les caractéristiques génétiques, les habitudes de vie ou le statut socioéconomique (caractéristiques individuelles).

Le concept de développement des communautés réfère à deux notions de base : le développement et la communauté. Favreau et Fréchette (2002) définissent le **développement** comme une « mobilisation économique, sociale et culturelle de toutes les potentialités d'un pays (ou d'une région, ou d'une communauté locale) autour d'un certain nombre d'objectifs d'amélioration des conditions de vie des populations. » (p.31) Le Conseil de la santé et du bien-être (CSBE) (2001) précise que le développement est un processus d'initiatives par laquelle une communauté tente d'améliorer ou de maintenir des conditions de vie collectives et individuelles en concordance avec les valeurs qu'elle juge prioritaires.

Déjà en 1999, Bartoli synthétise la pensée de l'époque sur le développement en retenant les quatre variables suivantes :

1. le social doit être central;
2. l'économie doit être un instrument de développement et non une fin;
3. l'environnement doit constituer une condition nouvelle et incontournable dans les choix économiques qui s'opèrent;
4. la poursuite simultanée de quelques grands axes d'intervention s'impose, notamment l'emploi, le logement, l'inclusion sociale, la santé, etc.

Bourque et Favreau rapportent ces mêmes variables du développement dans leur ouvrage de 2004. Elles sont, encore aujourd'hui, en 2019, d'actualité. Mercier et Bourque (2012) ajoutent qu'il est dorénavant « convenu de relier conceptuellement la notion de développement non plus à celle de croissance (Perroux, 1961) mais à celle de développement durable du Rapport Brundtland, par l'intégration des dimensions économiques, sociales et environnementales » et qu'on y « associe [aussi] de plus en plus les dimensions culturelles et politiques par qui l'arbitrage des 3 dimensions classiques peut mieux se réaliser » (p.80).

La notion de **communauté** renvoie, quant à elle, à un « regroupement de personnes vivant sur un territoire donné et partageant des intérêts communs à l'échelle de ce territoire » (CSBE, 2001, 11). Bourque et Favreau (2003) distinguent différents types de communautés telles que les communautés d'intérêts, d'identités, de territoires, en précisant toutefois que la dimension territoriale est privilégiée dans l'approche du développement des communautés. Ces mêmes auteurs expliquent que l'ancrage territorial des communautés constitue un moteur de l'action collective notamment parce qu'il permet d'aborder la réalité selon toutes ses dimensions (sociale, économique, environnementale, culturelle et politique) et en ciblant la communauté dans son ensemble. De son côté, White (1994) différencie autrement les communautés; Voici ses deux conceptions de communauté: la communauté existentielle et la communauté instrumentale. La **communauté existentielle** correspond à l'espace social où des groupes peuvent se former et manifester leur identité, alors que la **communauté instrumentale** se définit « en fonction de ce qu'elle fait plutôt que de sa signification pour ses membres »



(p.44). Ces deux dernières conceptions ne sont pas mutuellement exclusives, mais une peut prédominer sur l'autre.

L'assemblage de ces deux notions (développement et communauté) nous ramène au concept de développement des communautés lequel est défini par l'Institut national de santé publique (2002) comme un « processus de coopération volontaire, d'entraide et de construction de liens sociaux entre les résidents et les institutions d'un milieu local, visant l'amélioration des conditions de vie sur les plans physique, social et économique » (p.16). Bourque et Favreau (2003) précisent que le développement des communautés est ciblé sur la capacité de la communauté à agir sur sa réalité et à prendre en charge son développement ayant ainsi comme conséquence « d'améliorer sa santé et son bien-être ». Mercier et Bourque (2012) identifient six dimensions opératoires des modèles de développement des communautés:

1. Origine de la démarche
2. Territoire d'intervention
3. Acteurs impliqués
4. Processus d'intervention ou de déploiement
5. Modes de gouvernance
6. Résultats observables

De ces dimensions opératoires, nous décidons de relever et de retenir ces quelques concepts-clé, lesquels nous définirons par la suite: la logique communautaire-citoyenne, la territorialité, la participation citoyenne, la concertation, l'intégration et l'apprentissage collectif.

Premièrement, la **logique communautaire-citoyenne** est à l'origine des *initiatives locales autonomes*, c'est-à-dire que celles-ci naissent d'une volonté collective issue de la communauté, d'où émane « une définition « autonome » et partagée du territoire d'intervention, des problématiques ciblées et de la vision de développement recherché » (Mercier et Bourque, 2012, 7). Mercier et Bourque (2012) expliquent que l'origine de la démarche (ou l'élément déclencheur) est généralement « une réaction à un état jugé

insatisfaisant ou problématique dans le milieu » (p.84). Ces mêmes auteurs associent cette réaction à un processus de collectivisation des problèmes sociaux, économiques, et, nous ajoutons, environnementaux. Ils précisent que la démarche peut aussi être plus proactive et donnent l'exemple d'une communauté qui, dans un plan de développement, souhaite planifier son avenir selon les principes intégrés du développement durable (dimensions sociale, écologique, économique, culturelle et politique). Concrètement, l'origine locale et autonome d'une démarche génère, selon Mercier et Bourque (2012) :

une dynamique par laquelle on peut graduellement construire une volonté de faire, un espace et des mécanismes qui contribueront à combiner les interventions sectorielles liées aux problèmes, services et programmes d'éducation, de santé, de logement, de sécurité, d'environnement, de services commerciaux, d'emploi, etc. (p.84)

Deuxièmement, la **territorialité** réfère au « rapport engagé et collectivement vécu [au] territoire » (Caillouette, Boyer, Dallaire, Garon et Ellyson, 2009, 14). Caillouette et ses collaborateurs précisent que « la territorialité est ce par quoi un territoire se sent exister comme communauté » (p.14) et qu'il s'agit d'un processus en constante évolution. Autrement dit, la territorialité est une « réalité ouverte ». Les mêmes auteurs expliquent que l'activité relationnelle communautaire est centrale au processus de développement des communautés puisque c'est d'elle que l'acteur collectif émergera progressivement (p.11). Ainsi, le territoire d'intervention en développement des communautés réfère à l'identité territoriale de la communauté et prend en considération l'aspect symbolique relié aux relations communautaires ainsi que l'aspect plus matériel du territoire. En effet, il faut comprendre que la notion de territoire ne s'arrête pas à sa dimension géographique. Pour comprendre la polysémie autour de la notion de territoire, Moine (2006) dégage trois définitions distinctes du territoire :

1. Une construction du territoire dans des limites très rigides, administratives et déterminées par le rôle de l'État
2. Une organisation territoriale qui résulte de l'action des sociétés et des systèmes de représentation
3. Une constitution à partir des interrelations entre les individus selon leurs actions et intentions.

Dans la première définition, le territoire correspond au champ d'application du pouvoir. Il est alors clairement délimité et s'appuie sur des notions de propriété, d'administration, de gestion et de contrôle. La seconde définition tient plutôt compte de la double nature du territoire; matérielle et symbolique. Fourny (1995) explique que nous donnons un sens aux territoires selon le vécu, le perçu et les divers filtres qui influencent la perception du paysage, du voisin ou de l'organisation spatiale. Corollairement, Mucchielli (1986) explique que l'espace et tout ce qui se rattache au territoire sont reconstruits et transformés (processus de synthèse intégrative) selon les faits idéologiques et historiques pour ainsi produire ce qu'on appelle le territoire. Quant à la dernière définition, elle repose davantage sur la proximité spatiale que sur les limites géographiques (D'Aquino, 2002). À la lumière de nos lectures sur le développement des communautés, nous croyons qu'il est convenable de dire que c'est la seconde définition qui s'y rattache le plus. En effet, puisque le développement des communautés est axé sur le social, nous présumons que les dimensions matérielle et symbolique du territoire sont intégrées dans sa définition.

Troisièmement, la participation citoyenne qui recoupe la participation déjà abordée dans la partie sur le travail éco-social, est une des deux caractéristiques centrales des pratiques de développement des communautés selon Bourque et Favreau (2003), la deuxième étant la concertation et le partenariat. Selon ces mêmes auteurs, le développement des communautés implique « un développement par et avec les communautés et non pour les communautés » (p.299). C'est pour cela que **la participation citoyenne** est une caractéristique incontournable à l'intervention en développement des communautés. Ils expliquent aussi que la participation « vise l'appropriation du développement par les communautés », c'est-à-dire la possibilité, pour la communauté, de choisir ses priorités et d'appliquer les solutions qu'elle juge les mieux adaptées. Mercier et Bourque (2012), identifient deux formes de participation citoyenne:

1. la participation à des projets ponctuels
2. la mobilisation au sein même de la démarche.

Dans la deuxième forme, la mobilisation se fait soit à travers un processus de consultation ou par une implication directe et continue dans des projets ou comités de travail. Mercier et Bourque (2012) expliquent que la participation citoyenne s'obtient plus facilement « si elle se réalise dans des lieux et formes dont les gens sont proches ». Ces mêmes auteurs relèvent aussi trois obstacles majeurs (ou facteurs de motivation) à la participation : le vouloir, le pouvoir et la création des espaces de participation. Autrement dit, « la volonté à participer », « la capacité de l'individu à faire partie d'une collectivité » et « l'offre d'un collectif à faire place à l'individu » seront des facteurs qui influenceront la participation.

Mercier et Bourque (2012) ajoutent que le nombre, la diversité, le rôle et le pouvoir des acteurs impliqués dans une démarche de développement des communautés varient selon la durée, le territoire et l'approche plus ou moins globale de la démarche. Par exemple, une démarche de trajectoire longue et suivant une *logique communautaire-citoyenne*, donc naissant d'une volonté collective issue de la communauté, impliquera un grand nombre d'acteurs qui seront sollicités et mis en démarche d'*autonomisation* (empowerment) individuelle, collective et communautaire (Ninacs, 2008).

Quatrièmement, la **concertation** est un des processus d'intervention identifiés par Mercier et Bourque (2012). Les trois autres sont la mobilisation des acteurs, l'intégration et l'apprentissage collectif. C'est à travers la concertation que la mobilisation s'opérationnalise et la mobilisation, quant à elle, stimule et contribue à la participation citoyenne que ce soit dans des projets ponctuels ou au sein de la démarche elle-même. Selon Bourque et Favreau (2003), la concertation et le partenariat sont nécessaires à la réussite du développement des communautés. Ils expliquent qu'il s'agit de réussir « à assurer la concertation des acteurs concernés et à traduire cette concertation en partenariat, c'est-à-dire en projets et actions librement convenus afin de répondre aux besoins reconnus conjointement. » (p.299).

Beuret (2012), définit la concertation autour de trois mots clés : la coopération, la construction collective et la présence d'un processus. Parallèlement, il identifie trois catégories d'objectifs à la concertation :

1. la mise en commun d'informations
2. la co-construction
3. l'acceptation d'un projet ou d'une décision dont la concertation est porteuse.

La première permet aux différents acteurs d'exprimer leurs opinions, besoins et attentes. La deuxième fait référence à la co-construction de l'objet de la concertation en fonction de l'action et de la décision. Selon Beuret (2012) cette catégorie d'objectifs est souvent absente de la concertation. Enfin, la troisième sert à présenter le projet co-construit par les acteurs de la concertation aux décideurs et au public. Ce qui ressort de la littérature est que la participation des acteurs est l'élément essentiel à la réussite de pratiques de concertation et partenariat (Mercier et Bourque, 2012; Goudreau, 2011).

Cinquièmement, Mercier et Bourque (2012) stipulent que la concertation « favorise et est alimentée » par l'**intégration** (p.100). L'intégration est le troisième processus d'intervention identifié par ces auteurs. Dans les pratiques de développement des communautés orientées vers une perspective éco-sociale, l'intégration fait référence à l'articulation et à l'arrimage des différents volets du développement durable (social, culturel, économique et environnemental).

Enfin, l'**apprentissage collectif** est « à la fois le produit et le stimulant des autres processus » (mobilisation, concertation et intégration). Mercier et Bourque (2012) précisent que le principal apprentissage et le plus complexe concerne la co-construction de la démarche puisqu'elle génère un grand nombre de changements de culture organisationnelle.

Pour conclure, le développement des communautés est un processus de soutien à la communauté structurée autour de la mobilisation démocratique et de la participation

citoyenne visant à mettre en place des réponses collectives aux priorités d'un milieu (Bourque et Favreau, 2003).

### **1.3. Synthèse du travail éco-social dans sa perspective de développement des communautés**

Le travail éco-social intègre les enjeux environnementaux et les enjeux sociaux. Au cœur du modèle, il y a un changement de paradigme par rapport à la place de l'humain dans la biosphère (Berthorn, 2002; Coates, 2003). Comme dans la théorie gaïenne de Lovelock que nous verrons dans la prochaine section sur le mouvement écovillageois, le travail éco-social considère le système-terre comme une entité créée par des interconnexions entre les organismes vivants à l'intérieur d'un grand système.

Dans cette section, nous avons vu un modèle de travail social qui se détache d'une vision strictement anthropocentrique et qui, au contraire, se base plutôt sur l'adoption d'une vision globale et durable. Le tableau 3, présenté à la page suivante, offre une synthèse des concepts-clés présentés permettant de saisir plus aisément ce à quoi se rattache le travail éco-social.

En premier lieu, nous avons présenté le modèle éco-social du travail social de Boetto (2017). Celui-ci repose sur trois grandes bases : ontologique, épistémologique et méthodologique (Boetto, 2017). La base ontologique réfère à l'attitude du travailleur social envers l'environnement naturel, ainsi qu'à ses croyances, sentiments et expériences par rapport à celui-ci. La base épistémologique renvoie aux connaissances et valeurs professionnelles. Boetto (2017) et Jones (2013) expliquent que les travailleurs sociaux doivent constamment rester informés des nouveaux développements dans les différents domaines scientifiques reliés à la crise environnementale et intégrer ces informations dans leurs pratiques professionnelles. De plus, Gray et Coates (2015) soulignent l'importance d'intégrer les valeurs associées au développement durable à la pratique du travail social.

**Tableau 3- Synthèse des concepts-clés du travail éco-social**

Concepts-clés du travail éco-social	Dimensions	Éléments de compréhension
Modèle éco-social de Boetto	Ontologique	<ul style="list-style-type: none"> <li>Être</li> <li>Identité comme interconnexion avec la nature</li> </ul>
	Épistémologique	<ul style="list-style-type: none"> <li>Penser</li> <li>Valeurs et éthiques professionnelles</li> <li>Connaissances professionnelles</li> </ul>
	Méthodologique	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire</li> <li>Croissance et action personnelles vers la durabilité</li> <li>Approche holistique du bien-être humain</li> <li>Développer des communautés de pratique et des changements organisationnels</li> <li>Des approches communautaires culturellement sensibles</li> <li>Action sociale pour faciliter le changement économique et politique</li> </ul>
Justice environnementale globale	Équité (distribution)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Partage égal des avantages et risques environnementaux</li> <li>Partage égal de la protection et des opportunités suffisantes à l'épanouissement des membres d'une communauté</li> </ul>
	Reconnaissance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Toute entité naturelle a le droit de jouir de la plénitude de sa propre forme de vie</li> <li>Toutes les formes de vie sont mutuellement dépendantes et dépendent de formes non vivantes</li> </ul>
	Participation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Procédures inclusives</li> <li>Décisions participatives</li> <li>Institutions inclusives</li> </ul>
Bien-être soutenable	Avoir	Besoins qui nécessitent des ressources matérielles, incluant les ressources naturelles
	Faire	Différentes actions et activités qui mènent au sentiment d'accomplissement
	Aimer	Besoins qui renvoie au besoin de créer des rapports avec les autres, de former des identités sociales ainsi que de prendre soin et d'être ancré socialement dans les communautés
	Être	Besoins d'auto-actualisation et de croissance personnelle
Développement des communautés	Logique communautaire-citoyenne	<ul style="list-style-type: none"> <li>Volonté collective issue de la communauté</li> <li>Définition autonome et partagée du territoire d'intervention, des problématiques ciblées et de la vision de développement recherché</li> </ul>
	Territorialité	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport engagé et collectivement vécu au territoire</li> <li>Ce par quoi un territoire se sent exister comme communauté</li> <li>Réalité ouverte</li> </ul>
	Participation citoyenne	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation à des projets ponctuels</li> <li>Mobilisation au sein même de la démarche à travers un processus de consultation ou par implication directe et continue dans des projets ou comités de travail.</li> </ul>
	Concertation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Processus d'intervention</li> <li>Trois mots clés : Coopération, construction collective et présence d'un processus</li> <li>Trois objectifs : mise en commun d'informations, co-construction et acceptation d'un projet ou d'une décision dont la concertation est porteuse</li> </ul>
	Intégration	<ul style="list-style-type: none"> <li>Processus d'intervention</li> <li>Articulation et arrimage des différents volets du développement durable (social, culturel, économique et environnemental)</li> </ul>
	Apprentissage collectif	<ul style="list-style-type: none"> <li>Processus d'intervention</li> <li>Produit et stimulant des autres processus d'intervention</li> <li>Principal et le plus complexe apprentissage : La co-construction</li> </ul>

En deuxième lieu, nous relevions trois concepts-clés qui se rattachent au travail éco-social et qui nous apparaissaient importants d'explorer. Ainsi, nous avons d'abord décrit le concept de justice environnementale globale, c'est-à-dire le partage équitable des opportunités nécessaires à l'épanouissement de toutes formes de vie dans une atmosphère de reconnaissance culturelle et de participation démocratique. Comme il a été démontré, la notion de justice environnementale globale intègre les trois éléments de justice : l'équité, la reconnaissance et la participation. Nous avons ensuite identifié le concept de bien-être soutenable comme une deuxième notion importante du travail éco-social. Nous l'avons défini à l'aide du modèle HDBL (Having, Doing, Being, Loving) de Hirvilammi et Helne (2014) inspiré par la théorie du sociologue Erik Allardt. Le bien-être soutenable dépend des possibilités à actualiser adéquatement quatre catégories de besoins fondamentaux: Avoir, Faire, Être et Aimé. Ainsi, la justice environnementale correspond à la possibilité pour tous d'atteindre un bien-être soutenable.

Enfin, parmi les méthodes décrites par Boetto (2017) dans son modèle éco-social, nous avons choisi de relever les dimensions de groupe et de communauté. Pour ce faire, nous avons présenté les grands principes des pratiques de développement des communautés développées en travail social au Québec. Cette description a permis de faire ressortir quelques concepts importants de ce type de pratique : la logique communautaire-citoyenne, la territorialité, la participation citoyenne, la concertation, l'intégration et l'apprentissage collectif. Bref, le développement des communautés, quand nous le recoupons à une perspective éco-sociale du travail social, est une pratique basée sur une mobilisation économique, sociale et culturelle autour d'objectifs de justice environnementale et de bien-être soutenable.

Enfin, dans la dernière et prochaine section de ce deuxième chapitre, nous proposons une pratique alternative que nous posons comme une pratique de développement des communautés orientée vers une approche de travail éco-social intégré qui nous apparaît intéressante à explorer : la pratique écovillageoise.



## **2. Le mouvement écovillageois**

Dans la problématique nous avons défendu la thèse que beaucoup d'éléments de la crise sociale-écologique demande un nouveau type de développement. Le développement qu'implique le mouvement écovillageois nous apparaît intéressant et en concordance avec les valeurs et pratiques du travail éco-social, notamment la recherche de justice environnementale et du bien-être soutenable.

La présente section vise donc à définir ce qui gravite autour des pratiques écovillages. Pour ce faire, nous procéderons en quatre grands temps.

D'abord, pour mieux comprendre le mouvement des écovillages, nous présentons des éléments d'histoire du mouvement écovillageois. Ensuite, nous proposerons quelques définitions du concept d'écovillage. Par la suite, pour mieux définir les pratiques écovillageoises, nous présenterons les principaux concepts permettant de comprendre sur quoi s'appuient ces pratiques, c'est-à-dire les dimensions de durabilité, le type de communauté et la gouvernance. Enfin, nous concluerons avec une synthèse des principaux éléments à retenir.

### **2.1. L'histoire du mouvement écovillageois**

Un des plus anciens écovillages connus est celui de Findhorn, fondé en 1962 en Écosse du Nord (Jackson, 2004). En 1995, la communauté de Findhorn annonça le sujet de leur conférence annuelle et les multiples applications vinrent de partout dans l'monde (Findhorn, s.d.). Les organisateurs en furent submergés et n'eurent d'autres choix que de retourner 400 personnes par manque d'espace (Jackson, 2004). Il s'agissait d'une conférence sur : Les écovillages et les communautés durables (Findhorn, s.d.). À l'époque, le terme « écovillage » datait à peine de quatre ans (Jackson, 2004; Silvestro, 2007). Selon Silvestro (2007), l'appellation aurait pour origine des communautés danoises ayant « élargi leur projet de base (construction de communautés égalitaires) par l'ajout de la dimension « durabilité écologique » comme question transversale et holistique » (p.61). Jackson (2004) nous explique que, suite à la conférence, la majorité des communautés comme Findhorn commencèrent à s'afficher comme « écovillage ».

C'est ainsi que le mouvement écovillageois débuta. De plus, la conférence amena un groupe de 25 personnes, venant à peu près de tous les pays différents, à fonder le Global Ecovillage Network (GEN) dans le but de mettre en lien les centaines de petits projets qui avaient émergé partout à travers le globe et qui partageaient une motivation commune, mais qui n'avaient pas connaissance l'une de l'autre (Jackson, 2004).

## **2.2. Définition d'un écovillage**

Le Global Ecovillage Network (GEN) définit un écovillage comme une communauté intentionnelle, traditionnelle ou urbaine qui utilise les processus de participation locale pour intégrer de manière holistique les dimensions de durabilité écologique, économique, sociale et culturelle dans le but de régénérer les environnements sociaux et naturels (Guillen-Royo, 2015). Précisons que le GEN est une alliance multipartite et sert à fournir « des informations, des outils, des modèles et une représentation mondiale du réseau en expansion des acteurs se consacrant au développement et à la démonstration de principes et pratiques de durabilité dans leurs modes de vie et communautés » [traduction libre] (GEN, s.d.-a).

L'écovillage se définit comme « une communauté constituée de gens partageant un idéal, un projet de vivre et d'habiter autrement, qui réunissent leurs efforts pour donner naissance à un construit territorial et ce, après un long processus de discussion, de compromis, de planification et d'investissement. » (Champagne, 2008, p.28). Selon Dawson (2006a), ancien président du Global Ecovillage Network et résident de l'écovillage de Findhorn, un des intérêts fondamentaux des communautés du mouvement écovillageois est la sensibilisation mondiale à la gravité des problèmes écologiques rencontrés par l'humanité. Les projets écovillageois sont développés par les communautés elles-mêmes (GEN, s.d.-b) et sont basés sur un leitmotiv d'entraide et de réduction de l'empreinte écologique (Dawson, 2006b; Hall, 2015) et, la plupart du temps, d'autosuffisance. Il faut aussi savoir qu'un écovillage n'est pas un résultat particulier, mais plutôt un processus continu (GEN, s.d.-b) tout comme le développement durable.

La motivation derrière le développement d'écovillage est le choix et l'engagement à renverser la désintégration progressive des structures sociales et culturelles, ainsi que la montée des pratiques destructrices de l'environnement (Earth Rights Institute, s.d.). Les écovillages contribuent à mettre en œuvre les Objectifs de Développement Durable et la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques au niveau local (GEN, s.d.-b). D'ailleurs, la Fondation Findhorn est formellement associée aux NU depuis 1997 (Findhorn, s.d.). De nombreuses innovations sociales développées dans les écovillages peuvent être transférées et reproduites. Ces innovations correspondent à des solutions locales aux défis globaux (GEN, s.d.-b). En résumé, au fil du temps, les écovillages deviennent une force de transformation sociale.

Pour conclure, lorsqu'on parle d'écovillage, plusieurs éléments y sont compris : des valeurs communautaires et écologiques découlant d'une vision globale; un territoire déjà habité par la communauté ou choisi dans le but de développer une communauté en écovillage et un processus décisionnel collectif dans une optique de développement alternatif à l'économie dominante (Christian, 2007; Silvestro, 2005) qui s'inscrit dans un modèle de gouvernance participative (Fortin, 2017).

Dans les prochains paragraphes, nous nous efforcerons de définir les principaux concepts au cœur du mouvement écovillageois.

### **2.3. Définitions des principaux concepts**

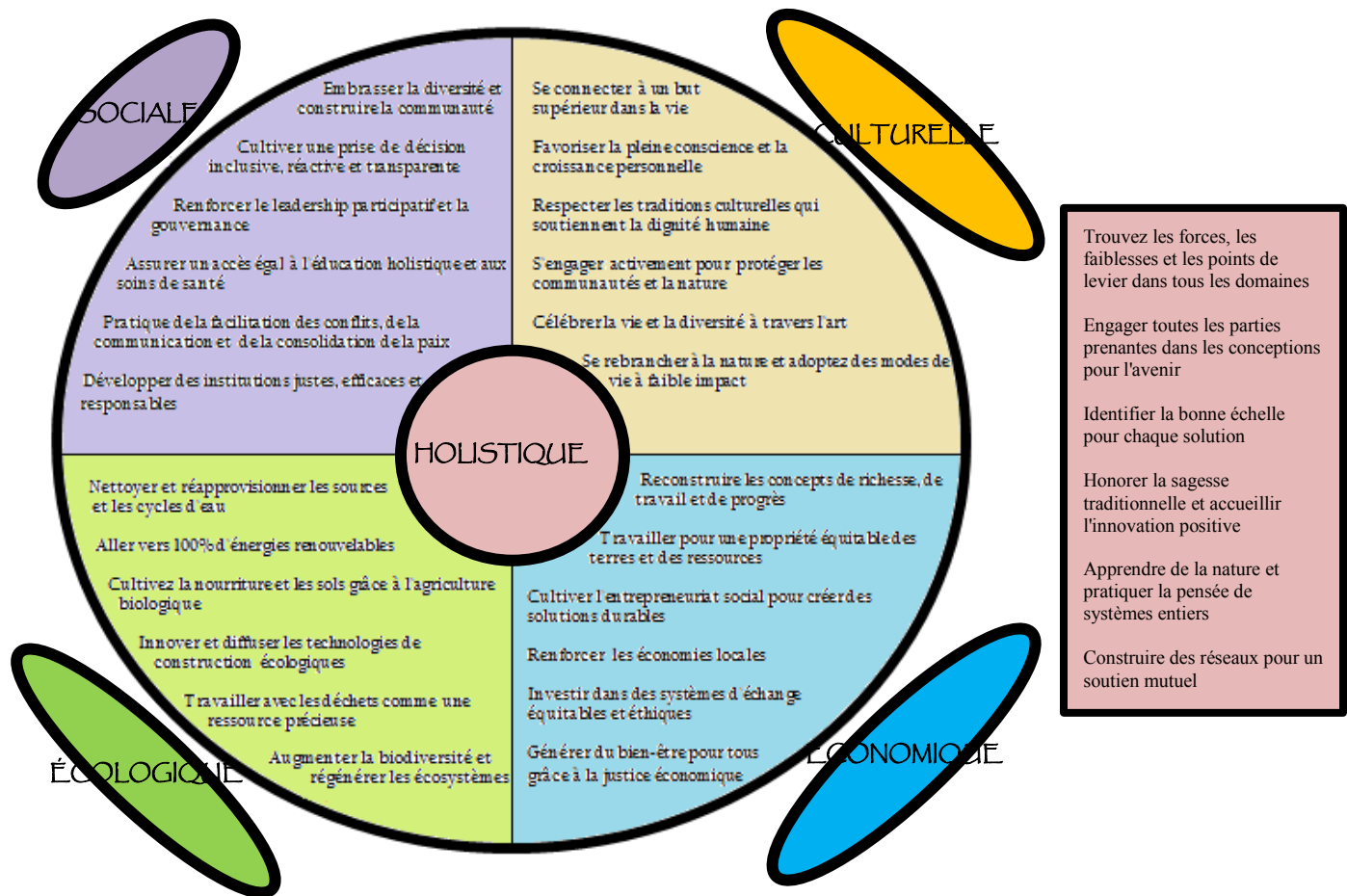
Afin de définir les concepts permettant de comprendre les pratiques écovillageoises, nous abordons d'abord les dimensions de durabilité tel que décrites par le GEN (s.d.-c) (sociale, écologique, culturelle, économique et holistique) à l'intérieur desquelles nous parlerons aussi des concepts d'engagement global, d'économie locale, d'économie sociale, de permaculture et la théorie de Gaïa. Ensuite, nous expliquons, à l'aide des exemples du village de Findhorn, de la municipalité de Saint-Camille et de l'écovillage de Los Angeles, comment les écovillages se distinguent selon trois types de communauté : traditionnelles, intentionnelles et urbaines. Par la suite, nous présentons la

gouvernance participative, horizontale et inclusive des pratiques écovillageoises. Pour finir, nous proposons un tableau-synthèse dressant un portrait des principaux éléments associés aux différents concepts clés du mouvement écovillageois.

### *2.3.1. Dimensions de durabilité*

Comme nous l'avons vu dans la problématique, le développement durable réfère à un « processus de changement dans lequel l'exploitation des ressources, le choix des investissements, l'orientation du développement technique ainsi que le changement institutionnel sont déterminés en fonction des besoins tant actuels qu'à venir » (Brundtland, 1987). À l'époque du rapport Brundtland, en 1987, on distinguait trois dimensions au développement durable : écologique, sociale et économique. Dans le réseau international des écovillages, le GEN (s.d.-c), on identifie cinq dimensions de durabilité (Figure 4), celles-là même avec lesquelles se fondent les pratiques écovillageoises de développement des communautés d'aujourd'hui. Il s'agit des dimensions écologique, sociale, culturelle, économique et holistique (GEN, s.d.-c). Il faut comprendre que toutes ces dimensions se recoupent l'une l'autre et qu'un équilibre entre chacune d'elles est essentiel. Par exemple, la dimension culturelle influence les autres dimensions, puisque c'est dans la culture qu'on retrouve les valeurs d'un groupe. Ce sont ces mêmes valeurs qui inspireront et assureront un développement à la fois économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement responsable. D'ailleurs, ce concept d'influence se réfère à la dimension holistique. En effet, la dimension holistique s'applique aux quatre autres dimensions et aide à les rassembler pour former un tout. À présent, nous allons détailler chacune de ces dimensions de durabilité selon notre compréhension des exposés donnés par le GEN (s.d.-c). Aussi, tout au long de ces descriptions, nous allons aborder d'autres concepts fondamentaux : l'engagement global, l'économie locale, l'économie sociale, la permaculture et l'hypothèse de Gaïa. Ce faisant, nous espérons que la description des différentes dimensions permettra de mieux comprendre les principes sur lesquels se fondent les pratiques écovillageoises.

Figure 4 - Mandala de durabilité : Les dimensions de durabilité et les principes de pratique écovillageoise (GEN, s.d.)



La **dimension sociale** implique que les écovillageois travaillent activement à construire un environnement de confiance, de collaboration et d'ouverture entre chacune des personnes concernées. Le principe de pouvoirs partagés de façon égalitaire est central dans un écovillage (GEN, s.d.-c). Ceci signifie qu'il y a présence d'une démocratie inclusive et autogérée laquelle contribue à l'autonomisation de tous les individus la composant (Champagne, 2008). Les écovillages procurent généralement un fort sentiment d'appartenance qui se crée à travers les relations communautaires, les projets communs et les processus sociaux (GEN, s.d.-b). Jackson (2004) avance que les communautés écovillageoises arrivent à remplacer certains services sociaux de l'État par le biais de relations sociales communautaires. Ces dernières offrent une prise en charge des personnes moins autonomes (jeunes, personnes âgées, à mobilité réduite, souffrant de troubles de santé mentale, etc.) et donnent davantage de choix émancipateurs aux groupes

sociaux généralement dominés (femmes, personnes défavorisées, etc.). Jackson (2004) explique que les écovillages ont pour volonté d'abolir les inégalités. De plus, la diversité est respectée et elle est même vue comme essentielle. Elle est symbole d'unité et de force pour le mouvement écovillageois (GEN, s.d.-b). Enfin, Litfin (2009) amène la notion d'**engagement global** comme élément fondamental du mouvement écovillageois. Cet engagement se manifeste de quatre façons. Premièrement, il y a un principe de responsabilité; les écovillageois ont conscience qu'ils constituent en eux-mêmes une réponse pragmatique aux dynamiques d'inégalités Nord/Sud, à la consommation d'énergies fossiles et à la violence structurelle. Deuxièmement, au niveau des actions, plusieurs s'engagent dans le mouvement de paix et le mouvement contre la mondialisation néolibérale. Troisièmement, plusieurs écovillages sont engagés dans les résolutions de conflits, le développement durable et des projets pour les droits de l'Homme dans les pays du Sud. Enfin, quatrièmement, d'un point de vue plus institutionnel, le mouvement a fondé un réseau mondial : le GEN. L'engagement se retrouve à la jonction de la dimension sociale et de la dimension holistiques.

La **dimension écologique** suppose des aménagements écologiques, l'utilisation d'énergies alternatives et un rapport particulier avec la nature (Sizemore, 2004). Les écovillages cherchent à trouver des solutions durables et respectueuses de la nature pour subvenir aux différents besoins de leurs communautés. Selon le GEN, cette dimension écologique du mouvement écovillageois témoigne d'une volonté à intégrer l'homme avec le reste de la nature de manière à favoriser la biodiversité ainsi qu'à régénérer les écosystèmes. Elle sous-tend aussi un désir de donner aux gens une chance de vivre leur interdépendance avec les systèmes et les cycles de la vie sur une base directe et quotidienne. La diminution de l'empreinte écologique est aussi fondamentale dans le développement d'écovillages, puisque ceux-ci visent à rassembler le domicile, le travail et le récréatif en un même endroit, permettant ainsi de réduire les déplacements en voiture et, par le fait même, l'émission de GES (Jackson, 2004). De plus, pour réduire l'impact humain sur la nature, les écovillageois utilisent des techniques et des technologies vertes en plus de privilégier une production et une consommation locales de biens et services (Silvestro, 2007 ; White, 2013).

La **dimension culturelle** regroupe les principes de croissance et de conscience personnelle, d'engagement actif et d'expression créative. Elle recoupe beaucoup les autres dimensions, puisque c'est la culture qui incite à s'engager dans des comportements écoresponsables et qui incite des valeurs de collaboration, de participation, d'égalité ainsi que d'économie locale et sociale. De son côté, Silvestro (2007), qui a participé à une recherche exploratoire sur les écovillages au Québec à l'occasion de son doctorat en sociologie à l'Université du Québec à Montréal, parle plutôt de la **dimension spirituelle**, comme d'autres auteurs d'ailleurs (Champagne, 2008; Dawson, 2006a; Jackson, 2004;) tandis que certains auteurs joignent les dimensions culturelle et spirituelle en une seule (Walker, 2005; White, 2013) et que d'autres auteurs n'incluent tout simplement pas cette quatrième dimension (Loezer, 2011). Par spiritualité, Silvestro (2007) parle du désir des acteurs impliqués dans le mouvement écovillageois « de se défaire de l'emprise des logiques de la société capitaliste industrielle » (p.61) pour se repositionner sur les valeurs de la vie et de son sens. Par exemples, les écovillages cherchent à développer ou à régénérer diverses cultures qui supportent les gens à s'autonomiser et à prendre soin les uns des autres, de leurs communautés et de la planète (GEN, s.d.-b). Plusieurs s'engagent activement dans des pratiques qui les aident et aident les autres à se sentir profondément connectés les uns aux autres, à la nature et à eux-mêmes. La célébration, l'art, la danse et toutes formes d'expression créative sont généralement considérés comme essentiels à la vie et aux communautés humaines prospères (GEN, s.d.-c). Beaucoup d'écovillages s'emploient à trouver leur propre façon de se connecter à la vie, aux êtres et aux systèmes, desquels ils perçoivent du soutien. Ils ont aussi leur manière unique d'en parler, de les respecter et de les soutenir (Dawson, 2004 ; Silvestro, 2007).

La **dimension économique** est parfois mise de côté par les auteurs (Walker, 2005), mais elle est tout autant importante que les autres dimensions. Elle se traduit par une économie locale incluant des emplois locaux et des réponses collectives aux besoins primaires des habitants, notamment en termes de logis et d'alimentation (Silvestro et Fontan, 2005). Dans les écovillages, l'activité économique est au service des gens et non l'inverse (Silvestro, 2007). On y promeut une économie mutuellement bénéfique, tout en tentant de garder l'argent à l'intérieur de la communauté afin d'en faire profiter tout un chacun

(White, 2013). La dimension économique met de l'avant l'importance de l'économie locale d'une part et, d'autre part, l'économie sociale. L'**économie locale** au sens où les écovillageois privilégient une consommation de produits locaux, de meilleure qualité et provenant de pratiques respectueuses des ressources environnementales (Mairie d'Albi, s.d.). L'**économie sociale** (ÉS), dans le sens de tiers secteur et d'alternative à l'approche traditionnelle de l'économie pour en revenir aux relations interpersonnelles plutôt que d'en rester aux relations des personnes aux choses (Le Duff et Orange, 2002). Selon Favreau (2003), l'ÉS offre « un potentiel de développement de nouvelles formes de régulation démocratique, d'identité et d'utilité sociale » (p.5). Plus précisément, il s'agit d'une réponse à des besoins sociaux, à des aspirations de développement d'appartenances collectives et, ce type d'économie alternative, s'inscrit dans une visée d'un monde démocratique et équitable. Favreau (2005) met en lumière quatre grands traits distinctifs des entreprises<sup>6</sup> d'ÉS. Ceux-ci comprennent les finalités, les acteurs, les structures et les règles, ainsi que les activités collectives. Ainsi, les finalités de l'ÉS sont d'assurer, par les activités de l'entreprise, conjointement et explicitement une viabilité économique tout en visant une utilité sociale. Quant aux acteurs, ils s'associent afin de répondre à des besoins de base collectifs. Par le fait même, les structures et les règles doivent être orientées vers la participation démocratique sans égard au capital détenu par les différents acteurs. Enfin, les activités collectives de type entrepreneurial se font à partir d'un travail de coopération entre associés. En créant leur propre économie, les écovillageois peuvent maintenir les ressources à l'intérieur de la communauté et se distancer du modèle économique capitaliste et destructeur de l'environnement tout en offrant une alternative à des consommateurs avertis (GEN, s.d.-b). En effet, la plupart des écovillages s'emploient activement à offrir des solutions de rechange durables à l'économie et au système monétaires. Il n'est pas rare que, pour répondre aux besoins des membres de la communauté, les écovillages fondent des entreprises qui offrent des produits en lien avec leurs valeurs, tels que des aliments biologiques ou des vêtements biodégradables ou recyclés par exemple. Plusieurs écovillages ont aussi des Centres de formation et offrent aux individus intéressés à venir apprendre leurs façons de faire en matière d'agriculture biologique, de construction durable et écologique, de résolution de conflits, etc.

---

<sup>6</sup> Réfère à une production de biens et services (Favreau, 2005)



**La dimension holistique** a été abordée par plusieurs auteurs sans toutefois être nécessairement prise comme une des dimensions fondamentales de durabilité. Celle-ci fait notamment référence à la pensée systémique abordée précédemment, c'est-à-dire l'approche s'appuyant sur le principe fondamental que tout ce qui est vivant est partie intégrante de plusieurs systèmes (Bertalanffy, 1993). Le GEN met en lumière la dimension holistique : une influence réciproque entre les acteurs et le tout que revêt le développement durable. Toujours selon le réseau mondial des écovillages, le GEN, cette dimension holistique assure des communautés et des systèmes résilients. Liftin (2009) explique que cette dimension, dans le mouvement écovillageois, s'exprime principalement selon deux segments de la théorie systémique : la permaculture et l'hypothèse de Gaïa.

Le terme « **permaculture** » a été inventé par Bill Mollison et David Holmgren dans les années 1970 et se définit comme une « conception consciente de paysages qui miment les modèles et les relations observés dans la nature, visant à obtenir une production abondante de nourriture, de fibres textiles et d'énergie pour satisfaire les besoins locaux » (Holmgren, 2002). Plus précisément, la permaculture est l'utilisation d'une approche systémique et de douze principes dans le but d'établir une structure efficace permettant la mise en place d'une culture permanente. Dans son ouvrage *Permaculture: Principles & Pathways Beyond Sustainability* publié en 2002 et traduit en français en 2014, Holmgren rappelle les douze principes éthiques et de conception qui ordonnent le tout;

- Principe 1 : Observer et interagir
- Principe 2 : Collecter et stocker l'énergie
- Principe 3 : Créer une production
- Principe 4 : Appliquer l'autorégulation et accepter la rétroaction
- Principe 5 : Utiliser et valoriser les ressources et les services renouvelables
- Principe 6 : Ne pas produire de déchets
- Principe 7 : Partir des structures d'ensemble pour arriver aux détails
- Principe 8 : Intégrer plutôt que séparer
- Principe 9 : Utiliser des solutions à de petites échelles et avec patience
- Principe 10 : Utiliser et valoriser la diversité
- Principe 11 : Utiliser les interfaces et valoriser les éléments en bordure
- Principe 12 : Utiliser le changement et y réagir de manière créative

De plus, il explique que la permaculture est basée sur cinq grands postulats qui servent de fondements originels :

1. Les êtres humains sont soumis aux mêmes lois que tout être vivant;
2. L'extraction des énergies fossiles durant la période industrielle est la cause principale de la croissance exponentielle de la démographie, de la technologie et de toutes les nouveautés de la société moderne;
3. La crise environnementale est réelle et son ampleur mènera à des transformations énormes sur la société moderne en plus de mettre en péril la population mondiale;
4. La société industrielle mondiale et la surpopulation sont à la base d'impacts actuels et futurs sur la biodiversité beaucoup plus grands et rapides que jamais auparavant;
5. Il y aura un épuisement des énergies fossiles qui forcera les sociétés à retourner aux énergies renouvelables.

Bref, la permaculture remet en question la notion de progrès linéaire telle que vue par la modernité et cherche à réorienter les perspectives vers des notions plus cycliques et en lien avec les processus naturels.

L'**hypothèse Gaïa**, deuxième segment de l'approche systémique qui permet de comprendre la dimension holistique, a d'abord été abordée par James Lovelock, chimiste britannique, dans les années 60 et ensuite en collaboration Lynn Margulis, microbiologiste américaine, dans les années 70 (Dutreuil, 2017). « Gaïa » est le nom d'une entité hypothétique que représente le système planétaire, incluant la biosphère et tout ce avec quoi elle interagit sur Terre. L'argumentaire de Lovelock (1974) repose sur le fait que le système planétaire a des propriétés propres qui ne peuvent être prédites de la somme de ses parties. Le nom vient de la personnification grecque de la Terre mère : « Gaïa ». Autrement dit, cette entité représente le système qui englobe tous les sous-systèmes. Selon Dutreuil (2017), l'hypothèse Gaïa est centrale dans les sciences de la Terre et de l'environnement, ainsi que dans les mouvements environnementalistes. Lui et

Pocheville (2015) font ressortir deux affirmations structurant le programme de recherche de l'hypothèse Gaïa qui permettent de bien saisir l'essence de celle-ci :

« Tout changement des conditions chimiques et physiques s'écartant de ces conditions [favorables à la vie] ne mènera pas seulement à de l'adaptation, mais aussi à la sélection des organismes dont la croissance modifie l'environnement de manière à s'opposer à ce changement défavorable. » (Lovelock, 1983)

« L'adaptation est une notion suspecte, parce que dans le monde réel, l'environnement auquel les organismes s'adaptent est déterminé par l'activité de leurs voisins, plutôt que par les forces aveugles de la chimie et de la physique seules. Dans un tel monde, changer l'environnement peut faire partie du jeu. » (Lovelock, 1989)

En fait, l'hypothèse Gaïa stipule qu'un biote<sup>7</sup> affecte et régule indirectement l'environnement pour son propre bénéfice (Downing et Zvirinsky, 1999). Dutreuil et Pocheville (2015) distinguent deux affirmations dans cette hypothèse. D'abord, « les organismes influencent leur environnement ». Ensuite, « les organismes influencent leur environnement, potentiellement pour leur bénéfice ». Effectivement, des scientifiques ont trouvé plusieurs boucles homéostatiques planétaires après avoir analysé la Terre avec la perspective Gaïenne, telle que la régulation des températures globales par les organismes photosynthétiques et le maintien relativement constant de la salinité des océans par les microorganismes marins. (Downing et Zvirinsky, 1999).

En résumé, le Global Ecovillage Network adopte une approche holistique de la durabilité, intégrant les dimensions sociale, culturelle, écologique et économique de l'existence. Au centre, il place la pratique de la conception de systèmes entiers (dimension holistique). Le Mandala de durabilité (Figure 4) est composé des 30 principes sur lesquelles reposent les pratiques écovillages - six dans chaque dimension de la durabilité. Il illustre et distille des années d'expérimentation et d'apprentissage au sein du réseau mondial, ainsi que des recherches actuelles sur la résilience, la durabilité et la conception participative (GEN, s.d.-c).

---

<sup>7</sup> Vie animale et végétale propre à une zone en particulier

### *2.3.2. Communauté intentionnelle, traditionnelle ou urbaine*

La définition d'écovillage du GEN est large, ce qui permet à différentes sortes de communautés et de projets d'être reconnus. Le réseau distingue les écovillages selon trois catégories générales : les communautés intentionnelles, traditionnelles et urbaines.

Les **communautés intentionnelles** sont celles qui ont été créées par des gens s'étant réunis sur la base d'une vision ou d'un but commun. C'est notamment le cas de Findhorn ou de Sieben Linden en Allemagne. L'idée de la création d'un village autosuffisant et autogouverné est venue en 1989 (Campe, s.d.). En 1997, les membres fondateurs ont acquis la terre, dans le village de Poppau, où se trouve actuellement Sieben Linden. À partir du «centre de projet», ils ont débuté la construction du village (Ökodorf Sieben Linden, s.d.). Aujourd'hui, il compte environ 140 habitants, dont près du tiers sont des enfants. Ils vivent en communauté sur une superficie de 200 acres dont 22 sont zonés pour la construction. À ce jour, il y a 8 bâtiments résidentiels et un centre de séminaire dans le village. Bien que toutes les expériences soient différentes, l'historique derrière plusieurs écovillages ressemble à celle de Sieben Linden : l'émergence du projet par un groupe de personnes ou une seule personne, la trouvaille d'une terre agricole et la construction ou l'aménagement de bâtiments pour accueillir les résidents. Toutefois, souvent ce sont des communautés déjà existantes qui changent leurs façons de faire pour utiliser des processus participatifs plus communautaires, égalitaires et respectueux de la nature. Ces communautés sont généralement sur des terres agricoles. Le village de Saint-Camille au Québec est un bon exemple de **communauté traditionnelle**. La démographie du village est passée de 1100 habitants en 1910 à 440 dans les années quatre-vingt, ce qui a graduellement obligé la majorité des services de proximité à fermer commerce (Municipalité canton de Saint-Camille, s.d.). C'est donc dans un contexte de déficit démographique causant des problèmes économiques que des initiatives collectives ont vu le jour dans la municipalité de Saint-Camille. Ainsi, en 1977, onze personnes de la communauté se sont regroupées et ont créé les «Entreprises bénévoles» afin de conserver une certaine vitalité au sein de la municipalité. Depuis, le village a fait plusieurs avancées dans le sens des dimensions de durabilité ce qui fait qu'on peut maintenant le considérer comme un écovillage (Champagne, 2008). On retrouve aussi beaucoup d'écovillages

traditionnelles dans les pays du Sud. Quant aux **communautés urbaines**, elles sont créées par l'association entre personnes d'un même quartier qui partagent une vision commune pour adopter un mode de vie urbain plus collaboratif et participatif qui vise la durabilité sociale et écologique. Par exemple, l'écovillage de Los Angeles aux États-Unis, dont le processus a débuté en 1993, se compose d'environ 40 personnes qui ont déménagé dans le même quartier afin de vivre de façon plus écologique et plus coopérative. Ces écovillageois vivent et travaillent à l'intérieur d'un périmètre de deux pâtés de maisons situés sur Bimini et White House Place à Los Angeles (Los Angeles Ecovillage, s.d.). Le quartier est partagé par 500 personnes. L'objectif poursuivi est de réduire les impacts environnementaux tout en augmentant la qualité de vie du voisinage.

### *2.3.3. Gouvernance participative, horizontale et inclusive*

En termes de durabilité, la dimension sociale intègre les notions de gouvernance, mais nous croyons qu'il est important d'en faire un concept à part entière. Le processus de gouvernance des écovillages se veut équitable et démocratique. Les écovillages sont rarement hiérarchiques (Hall, 2015), on parle plutôt de **gouvernance horizontale** (Champagne, 2008). Une **démocratie directe** inclut des rencontres communautaires, des groupes de travail et des comités; voilà comment la majorité des écovillages gèrent le tout. Le volontariat est aussi une part essentiel du bon fonctionnement des communautés. La **participation citoyenne** dans la vie communautaire est fondamentale tout autant que la **concertation**. L'importance d'un **processus décisionnel inclusif** est sans équivoque. Les écovillages utilisent plusieurs méthodes variées, lesquelles incluent la participation de tous et qui sont construites de sorte que tous soient vus et entendus. Hall (2015) parle de techniques qui permettent d'entendre l'opinion de tous les gens présents. Grinde (2009), quant à lui, explique que le processus de prise de décision par consensus mène à un support des projets plus important que lors de prise de décision par votes. Toutefois, il peut être difficile d'utiliser cette méthode avec des communautés dont la démographie est grande.

## 2.4. Synthèse

L'objectif de cette section était de définir les pratiques écovillageoises, que nous posons dans ce cadre théorique comme une forme de pratique alternative de développement des communautés devenant partie prenante du paradigme plus large et intégrée du travail éco-social.

Nous avons d'abord vu que le terme « écovillage » date des années 1990 bien que certaines communautés correspondant à la définition du terme existaient déjà (Jackson, 2004; Silvestro, 2007). Il semblerait que le terme soit d'origine danoise (Silvestro, 2007). C'est suite à la conférence « Les écovillages et les communautés durables » organisés par la communauté de Findhorn, en 1995, que le mouvement écovillageois débuta (Jackson, 2004).

Nous avons ensuite défini le concept d'écovillage. Concrètement, les écovillages contribuent au développement durable notamment en adoptant des pratiques respectueuses de l'environnement visant la diminution de l'empreinte écologique de leurs communautés. De plus, les écovillages développent de nombreuses innovations sociales qui peuvent être transférées et reproduites pour aider à répondre aux défis globaux causés par la crise sociale-écologique que nous avons décrite dans la problématique.

Dans un troisième temps, pour aider à bien saisir ce que sont les pratiques écovillageoises, nous avons décrit les principaux concepts qui se relient à ces pratiques. Le tableau 4 qui suit présente une vue d'ensemble des différents éléments et principes ainsi que des concepts-clés auxquels ils se rattachent. Ainsi, les cinq dimensions de durabilité (sociale, écologique, culturelle, économique et holistique) dans lesquelles se retrouvent les différents principes des pratiques écovillageoises ont été exposés. Comme nous l'avons expliqué, ces dimensions sont toutes interreliées les unes aux autres et il est essentiel qu'il y ait un équilibre entre elles pour assurer la durabilité des pratiques écovillageoises ainsi que de l'environnement naturel et social. À travers la présentation de ces dimensions de durabilité, nous avons abordé quelques concepts fondamentaux que nous croyons important de rappeler. **L'engagement global** se manifeste par la conscience

de faire partie d'un élément de réponse à la crise sociale-écologique globale ainsi que par des actions concrètes d'engagement dans des projets humanitaires visant à diminuer les inégalités sociales. Les pratiques écovillageoises reposent aussi grandement sur **l'économie locale et l'économie sociale** pour diminuer leur empreinte écologique d'une part et pour favoriser les relations interpersonnelles d'autre part. De plus, le mouvement écovillageois repose sur les principes de **permaculture** tels qu'élaborés par Mollison et Holmgren dans les années 1970, c'est-à-dire sur une optique de pensée systémique pour favoriser une agriculture durable en harmonie avec les différents écosystèmes. Enfin, comme nous l'avons vu, **l'hypothèse de Gaïa**, qui stipule qu'il y aurait une entité (hypothétique) représentée par toute la biosphère possédant des propriétés propres, est aussi centrale dans les pratiques écovillageoises. Bref, comme dans le modèle de travail éco-social, les pratiques écovillageoises sont basées sur un paradigme systémique. Pour contribuer à une meilleure compréhension des principaux concepts qui se rattachent aux pratiques écovillageoises, nous avons ensuite présenté les différents types de communauté qui forment des écovillages et nous les avons étayés par des exemples concrets. Et pour finir, nous avons expliqué le type de gouvernance des écovillages, c'est-à-dire une gouvernance qui repose sur des principes de **démocratie, de participation et de non-hiérarchie**.

**Tableau 4 - Synthèse des concepts clés du mouvement écovillageois**

	<b>Le mouvement écovillageois</b>
<b>Dimension sociale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Embrasser la diversité et construire la communauté</li> <li>• Cultiver une prise de décision inclusive, réactive et transparente</li> <li>• Renforcer le leadership participatif et la gouvernance</li> <li>• Assurer un accès égal à l'éducation holistique et aux soins de santé</li> <li>• Pratique de la facilitation des conflits, de la communication et de la consolidation de la paix</li> <li>• Développer des institutions justes, efficaces et responsables</li> <li>• Engagement global</li> </ul>
<b>Dimension écologique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nettoyer et reconstituer les sources et les cycles de l'eau</li> <li>• Aller vers 100% d'énergies renouvelables</li> <li>• Cultiver la nourriture et les sols grâce à l'agriculture biologique</li> <li>• Innover et diffuser les technologies de construction écologiques</li> <li>• Travailler avec les déchets comme une ressource précieuse</li> <li>• Augmenter la biodiversité et régénérer les écosystèmes</li> </ul>
<b>Dimension culturelle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Se connecter à un but supérieur dans la vie</li> <li>• Favoriser la pleine conscience et la croissance personnelle</li> <li>• Respecter les traditions culturelles qui soutiennent la dignité humaine</li> <li>• S'engager activement pour protéger les communautés et la nature</li> <li>• Célébrer la vie et la diversité à travers l'art</li> <li>• Se rebrancher à la nature et adopter des modes de vie à faible impact</li> </ul>
<b>Dimension économique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reconstruire les concepts de richesse, de travail et de progrès</li> <li>• Travailler pour une propriété équitable des terres et des ressources</li> <li>• Cultiver l'entrepreneuriat social pour créer des solutions durables</li> <li>• Renforcer les économies locales et l'économie sociale</li> <li>• Investir dans des systèmes d'échange équitables et éthiques</li> <li>• Générer du bien-être pour tous grâce à la justice économique</li> </ul>
<b>Dimension holistique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Trouvez les forces, les faiblesses et les points de levier dans tous les domaines</li> <li>• Engager toutes les parties prenantes dans les conceptions pour l'avenir</li> <li>• Identifier la bonne échelle pour chaque solution</li> <li>• Honorer la sagesse traditionnelle et accueillir l'innovation positive</li> <li>• Apprendre de la nature et pratiquer la pensée de systèmes entiers</li> <li>• Construire des réseaux pour un soutien mutuel</li> <li>• Permaculture</li> <li>• Théorie de Gaïa</li> </ul>
<b>Type de communauté</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Traditionnelle</li> <li>• Intentionnelle</li> <li>• Urbaine</li> </ul>
<b>Gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gouvernance horizontale</li> <li>• Démocratie directe</li> <li>• Participation citoyenne</li> <li>• Concertation</li> <li>• Processus décisionnel inclusif</li> </ul>



En résumé, on voit par les différents concepts-clés et principes du mouvement écovillageois que les pratiques écovillageoises s'intègrent à ceux du développement durable et du travail éco-social de développement des communautés. Ainsi, par le développement des communautés en écovillage, on s'attaque aux problématiques environnementales, ces dernières ayant un impact négatif sur le bien-être des communautés en exacerbant les injustices sociales (Barrett, Travis et Dasgupta, 2011; FAO, 2010; Laurent, 2015; Laurent et Pochet, 2015). Terminons en soulignant qu'avec le développement des communautés on cherche aussi à créer des solutions permettant d'assurer un meilleur filet social (Champagne, 2008; Campe, s.d.).

Dans le prochain chapitre, nous exposerons la méthodologie utilisée pour notre recherche visant à analyser et décrire les pratiques écovillageoises de la Cité écologique d'Ham-Nord.

## **CHAPITRE 3**

### **MÉTHODOLOGIE**

#### **Une étude de cas sur la Cité écologique**

Maintenant que le cadre théorique de travail éco-social de développement des communautés a été mis en place, il importe d'exposer la méthodologie sur laquelle reposera cette recherche.

Cette section vise donc à spécifier le type de notre recherche et d'expliquer la pertinence sociale de cette recherche, les différents modes de collecte de données utilisés, les méthodes d'analyse employées, les considérations éthiques prises en compte et, finalement, à souligner les forces et les limites de cette démarche.

#### **1. Question de recherche**

Dans la problématique, nous avons vu que les enjeux reliés à la crise sociale-écologique globale sont importants et qu'il y a une urgence d'agir. En effet, plusieurs auteurs de la communauté scientifique amènent qu'il faut changer les manières de faire et aller vers un nouveau modèle de développement. Nous avons aussi vu qu'il y a nécessité pour la profession du travail social de changer ses manières de voir pour se dégager d'une vision strictement anthropocentrique afin d'aborder les enjeux sociaux en incorporant dans les modes d'intervention la valorisation de l'environnement naturel comme lieu de vie à protéger.

Dans le cadre théorique, nous avons proposé une approche intégrée d'un travail éco-social de développement des communautés qui nous apparaît une orientation intéressante pour la profession. Les pratiques écovillageoises ont ensuite été présentées en tant que pratique de développement éco-social des communautés et comme modèle alternatif de développement économique et social.

Ceci nous amène donc au but de notre recherche qui vise à documenter et à comprendre la pratique de la Cité écologique d’Ham-Nord à la lumière des principes et des pratiques d’un travail éco-social intégré de développement des communautés. Cela servira à répondre à notre question de recherche : *Comment les pratiques écovillageoises de la Cité écologique d’Ham-Nord se rattachent-elles aux principes du développement des communautés du travail éco-social?*

<b>But de la recherche :</b>  Documenter et comprendre la pratique écovillageoise de la Cité écologique d’Ham-Nord selon les principes du travail éco-social.
<b>Question de recherche :</b>  Comment la pratique écovillageoise de la Cité écologique d’Ham-Nord se rattache-t-elle aux principes du développement des communautés du travail éco-social?

## 2. Pertinence et objectifs de recherche

La pertinence de la question de recherche est d’analyser une expérience empirique de développement d’une communauté écovillageoise dans le but d’approfondir les connaissances sur celle-ci tout en comprenant mieux les principes mis de l’avant dans le paradigme du travail éco-social en développement des communautés.

L’analyse et la documentation des principes qui sous-tendent les pratiques du cas étudié faites à l’aide de concepts reliés au travail éco-social, permettra de mieux comprendre ces expériences écovillageoises tout en fournissant des pistes théoriques et pratiques à saisir pour développer l’intervention de travail éco-social intégré de développement des communautés. Enfin, nous souhaitons que les résultats de la recherche contribuent également à une meilleure compréhension empirique des concepts qui se relient au travail éco-social.

Sur le plan pratique, nos **objectifs de notre recherche** sont les suivants :

1. Donner de la visibilité aux pratiques que la Cité écologique d'Ham-Nord met de l'avant pour innover dans son action pour le développement de communautés durables.
2. Induire des éléments de théorisation et d'explicitation des principes et ainsi permettre une meilleure appropriation et diffusion de ceux-ci à partir des principes et pratiques observées à la Cité écologique.
3. Favoriser une compréhension renouvelée des pratiques de développement des communautés orientées vers une approche de développement durable à partir de pratiques concrètes et contextualisées.
4. Mieux comprendre les principes du travail éco-social à travers les pratiques et les vécus analysés.

Sur le plan normatif, l'objectif n'est pas de présenter les pratiques de la Cité écologique d'Ham-Nord comme exemplaires, mais plutôt comme des pratiques inspirantes qui s'inscrivent dans le champ du développement des communautés intégrant la dimension écologique.

### **3. Présentation de la Cité écologique d'Ham-Nord**

D'abord, pour choisir l'objet de recherche nous avons pris contact avec la communauté de la Cité écologique afin de vérifier son accessibilité et sa disponibilité à participer à notre recherche. Ensuite, le 14 septembre 2017, dans un contexte exploratoire, nous avons réalisé une entrevue de pré-recherche avec une résidente de la Cité écologique d'Ham-Nord . Suite à cet entretien, nous avons comparés avec succès les informations recueillies sur la Cité écologique avec les dimensions des pratiques écovillageoises décrits dans le précédent chapitre. Ce travail de comparaison se retrouve à l'Annexe 1.

L'écovillage de la Cité écologique est une communauté intentionnelle se situant dans le village d'Ham-Nord, lequel est situé dans la municipalité régionale de comté d'Arthabaska et la région administrative du Centre-du-Québec. La communauté de l'écovillage a une population d'environ 80 personnes. Parmi celles-ci, on retrouve des

hommes, des femmes, des jeunes enfants, des adolescents, des adultes et des personnes âgées. Il y a des couples, des familles et des personnes célibataires. Il s'agit alors d'une communauté hétérogène.

De l'entrevue exploratoire réalisée auprès de l'écovillageoise ci-haut mentionnée, il est ressorti que la genèse de ce projet part de Michel Deunov Cornellier. Cet homme avait le rêve, depuis ses 7 ans, de bâtir une école où il aurait aimé étudier. Il devint alors enseignant et, à l'été 1983, décide d'organiser un camp de vacances sur la terre d'un couple d'amis. Des familles intéressées se manifestent et inscrivent leur enfant. Suite à leur séjour, les enfants souhaitent continuer de vivre cette pédagogie à longueur d'année et réussissent à convaincre leurs parents à s'investir dans le projet d'une école en nature; école qui a vu le jour sur la même terre quelques mois après. C'est ainsi que, au fur et à mesure, les familles se sont installés sur ce site aujourd'hui appelé la Cité écologique. Toujours selon le témoignage de la dame, le premier 100 acres de terre fut offert en don à la communauté par le couple d'amis propriétaires du site. En 1984, l'école est reconnue par le ministère de l'Éducation. Tous sont enthousiastes et partagent une vision commune d'entraide, de solidarité et de développement durable. Au fil des années, plusieurs projets prennent forme; une production agricole biologique, une boulangerie et diverses entreprises telles que Khéops International, Respecterre, la Ferme Bio-Maraîchère, Deuxième Chance, etc. Aujourd'hui, les habitants de la Cité se considèrent comme des écovillageois. Notons qu'il y a une Cité Écologique dans le New Hampshire et qu'il s'agit de la même communauté. Elle a donc aussi commencé à Ham-Nord en 1984. Apparemment, les fondateurs avaient espoir de créer plusieurs écovillages. La communauté du New Hampshire est donc aussi composée de québécois francophone.

La **mission** poursuivie par la Cité écologique est le développement d'un écovillage basé sur le respect de tout ce qui est vivant tout en priorisant l'éducation des enfants ainsi que le développement durable et pour atteindre cette mission la communauté s'est dotée de **5 objectifs généraux** (Cité écologique, s.d.):

1. Mettre en pratique les principes éducatifs de l'école dans tous les secteurs de service et toutes les entreprises de la Cité Écologique.
2. Participer collectivement au financement du développement de l'écovillage.
3. Maintenir un milieu de vie intergénérationnel inspiré des préceptes des écovillages.
4. Maintenir un milieu social, culturel et spirituel dans le respect de chacun.
5. Participer au développement économique et durable de notre région et de notre communauté.

#### 4. Type de recherche

Afin d'étayer notre objet de recherche que sont les pratiques alternatives de développement des communautés et de travail éco-social de la Cité écologique d'Ham-Nord, nous proposons une recherche qualitative puisque nous nous appuyons sur les paradigmes interprétatif et constructiviste ainsi que sur une méthode inductive de recherche. Plus particulièrement, il s'agit d'une recherche de type étude de cas dans le sens où nous souhaitons approfondir les connaissances d'une pratique complexe via l'analyse de notre collecte de données.

La présente recherche s'appuie sur le **paradigme interprétatif** puisqu'elle se penche sur la compréhension du sens que les individus donnent à leur propre vie et leurs expériences (Anadón, 2006). Ainsi, le **paradigme constructiviste** est aussi une influence épistémologique de cette recherche, car nous croyons que la réalité est un construit social résultant des interactions et interprétations d'un sujet avec son environnement (Riverin-Simard, Spain et Michaud, 1997). Le paradigme interprétatif réfère aussi à la compréhension plutôt qu'à la prédiction, par opposition au paradigme postpositiviste. C'est-à-dire que notre recherche sert à approfondir les connaissances dans le domaine du travail social, particulièrement dans sa dimension de travail éco-social. Elle vise donc la découverte, l'exploration et la description. En fait, il a été question d'aller sur le terrain afin de mieux comprendre certaines des composantes de l'objet d'étude décrites et

présentées dans le cadre théorique. Plus précisément, le but de cette recherche consiste à améliorer les connaissances sur les pratiques écovillageoises en tant que pratiques de développement des communautés orientées vers une perspective de travail éco-social comme nous l'avons vu en présent le but de la recherche. Les paradigmes interprétatif et constructiviste qui nous ont influencés dans notre processus de recherche renvoient à une position épistémologique où la compréhension riche d'un phénomène est privilégiée. Cette compréhension est enrichie par le sens que les acteurs sociaux donnent à leur réalité ainsi que par la co-construction de sens qui est établie entre les participants et la chercheuse (Savoie-Zajc, 2003). De cette position épistémologique découlent les choix méthodologiques de notre recherche.

Notre recherche est inspirée du concept d'**induction**, c'est-à-dire qu'elle a suivi un processus de construction continue tout au long du processus. Elle n'a donc pas été encadrée par des étapes se succédant de manière mécanique. Ainsi, la recension des écrits, le choix de la question de recherche, la construction de l'objet de recherche et l'analyse ont évolués simultanément. Effectivement, nous avons respecté le principe de Campenhoudt et Quivy (2011) selon lequel « une recherche est par définition quelque chose qui se cherche » (p.27), donc qu'il n'est pas possible de fixer dès le départ l'objet exact de l'étude.

Ainsi, les paradigmes interprétatif et constructiviste ainsi que l'inductivité ont influencé le déroulement de notre recherche qui porte sur le cas de la Cité écologique d'Ham-Nord. L'**étude de cas** a été choisie comme stratégie de recherche qualitative en raison de son objectif plutôt descriptif et interprétatif. En effet, l'étude de cas est définie par Roy (2016) comme :

« [...] une approche de recherche qui consiste à enquêter sur un phénomène, un événement, une organisation ou un groupe d'individus bien délimité, afin d'en tirer une description précise et une interprétation qui dépasse ses bornes. » (p. 199)

Cette définition sous-entend que l'étude de cas permet, par l'étude en profondeur d'un cas spécifique, lequel est considéré comme un sous-système, d'étendre la compréhension au système plus large. Ceci signifie que l'étude de la Cité écologique permet, par extrapolation, de mieux saisir l'ensemble des pratiques écovillageoises et des pratiques de développement durable orientées vers un modèle éco-social. Il ne s'agit pas ici de poser une généralité, car, comme le précise Hamel (1989), l'étude de cas prend pour objet une singularité et ne peut prétendre à la généralisation. Il s'agit plutôt, comme le dit Pirès (1997) d'utiliser les spécificités propres au cas et de s'en servir comme « voie d'accès » à une compréhension plus étendue de certains phénomènes qui ressortent de l'étude de cas.

Roy (2016) explique que la valeur de l'étude de cas est reconnue pour les recherches de type exploratoire et ayant pour objet des phénomènes nouveaux. Comme nous l'avons présenté plus tôt, les pratiques écovillageoises de développement des communautés orientées vers le développement durable ainsi que l'approche du travail éco-social ont un caractère novateur et débouchent d'un mouvement de protection de l'environnement que Vaillancourt nomme le mouvement vert. Jusqu'à présent, peu de recherches ont été menées sur le travail éco-social et les pratiques écovillageoises. Ainsi, l'étude de cas de la Cité écologique permet de découvrir et de décrire les principes sous-tendant les pratiques qui sont mises en place pour mieux comprendre empiriquement le travail éco-social et les pratiques écovillageoises en tant que pratique de développement des communautés intégrant les dimensions de durabilité, c'est-à-dire les dimensions sociale, économique, écologique, culturelle et holistique. Comme l'explique Roy (2016), l'étude de cas sert à apporter des connaissances préthéoriques, lesquelles se rapportent à la théorisation ancrée. Bref, notre recherche vise deux des finalités de l'étude de cas énoncées par Dahl, Larivière et Corbière (2014), c'est-à-dire une **finalité exploratoire** et une **finalité descriptive**. Autrement dit, notre recherche vise l'exploration des pratiques écovillageoises, lesquelles sont peu connues, et la description du cas de la Cité écologique de façon détaillée dans son contexte particulier.



Comme nous l'avons mentionné, la Cité écologique correspond au cas étudié dans le cadre de cette recherche et dont nous ferons état dans le prochain chapitre. Ce choix a été influencé par certains des critères nommés par Pirès (1997, p.45-46) :

- La pertinence théorique (par rapport aux objectifs de départ de la recherche)
- Les caractéristiques et la qualité intrinsèque du cas
- L'exemplarité
- La possibilité d'apprendre avec le cas choisi
- Son intérêt social
- Son accessibilité à l'enquête

En effet, la Cité écologique nous a semblé un cas pertinent suite à l'entrevue de pré-recherche, puisque nous avons pu constater que les pratiques de la Cité sont basées sur les dimensions des pratiques écovillageoises (voir Annexe 1). Comme nous l'avons démontré, les pratiques écovillageoises correspondent à des pratiques de développement des communautés orientées vers une approche éco-sociale. Ainsi, il semble juste de supposer que les pratiques de la Cité écologique d'Ham-Nord permettent d'approfondir les connaissances sur le travail éco-social, le développement des communautés et les pratiques écovillageoises. De plus, la Cité écologique est implantée depuis 1983, donc il s'agit d'un cas riche. Ajoutons à cela, qu'un contact avec une personne-ressource de la Cité écologique nous a permis d'assurer l'accessibilité au terrain d'enquête. Au niveau du critère d'exemplarité, Pirès (1997) explique qu'il ne faut pas confondre le terme avec l'idée d'exemple et qu'il faut plutôt l'entendre comme l'idée d'un cas typique, ici de pratique écovillageoise, et, qui offre la « possibilité empirique de saisir, de découvrir ou de démontrer » (p.46).

L'entrevue de pré-recherche que nous avons effectuée est décrite par Roy (2003) comme la préenquête qui, selon lui, « n'est pas un luxe » (p.176). Celle-ci a permis d'établir un premier contact avec le terrain et de brosser un tableau général du cas permettant ainsi d'alimenter le cadre théorique.

Au niveau de la collecte de données, Dahl et ses collègues (2014) mettent en lumière l'importance d'avoir recours à plusieurs méthodes de collecte de données afin de générer « une compréhension holistique, riche, détaillée et en profondeur du phénomène d'intérêt

et de son contexte » (p.74). Dans le même ordre d'idées, Roy (2016) explique que la triangulation des données sert à combler les lacunes des différentes méthodes. Toujours selon Roy (2016), la **tenue d'un journal de bord** détaillé est aussi une stratégie gagnante qui aide la chercheuse à diminuer l'influence de ses biais personnels et ainsi approfondir son analyse du cas étudié. De plus, le journal de bord constitue un outil de recherche important permettant de réunir les notes générales, les difficultés rencontrées, les réflexions personnelles, les ébauches d'explication, les questions de la chercheuse, etc. (Roy, 2016). De ce fait, nous avons opté pour cette stratégie du journal de bord ainsi que pour la triangulation des données.

## 5. Outils de cueillette de données

Comme nous l'avons expliqué, l'utilisation de sources multiples de données est une des caractéristiques de l'étude de cas puisqu'elle permet une compréhension en profondeur et valide du cas et de son contexte. Ainsi, nous avons fait appel à trois méthodes de collecte de données : l'analyse documentaire, l'entrevue semi-dirigée et l'observation participante.

### 5.1. Analyse documentaire

L'analyse documentaire correspond à l'analyse de documents administratifs, de lettres ou de publications relatifs aux participants à l'étude. Concrètement, à la fin des entrevues semi-dirigées, nous avons demandé aux participants s'ils avaient de la documentation qui pourrait être pertinente pour approfondir nos connaissances sur les principes et les pratiques de la Cité écologique d'Ham-Nord. Comme l'explique Yin (2009), l'analyse documentaire permet **d'appuyer les informations obtenues** via les entrevues directes par d'autres sources et de collecter des informations complémentaires sur le contexte. Toutefois, nous avons reçu peu de documentation et, celle qui nous a été transmise, était désuète selon notre informateur qui nous expliquait qu'il y a actuellement une réforme importante de la mission et des objectifs poursuivis par la communauté de la Cité écologique pour y expliciter plus d'éléments relatifs à la dimension écologique.

## 5.2. Entrevues semi-dirigées

La deuxième source de données utilisées fut l'entrevue semi-dirigée. L'entrevue fut la source de données la plus importante pour notre recherche sur la Cité écologique comme ce l'est généralement dans une étude de cas (Yin, 2009). Yin (2009) explique que l'entrevue permet d'**obtenir les points de vue et perceptions des participants**. Comme nous l'avons expliqué en présentant les paradigmes qui influencent notre recherche, nous nous intéressons au sens que les individus donnent à leur propre vie et à leurs expériences. L'entrevue nous permet d'avoir accès à ce sens.

Savoie-Zajc (2003) décrit l'entrevue comme :

une interaction verbale entre des personnes qui s'engagent volontairement dans pareille relation afin de partager un savoir d'expertise, et ce, pour mieux dégager conjointement une compréhension d'un phénomène d'intérêt pour les personnes en présence. (p.295)

L'auteure précise que le savoir d'expertise de la chercheuse est celui du processus de recherche et que celui du participant correspond au savoir expérientiel relié à l'objet de l'étude.

Il existe plusieurs formes d'entrevue de recherche lesquelles se distinguent par le nombre de participants ainsi que par le degré de préparation et de contrôle de la part de la chercheuse (Savoie-Zajc, 2003). Tel qu'énoncé précédemment, la présente recherche est de nature inductive, c'est-à-dire que nous avons évité de « trop orienter et cadrer d'emblée les investigations sur le terrain » (Campenhoudt et Quivy, 2011, p.133). L'entrevue semi-directive est une technique de collecte de données qui favorisent des approches qualitatives et interprétatives relevant particulièrement du paradigme constructiviste (Imbert, 2010; Lincol, 1995; Savoie-Zajc, 2003). Ainsi, cette technique de collecte de données correspond à l'épistémologie de notre étude de cas sur la Cité écologique et, pour cette raison, nous avons choisi d'effectuer des entrevues semi-directives.

L'entrevue semi-directive repose sur trois postulats s'appuyant sur les paradigmes interprétatif et constructiviste que nous avons abordés précédemment (Savoie-Zajc, 2003). Le premier postulat repose sur l'idée que l'entrevue fait dégager une narration, laquelle est envisagée comme une **unité de sens** où chacune des sections constitue une « histoire » cohérente, logique et unique. Parmi ces sections, on implique autant le contenu discuté que les choix sémantiques et syntaxiques des interlocuteurs et qui sont révélateurs de la trame culturelle de l'interviewé et de la chercheuse. Le deuxième postulat s'appuie sur l'idée que **la perspective de l'autre a du sens**, c'est-à-dire que son point de vue a de la valeur puisqu'il traite l'information qu'il reçoit de son environnement. Savoie-Zajc (2003) fait un parallèle entre ce postulat et l'interactionnisme symbolique, c'est-à-dire l'approche qui tient pour acquis que tout (faits, résultats, théories, etc.) est le fruit d'une construction sociale (Le Breton, 2004). Le troisième et dernier postulat porte sur l'idée que **la réalité des propos entendus au cours de l'entrevue est situationnelle et conditionnelle**. Autrement dit, une entrevue n'est pas reproductible, puisque les réponses de l'interviewé dépendent de son état d'esprit au moment où la question a été posée ainsi que des caractéristiques de la chercheuse telles; son âge, son genre, ses attitudes, etc.

Savoie-Zajc (2003) explique d'ailleurs que, pour réaliser une entrevue semi-dirigée, la chercheuse doit avoir des compétences affectives (compréhension empathique, l'écoute active, le respect de l'autre, la capacité d'accueil, etc), des compétences professionnelles (habileté à structurer l'entrevue, à faire des liens, à effectuer des transitions, etc.) ainsi que des compétences techniques (habileté à communiquer de façon claire et explicite).

Concrètement, l'entrevue semi-directive est décrite par Savoie-Zajc (2003) comme :

Une interaction verbale animée de façon souple par le chercheur. Celui-ci se laissera guider par le rythme et le contenu unique de l'échange dans le but d'aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux qu'il souhaite explorer avec le participant à la recherche. Grâce à cette interaction, une compréhension riche du phénomène à l'étude sera construite conjointement avec l'interviewé. (p. 296)

Ainsi, les principaux éléments de l'entrevue semi-directive sont la souplesse, la présence de thèmes généraux et la co-construction de savoirs. Pour se préparer à l'entrevue semi-

directive, Savoie-Zajc (2003) précise deux considérations d'ordre conceptuel : la planification du schéma d'entrevue et le choix des participants. Le tout doit s'effectuer à partir de la question de recherche. De ce fait, les prochaines sections serviront, dans un premier temps, à expliciter les critères de choix des participants et, dans un deuxième temps, à présenter les thèmes qui furent abordés au cours des entrevues semi-dirigées.

### *Critères de choix des participants*

Le choix des participants s'est fait en fonction de critères pertinents pour la recherche. Savoie-Zajc (2003) explique que la recherche qui appartient au paradigme interprétatif favorise les échantillons de type intentionnel, c'est-à-dire où les participants sont choisis selon que leur **expertise** est pertinente par rapport à l'objet d'étude et selon leur **capacité** et leur **intérêt** à verbaliser cette même expertise. Puisque nous désirions tenir un discours sur la communauté de la Cité écologique qui témoigne de leurs principes et valeurs ainsi que des pratiques qui en découlent, nous avons choisis des participants qui, par leurs expériences pertinentes sur le terrain, étaient en mesure de nous aider à tenir ce discours. Les personnes qui ont été sélectionnées ont des personnalités, des rôles et des expériences différentes au sein de la Cité écologique d'Ham-Nord permettant alors de tracer un portrait plus juste des pratiques et des principes et valeurs caractérisant l'écovillage de la Cité écologique. En fait, nous croyons que ces personnes ont, chacune à leur façon, une expertise en lien avec notre objet de recherche.

Nous avons effectué huit entrevues (en comptabilisant l'entrevue de pré-recherche) réparties comme suit : une auprès d'un résidant de la Cité étant arrivé à l'âge de 8 ans; trois auprès de résidants nés à la Cité écologique, une auprès d'une personne installée récemment à la Cité écologique et trois auprès de personnes ayant effectué un stage à la Cité. Ces entrevues se sont déroulées sur une durée approximative de 60 à 90 minutes et les choix du lieu, de la date et de l'heure de l'entrevue ont été laissés au gré des participants. Quatre ont eu lieu à la Cité écologique et les quatre autres se sont faites par visioconférence.

Nous avons donc été cherché une **hétérogénéité d'acteurs** afin d'avoir une plus grande représentativité des acteurs impliqués et touchés par les pratiques de la Cité écologique. Ainsi, nous avons été en mesure de collecter des expériences distinctes et des discours singuliers (Becker, 2002) pour ainsi mieux saisir les multiples dimensions des pratiques identifiées (Savoie-Zajc, 2016). Malheureusement, lors de l'analyse des données, les entrevues réalisés auprès des stagiaires se sont avérés peu pertinentes en lien avec l'objectif de notre recherche. Nous avons donc choisi de ne pas utiliser ce matériel.

Autre qu'une expertise pertinente de la part des participants, un critère important est celui de l'intérêt et de la capacité des participants à partager cette expertise. C'est grâce au contact que nous avons établi avec la Cité écologique, par l'intermédiaire de leur coordonnatrice des stages et agente de développement durable, que nous avons été mis en lien avec des personnes qui à la fois correspondaient à nos critères et étaient intéressées à participer à la recherche. Aussi, nous avons produit une lettre présentant notre projet de recherche qui a pu être affichée au Centre de formation de la Cité écologique et qui a permis aux résidents de l'écovillage de s'informer de l'objet de notre projet de maîtrise et de notre demande de participation auprès d'eux.

### *Thèmes et sous-thèmes d'entrevue*

Comme nous avons vu, plusieurs concepts se rattachent à l'approche éco-sociale et aux pratiques écovillageoises dans le cadre conceptuel présenté précédemment. Dans le tableau 5, ci-dessous, nous dégageons les thèmes qui ont été retenus pour effectuer notre cueillette de données. Nous expliquons ensuite comment ces thèmes nous permettent de faire des liens avec les concepts reliés au travail éco-social et aux pratiques écovillageoises.

**Tableau 5 - Thèmes et sous-thèmes abordés durant les entrevues**

Thèmes	Sous-thèmes
<b>Culture</b> (Croyances et valeurs) Qu'est-ce qu'ils pensent?	Rapport à la nature Rapport aux gens Rapport à l'économie Vision du bien-être
<b>Participation</b> Qu'est-ce qu'ils font et comment?	Rôles Responsabilités Position décisionnelle Structures organisationnelles Principes de la participation Projets
<b>Motivations</b> Pourquoi ils font ce qu'ils font?	Raisons de leur choix à vivre dans un écovillage Visée pour le futur

Dans un premier temps, lors des entrevues, nous avons abordé **la culture des participants**, c'est-à-dire les croyances et valeurs sur lesquelles ils orientent leur action. Pour ce faire, nous avons investigué trois sous-thèmes : le rapport à la nature, le rapport aux gens et la vision du bien-être. Ceci pour accéder à l'imaginaire des participants, c'est-à-dire comment ceux-ci pensent et en fonction de quels référents. Le thème de la culture fait référence aux dimensions ontologique et épistémologique du modèle éco-social de Boetto (2017) que nous avons abordées lors de la définition du travail éco-social. Nous avons donc pu mieux comprendre la perception des participants par rapport à leurs places au sein de l'environnement naturel et social, c'est-à-dire comment ils définissent leur identité. Cela a aussi permis de mettre en lumière leurs valeurs et leur éthique par rapport à la nature et aux relations interpersonnelles. Ce thème culturel réfère à la dimension de durabilité culturelle que nous avons abordée lors de la description des pratiques écovillageoises. Et, comme la dimension culturelle influence beaucoup les autres dimensions de durabilité : écologique, sociale et économique, celles-ci ont été revisitées dans cette partie. Ainsi, les sous-thèmes du rapport à la nature, aux gens et à l'économie nous ont permis de mieux comprendre la culture, les valeurs et les croyances des

participants. Enfin, le sous-thème concernant la vision du bien-être du point de vue des participants nous a éclairés sur les similarités et les divergences avec le concept de bien-être soutenable, autre concept-clé du travail éco-social. Bref, le thème de la culture nous a servi à répondre à la question : *Qu'est-ce qu'ils pensent?*

Dans un deuxième temps, nous avons exploré le thème de la **participation**. Ce thème sert à percevoir comment la participation s'exerce au sein de la Cité écologique. Le thème participatif réfère à deux des concepts-clés du travail éco-social que nous avons décrit dans le cadre conceptuel : la justice environnementale globale et le développement des communautés. En effet, comme nous l'avons vu, la participation est une dimension importante de la justice environnementale globale puisque cette dernière repose sur la présence de procédures inclusives, de décisions participatives et d'institutions inclusives. Comprendre comment s'exerce la participation au sein de la Cité écologique et sur quels principes cette participation repose nous permettra de voir si les dimensions de reconnaissance et d'équité, les deux autres dimensions de la justice environnementale globale, sont partie intégrante des pratiques de la Cité écologique. La participation citoyenne est aussi un aspect central des pratiques de développement des communautés (Bourque et Favreau, 2003). Comme Bourque et Favreau (2003) l'expliquent, le développement des communautés implique « un développement par et avec les communautés et non pour les communautés » (p.299). De plus, abordé les différents projets de la Cité écologique avec les participants nous a informé sur les différents processus utilisés. Ainsi, en abordant le thème de la participation, nous avons pu réaliser dans quelle mesure les pratiques de la Cité écologique d'Ham-Nord s'inscrivent dans un modèle de développement des communautés orientées vers une approche éco-sociale. Le thème de participation nous a donc permis de répondre à la question : *Qu'est-ce qu'ils font et comment?* De plus, cette exploration nous a ramené à la dimension méthodologique du modèle éco-social de Boetto (2017), c'est-à-dire le « faire » de la pratique éco-sociale. Rappelons que cette dimension fait référence aux actions, interventions et stratégies utilisées au quotidien telles que l'action sociale, l'approche holistique du bien-être humain, des approches communautaires culturellement sensibles ainsi que la croissance et des actions personnelles vers la durabilité. Enfin, il nous a été



possible de faire des liens avec les pratiques écovillageoises et de voir que les pratiques de la Cité écologique reposent aussi sur une gouvernance horizontale, participative et démocratique. Pour conclure, dans le thème de la participation, nous avons abordé les rôles que les participants ont dans la communauté de la Cité écologique, les responsabilités qu'ils ont, la position décisionnelle qu'ils occupent, les projets dans lesquels ils sont impliqués au sein de la communauté ainsi que les principes sur lesquels repose la participation à l'intérieur de la Cité écologique d'Ham-Nord.

Dans un troisième et dernier temps, nous avons approfondi le thème des **motivations**. Via ce thème, nous avons aussi exploré les motivations sur lesquels les participants fondent leur choix d'implication dans les activités de la Cité écologique d'Ham-Nord ainsi que comment elles influencent leurs visées pour le futur. Ce faisant, nous avons cherché à répondre à la question : *Pourquoi ils font ce qu'ils font?* Ainsi, nous avons pu évaluer si les pratiques de développement de la Cité écologique s'inscrivent de manière explicite dans un modèle de développement des communautés orientées vers une approche éco-sociale et/ou dans un modèle écovillageois basé sur les dimensions de durabilité inspiré du concept de développement durable.

### 5.3. Observation

La troisième et dernière source de données a été l'observation. Martineau (2005) parle d'**observation en situation** et explique que l'objectif poursuivi par la chercheuse est coloré en fonction de sa position épistémologique. Ainsi, compte tenu de la position interprétative que nous avons choisi d'adopter, nous avons porté notre regard sur la construction du sens, c'est-à-dire que nous avons tenté de « comprendre la signification que les acteurs attribuent à leurs pratiques » (Martineau, 2005, 7). De plus, notre position constructiviste nous a amené à centrer notre attention sur les « interactions entre les acteurs lorsqu'ils co-construisent leur monde » (*idem*). Cela nous a été utile pour saisir certaines des règles de construction du social à l'intérieur de la Cité écologique d'Ham-Nord. L'observation en situation est décrite par Martineau (2005) comme « un outil de

cueillette de données où le chercheur devient le témoin des comportements des individus et des pratiques au sein des groupes en séjournant sur les lieux mêmes où ils se déroulent » (p.6)

Ce type de cueillette de données a l'avantage de permettre à la chercheuse de toucher la réalité des sujets observés et ainsi de mieux comprendre certains mécanismes qui seraient difficiles à décoder en maintenant une position d'extériorité (Bastien, 2007). Martineau (2005) dégage quatre tâches fondamentales qui doivent être remplies dans l'observation : être présent sur les lieux mêmes du terrain, porter une attention soutenue sur le déroulement des événements, garder une trace des observations et rendre compte de ce qui a été observé afin d'en proposer une interprétation (p.7). Concrètement, pour les fins de notre recherche, nous souhaitons participer à deux activités communautaires, par exemple, les activités collectives du dimanche, les corvées hebdomadaires, des réunions de comité ou toutes autres activités auxquelles nous serions invités à participer. Toutefois, nous n'avons pu que participer à une seule activité collective du dimanche en raison de facteurs de disponibilité et de temps. L'activité à laquelle nous avons participé est une corvée communautaire et se déroulait le 10 juin 2018. L'objectif de cette corvée était de désherber les terrains de volleyball pour accueillir le tournoi annuel de volleyball auquel participe aussi la communauté de la Cité Écologique du New Hampshire. Pour garder une trace de nos observations et réflexions, notre journal de bord a été nécessaire. Enfin, inspiré par les travaux de Martineau (2005), un élément important que nous avons considéré lors de la collecte de données par observation participante a été l'influence de nos caractéristiques, lesquelles ont le pouvoir d'influencer les attitudes et comportements des acteurs du milieu. Nous avons donc porté une attention particulière sur nos biais et difficultés pour faire des choix stratégiques afin de modifier des habitudes ou comportements qui auraient pu avoir été incompatible avec la communauté observée. Comme Céfai (2010) l'indique, la chercheuse doit se laisser immerger dans le monde qu'elle cherche à comprendre.

## 6. Analyse des données

Comme il a été dit précédemment, notre recherche sur la Cité écologique d'Ham-Nord est de nature inductive ce qui a teinté notre analyse de données. En fait, nous avons utilisé l'analyse inductive générale (Blais et Martineau, 2006; Thomas, 2006). Blais et Martineau (2006) définissent l'**analyse inductive générale** comme « un ensemble de procédures systématiques permettant de traiter des données qualitatives » et expliquent que « ces procédures [sont] essentiellement guidées par les objectifs de recherche » (p.3). Il s'agit donc d'interpréter les données brutes pour en faire émerger des catégories (Blais et Martineau, 2006) et ensuite établir des liens entre ces catégories et les objectifs de la recherche pour finalement développer un cadre de référence (Thomas, 2006). Paillé et Mucchielli (2003) définissent le terme de « catégorie » comme : « une production textuelle se présentant sous forme d'une brève expression et permettant de dénommer un phénomène perceptible à travers une lecture conceptuelle d'un matériau de recherche » (p.147).

Ainsi, à l'instar du thème, la catégorie « va au-delà de la désignation de contenu pour incarner l'attribution même de la signification » (Paillé et Mucchielli, 2003, 147). Autrement dit, la catégorie sera plus spécifique que le thème. Selon Thomas (2006), le résultat de l'analyse inductive générale est le développement d'un cadre de référence ou d'un modèle à partir des catégories qui émergent des données. Ce cadre de référence ou modèle sert à résumer les données brutes et à transmettre les thèmes et les processus clés (Thomas, 2006, 240).

Pour en venir à ces catégories, Thomas (2006), inspiré de Creswell (2002), explique le processus qui doit être fait. Il s'agit donc, dans un premier temps, de faire un ménage des données, c'est-à-dire de les mettre dans un format commun. Cette étape, en ce qui nous concerne correspond aux données relatives aux verbatim colligés. Ensuite, nous avons procédé à une lecture attentive et approfondie des verbatim pour en arriver à extraire les segments de texte pertinents pour l'analyse des données. Puis, nous avons nommé les catégories pour faciliter notre analyse. Par la suite, nous avons révisé, épuré et réduit les catégories redondantes pour les rendre plus pertinentes à nos fins d'analyse. Enfin, nous

nous avons traité ces catégories et leurs données à la lumière de notre cadre théorique afin d'en arriver à des résultats d'analyse probants nous permettant de répondre à notre question de recherche.

## **7. Considérations éthiques**

Martineau (2007) définit l'éthique en recherche comme « l'ensemble des valeurs et des finalités qui fondent et légitiment le métier de chercheur » (p.74). Selon lui, l'éthique porte principalement sur deux dimensions du travail du chercheur : la dimension concernant les conduites (comportements et attitudes) du chercheur et celle concernant le respect des personnes, notamment lors de la cueillette de données. Il s'agit donc d'adopter une conduite la plus objective possible vis-à-vis des savoirs ainsi que d'identifier des manières de faire et de dire qui respectent les participants à la recherche. Martineau (2007, p.74), en se référant à Van Der Maren (1999) identifie trois principes fondamentaux visant à guider le travail du chercheur :

1. Le consentement libre et éclairé
2. Le respect de la dignité du participant
3. Le respect de la vie privée et de la confidentialité

Par conséquent, avec le souci de respecter ces conditions éthiques, nous avons veillé à ce que la participation de chacun des participants à notre recherche soit faite de façon volontaire et avec l'obtention préalable de leurs consentements libres et éclairés. Pour ce faire, nous avons élaboré et fait signé chacun des participants un formulaire de consentement présentant les modalités d'usages éthiques entourant les entrevues et la recherche en général. Dans ce document, la possibilité de se retirer à tout moment de l'étude et les modalités de confidentialité y étaient énoncées. De même, y étaient notées les coordonnées du responsable du comité éthique en cas de besoin. Enfin, nous avons remis à chacun une copie de leur formulaire de consentement, lu et signé librement.

Il nous apparaît important, en ce qui a trait à la confidentialité, de reconnaître que les participants peuvent être identifiables compte tenu de la communauté restreinte de la Cité écologique puisque les personnes impliquées dans les pratiques de la Cité sont en nombre limité. Ainsi, il est possible que certaines caractéristiques des participants nommées dans la recherche les rendent identifiables. Pour tenter de pallier à cela, les noms n'ont pas été et ne seront divulgués. De plus, par souci de brouiller les pistes, les extraits d'entrevue présentés ne sont pas nécessairement associés à leur véritable auteur. Par exemple, il se pourrait que nous ayons utilisé le témoignage de l'informateur E2 et que nous l'ayons associé plutôt à l'informateur E4.

Martineau (2007, 77) explique que la chercheuse doit penser la recherche en sciences humaines sous trois angles : en tant que pratique scientifique, en tant que pédagogie et en tant qu'action politique ou citoyenne. Ces angles renvoient à plusieurs enjeux qui vont au-delà de la relation terrain entre la chercheuse et les participants et qui sont relevés par Martineau (2007, p.77), c'est-à-dire des enjeux: de vérité, méthodologiques, stratégiques, de propriété intellectuelle, quant aux destinataires et quant aux finalités. Nous nous sommes donc efforcés, tout au long du processus de recherche de garder nos lunettes sur les enjeux intéressants strictement les besoins de notre recherche.

L'éthique en recherche qualitative renvoie aux impacts de la recherche sur la société, notamment dus au discours de changement qu'elle apporte, aux questionnements relevés par les comités éthiques (consentement libre et éclairé, confidentialité, etc.) qu'à l'éthique de dialogue (Martineau, 2007). Cette dernière, l'éthique de dialogue, est moins prescriptive que réflexive. Il s'agit donc d'être à l'écoute et ouvert à l'autre, à soi et aux interactions entre nous à la lumière de qui intéresse notre recherche.

## **8. Forces et limites de la recherche**

L'étude de cas présente à la fois ses forces et ses limites. Dahl, Larivière et Corbière (2014, 73) en relève quelques-unes :

Forces :

- Elle permet de comprendre et d'analyser un phénomène d'intérêt complexe, en profondeur, en tenant compte de son contexte.
- Elle renvoie à une approche de recherche flexible recourant à la triangulation de sources de données multiples.
- Elle présente une forte validité interne.

Limites :

- Elle peut générer une quantité importante de données et demander un temps de réalisation non négligeable.
- En raison de sa grande flexibilité, sa procédure de réalisation peut devenir complexe et confuse pour le chercheur novice.
- Sa validité externe peut poser problème et limiter la transférabilité des résultats.

Au niveau des forces, le recours à plusieurs sources de collecte de données (l'analyse documentaire, l'entrevue semi-dirigée et l'observation) a été salubre pour générer « une compréhension holistique, riche, détaillée et en profondeur du phénomène d'intérêt et de son contexte » (Dahl, Larivière et Corbière, 2014, 74) et pallier aux lacunes des différentes méthodes de données. Parmi ces lacunes, nous songeons à l'impossibilité d'avoir accès à toute la multitude des perceptions des acteurs dans l'analyse documentaire, à la difficulté, durant les entrevues, de décoder les différents mécanismes impliqués dans les pratiques en raison de notre position d'extériorité ainsi qu'à la part de subjectivité dans l'observation. Selon Dahl, Larivière et Corbière (2014), cette triangulation des données à laquelle nous avons eu recours permet de pallier, du moins en partie, à ces lacunes et assure une meilleure validité interne des résultats.

Au niveau des limites, nous soulignons que nous avons dû arrêter l'ampleur des démarches reliées à cette recherche selon la disponibilité de nos ressources financières et de temps. Ainsi, nous nous en sommes tenus à huit entrevues (en comptabilisant l'entrevue de pré-recherche) et à une observation terrain. Nous sommes conscients que cette limitation contribue à diminuer la validité interne des résultats et nous croyons que cela ne devrait pas jouer de façon significative sur les résultats en raison de l'hétérogénéité des participants choisis pour les entrevues. De plus, compte tenu du caractère novice de la chercheuse, le fait que le nombre de collectes de données aient été limité a contribué à réduire le risque de confusion.

Une autre des limites de l'étude est son côté subjectif. En effet, l'analyse des données s'est fondée sur le discours des participants sans trianguler celui-ci par d'autres sources d'information pour asseoir l'objectivité des faits. L'étude reflète une réalité telle qu'exprimée par les répondants de l'étude.

Malgré ces limites, nous pensons que notre étude en exposant et analysant explicitement le matériel discursif de son corpus introduit des éléments de théorisation qui permettront aux chercheurs ou praticiens de mieux comprendre les objets d'investigation, de réflexion ou d'intervention qui sont les leurs. C'est en ce sens que, sans aller dans la généralité et la transférabilité, nous croyons que la production d'éléments réflexifs et théoriques découlant de notre analyse inductive de discours émergeant de résidents de la Cité écologique d'Ham-Nord contribuera à l'effort plus global de théorisation sur les pratiques intégrées de développement des communautés selon une orientation écologique.

## 9. Synthèse

La crise sociale-écologique globale se traduit par des problématiques environnementales et sociales causées par les habitudes de vie et de consommation humaines qui créent une forte pression sur les ressources naturelles. Le modèle productiviste et consumériste des sociétés modernes a une forte empreinte écologique particulièrement dans les pays développés. Conséquemment, nous voyons une conscience émergente quant à la nécessité de changer ce modèle et un besoin de changement de paradigme enveloppant le souci d'enjeux mondiaux, comme les inégalités sociales et l'insécurité alimentaire.

Nous nous référons à l'approche intégrée de travail éco-social qui propose un changement de paradigme se dégageant d'une vision strictement anthropocentrique et qui incorpore la valorisation et la protection de l'environnement naturel dans ses modes d'intervention. Dans notre cadre théorique, nous avons posé les pratiques écovillageoises comme une pratique de développement éco-social des communautés et aussi comme modèle alternatif de développement économique et social. Nous avons appris que les écovillages sont constitués de communautés, lesquelles développent de nombreuses innovations sociales associées au développement durable. Nous croyons que l'étude de

pratiques écovillageoises peut enrichir la profession du travail social en fournissant des pistes théoriques et pratiques pour mieux comprendre et alimenter ce que nous avons appelé l'intervention de travail éco-social intégré de développement des communautés.

Nous sommes satisfaits d'avoir choisi la Cité écologique d'Ham-Nord comme terrain de recherche. Terrain qui s'est dévoilé pertinent pour répondre à nos objectifs de recherche comme nous le verrons dans le prochain et dernier chapitre. Dès lors de l'entrevue de pré-recherche réalisée le 14 septembre 2017, sous un mode exploratoire, nous avons été à même de constater une correspondance, selon notre cadre théorique, entre la réalité de la Cité écologique et celle du mouvement écovillageois.

Pour conclure ce chapitre concernant la méthodologie de notre recherche, nous souhaitons que cette étude de cas que nous avons entrepris favorise la compréhension des pratiques de développement des communautés orientées vers une approche de développement durable. De pair, nous espérons que l'analyse des pratiques et des vécus de la communauté de la Cité écologique mette en lumière les principes du travail éco-social. Enfin, nous nourrissons l'espoir de donner de la visibilité aux pratiques de la Cité écologique d'Ham-Nord d'autres projets mettant de l'avant des actions innovantes dans un dessein de développement de communautés durables.



## **CHAPITRE 4**

### **RÉSULTATS ET ANALYSE**

#### **La Cité écologique et ses pratiques intégrées de développement**

Comme mentionné dans le précédent chapitre sur la méthodologie, nous avons étudié la Cité écologique en tant qu'expérience empirique de développement de communauté écovillageoise. Le but de notre recherche est d'approfondir les connaissances sur la pratique écovillageoise de la Cité écologique d'Ham-Nord pour ainsi mieux comprendre les principes qu'elle met de l'avant et alimenter notre réflexion sur le paradigme du travail éco-social en développement des communautés.

Corollairement, le présent chapitre vise alors à relever l'essentiel des manières de faire et d'être de la Cité tel que décrites par les participants de notre étude de cas. Par la suite, en discussion, nous utiliserons ces résultats pour nourrir la réflexion sur un travail social orienté vers la l'écologie, la durabilité et la construction de vivre-ensemble plus communautaire.

Notre développement se déroule en trois temps. Dans un premier, nous présentons en deux parties le projet de la Cité écologique d'Ham-Nord. D'abord, nous analysons comment nos informateurs dépeignent sommairement le projet de la Cité en tant que pratique de développement écovillageois à travers les notions de communauté, de but commun et d'innovation sociale. Ensuite, toujours dans cette première partie, nous traitons de la genèse et de l'évolution du projet écovillageois de la Cité à travers la création d'un milieu de vie intégré. Nous abordons également dans cette section l'épisode de faillite économique qu'a connue la Cité et comment se relever de ce défi a permis aux habitants de la Cité écologique de développer des dimensions importantes en matière de développement des communautés : la concertation, l'organisation, la collaboration et la participation.

Dans un deuxième grand temps, nous brossons un tableau des grandes dimensions propres au développement durable et sur lesquelles s'appuie le développement du projet écovillageois de la Cité d'Ham-Nord : les dimensions sociale, économique, culturelle et écologique. Notons que, pour des fins de clarté, nous avons choisi d'exclure la cinquième dimension du développement durable, la dimension holistique, à laquelle réfère la Cité écologique et le réseau mondial des écovillages, le Global Ecovillage Network (GEN), puisque cette dimension constitue l'intégration des quatre premières. À travers ce tableau de quatre grandes dimensions durables que nous présentons, nous verrons d'abord que la dimension sociale se traduit par des rapports de confiance et de respect mutuel, des instances et mécanismes participatifs de décision et enfin des liens ouvrant sur l'extérieur. Ensuite, avec la dimension économique, nous verrons que l'économie de la Cité écologique est au service de la communauté. Avec la dimension culturelle, nous ferons état de la recherche d'une culture visant l'harmonie du groupe à travers la croissance personnelle. Enfin, avec la dimension écologique, nous aborderons comment la conscience écologique des membres de la communauté se traduit par des pratiques respectueuses de l'environnement.

Le troisième et dernier grand temps de notre exposé vise une compréhension renouvelée des pratiques de développement des communautés orientées vers une approche de développement durable. Nous ferons état du concept de la qualité de vie tel que redéfini par nos informateurs. Nous verrons alors quatre aspects de la vie à la Cité écologique d'Ham-Nord identifiés par les participants comme favorables : la sécurité économique et la libération de temps; l'accès à un mode de vie respectueux de la nature et de l'écologie; la reconnaissance d'un pouvoir d'action, de participation et d'influence ainsi que le lien d'appartenance à la communauté.

## 1. Le projet écovillageois de la Cité

Comme mentionné en introduction, ce premier temps vise à poser le cas à l'étude. Nous procéderons en deux points. Dans le premier, nous exposerons comment nos informateurs évoquent le concept d'écovillage tout en présentant le portrait sommaire qu'ils brossent de la Cité écologique d'Ham-Nord en tant que pratique écovillageoise. Dans le deuxième, nous aborderons la genèse et l'évolution du projet écovillageois de la Cité écologique de Ham Nord en fonction de deux volets. D'abord, nous présenterons la genèse du projet de la Cité, c'est-à-dire la création d'un modèle éducatif intégré s'étendant sur l'ensemble du milieu de vie. Pour compléter, nous aborderons l'épisode de faillite économique vécu à la Cité pour en dégager les incidences qu'elle a eues sur le développement des mécanismes organisationnels et de solidarité caractérisant les pratiques de communauté de la Cité écologique.

### 1.1. La Cité écologique d'Ham-Nord : une pratique de développement écovillageois

Pour bien poser le sujet à l'étude, nous avons questionné les participants sur leurs perceptions du projet de la Cité en tant que pratique écovillageoise. Nous souhaitons savoir comment ces personnes qui expérimentent la vie au quotidien dans un écovillage se représentent cette pratique de développement durable des communautés. Pour ce faire, nous commencerons par présenter comment nos informateurs dépeignent sommairement la Cité écologique d'Ham-Nord en tant que pratique de développement écovillageois à travers les notions de communauté, de but commun et d'innovation sociale.

Voyons maintenant de quelle façon l'informateur E1 conçoit la notion de communauté dans son expérience de la Cité.

*E1 : Au début on avait vraiment aucune idée de ce qu'on était, et après ça on a vu que « Ah ! Y'a d'autres places, ça s'appelle écovillage. » [...] Le projet de la Cité c'est la communauté en tant que tel, les gens qui vivent ensemble, les aînés qui ne sont pas abandonnés quand ils sont rendus vieux à 60 ans, qui continuent à avoir tout ce dont y'ont besoin.*

Dans son discours, E1 nous fait comprendre que le projet de la Cité écologique d'Ham-Nord s'est développé en parallèle du mouvement écovillageois. C'est seulement par la suite que la communauté s'est définie en tant qu'écovillage. Concrètement, E1 évoque la communauté en tant qu'assise du projet de la Cité. De plus, lorsqu'il nomme que les « *aînés [ne] sont pas abandonnés* » il ajoute un aspect d'inclusion sociale.

Pour sa part, l'informateur E2 présente la Cité écologique comme étant un **projet collectif** où les **ressources sont mises en commun** dans une **atmosphère de confiance réciproque** dans un **but de création**.

E2 : [Le] *but au départ c'était d'avoir un projet collectif, où justement y'a pas [...] d'aspect de propriété privée. Elle est réduite au minimum. [...] [Le but c'était] que les gens se fassent confiance et qu'ils mettent en commun leur temps, leur travail, pour bâtir quelque chose.*

Dans ce discours, on retrouve les deux points saillants du développement écovillageois énoncés par nos informateurs : le collectif (ou la communauté) et le but commun de création. Voyons un autre extrait qui pose plus concrètement le projet écovillageois.

E1 : [Le projet de la Cité] *c'est, j'dirais, un p'tit monde où tout l'monde est plus ou moins égal, mais où le but c'est d'être de plus en plus autosuffisant puis prendre notre vie en main. On prend les décisions ensemble. [...] [P]our imaginer c'est quoi un peu d'avoir grandi à la Cité, j'te dirais que c'est comme si t'avais 50 pères pi 50 mères. Et frères et sœurs !*

Dans cet extrait, l'informateur E1 explique que le **but commun** du projet de la communauté de la Cité est l'autosuffisance au sens d'avoir un pouvoir décisionnel sur leur milieu de vie et une capacité d'autonomie. Il ajoute qu'à la Cité écologique, les décisions sont prises ensemble et donc qu'il y a présence d'une démocratie. Lorsqu'il nomme que la communauté de la Cité écologique est « *un p'tit monde où tout l'monde est plus ou moins égal* » il manifeste l'aspiration de la communauté à l'équité. Ainsi, à la lumière des propos de E1, la Cité écologique d'Ham-Nord est un écovillage où les gens se rassemblent pour avoir un plus grand pouvoir de gouvernance et ainsi améliorer leurs conditions de vie selon leurs aspirations, tel l'équité.

L'informateur E1 nous décrit aussi l'aspect familial de la communauté de l'écovillage en nommant que vivre à la Cité « *c'est comme si t'avais 50 pères pi 50 mères. Et frères et sœurs !* » De son côté, l'informateur E3 explique que la Cité écologique est un milieu de vie intégré.

E3 : *On a tendance à voir des gens granos qui vivent dans des maisons écologiques hippies et j pense que cette vision-là des écovillages, c'est pu ça, c'est plutôt de **créer un milieu de vie et d'intégrer l'éducation, d'intégrer les entreprises, d'intégrer tout ça.***

Dans cet extrait, E3 laisse entendre que le projet de la Cité repose sur un objectif de création d'un milieu de vie qui intègre l'éducation et les entreprises. Toutefois, lorsqu'il dit : « *Il y a des aspects d'écovillage que je trouve qu'on a bien, il y a des aspects qu'on a moins bien et il y a des aspects qu'on a mieux.* » il nous fait comprendre que, selon lui, certaines dimensions du développement écovillageois sont bien intégrées à la Cité écologique, alors que d'autres méritent plus d'attention. Les « *aspects* » auxquels fait référence E3 sont les dimensions sur lesquels repose le développement durable écovillageois, c'est-à-dire les dimensions écologique, sociale, économique et culturelle. , E1 et E2, relativement à cette notion d'intégration des dimensions du développement durable, expliquent que chaque écovillage a sa propre culture et donc un but commun qui prend différente tangente en fonction des dimensions durables du développement écovillageois qui se rattachent le plus aux valeurs des membres de sa communauté.

E1 : *Les écovillages j'en ai visité plusieurs et c'est **extrêmement différents les uns des autres.** Il y en a aucun qui est pareil. Il y en a qui vont être **axés justement sur l'écologie, [d'autres] c'est plus le yoga, la méditation, la spiritualité.** C'est des gens qui font **l'effort de vivre ensemble et d'essayer de bâtir un projet le plus possible écologique.***

E2 : [Un écovillage] *c'est **un regroupement de personnes qui travaillent ensemble dans un but ou des buts communs.** Un écovillage moi je dirais que c'est ça à la base. Après ça, il y a des écovillages qui sont **plus axés sur l'aspect spirituel, sur l'aspect social, sur l'aspect culturel, artistique, écologique.** Chaque écovillage a comme sa tangente [...], son orientation, sa culture si on veut, qui est différente d'un écovillage à l'autre. **Chaque écovillage a vraiment une culture qui lui est propre.***

E1 et E2 précisent que certains écovillages sont plus axés sur l'aspect écologique, l'aspect social ou encore sur l'aspect spirituel, donc, bien qu'il y ait une volonté « d'intégrer » (comme le nommait E3) les différentes dimensions du développement durable (écologique, économique, sociale et culturelle), il y a toujours une tangente prédominante vers une ou plusieurs dimensions. Dans le cas qui nous concerne, les écovillageois de la Cité écovillage d'Ham-Nord souhaitent travailler davantage sur la dimension environnementale de leur développement notamment en construisant des bâtiments plus écologiques. Cependant, la dimension économique semble valorisée de façon optimale à la Cité écologique. En effet, l'informateur E4 appuie les propos de E3.

E4 : On est 100% autonomes économiquement et on génère des emplois pour les gens de la région. C'est vraiment un grand grand plus que j'ai pas vu dans aucun autre écovillage, aucun...

Ce témoignage nous informe de l'autonomie financière de la Cité, au sens où elle génère suffisamment d'emplois pour toute sa communauté, et pour quelques dizaines de personnes de la région. Comme nous le verrons plus loin, lors de la présentation de la dimension écologique, un des nombreux avantages de cette autonomie financière est la réduction de l'empreinte écologique produite par le transport puisque tous les membres travaillent dans l'enceinte de la Cité, et ce, dans une diversité d'emplois.

Enfin et dans un autre ordre d'idées, l'informateur E4 déclare qu'un écovillage est un milieu propice et stimulant pour donner place à l'innovation sociale.

E4 : *[P]our moi, un écovillage, c'est la plateforme qui nous permet justement de faire des **expériences en innovation sociale**, avec les prises de décision et bien sûr en réduisant notre empreinte écologique, mais tout en augmentant notre qualité de vie.*

En effet, ce dernier participant, nomme en exemple d'innovation sociale leur nouvelle serre aquaponique inspirée du modèle d'architecture écologique du Earthship de Michael Reynolds, construite à la Cité écologique lors de l'été 2017. Ce projet témoigne de la préoccupation de réduction de l'empreinte écologique comme étant une affaire centrale prônée à la Cité écologique d'Ham-Nord dans l'établissement de leur mode de vie. Leur

communauté souhaite bâtir d'autres constructions vertes afin de réduire davantage leur empreinte écologique. Dans la même optique, sans être la première, la communauté de la Cité est parmi les pionnières en agriculture biologique au Québec. De plus, nous avons appris qu'ils ont centralisés les services et les secteurs d'activités à l'intérieur même de l'écovillage dans l'optique de diminuer la dépendance aux moyens de transport et au pétrole. Notons que la Cité écologique d'Ham-Nord est parmi ces rares communautés intégrées qui peuvent se vanter d'avoir à la fois une école sur le territoire de l'écovillage et de fournir un emploi à tous ses habitants.

Pour conclure, nous retenons que, pour nos informateurs vivant dans l'écovillage de la Cité écologique, les trois caractéristiques centrales d'un développement écovillageois sont la communauté, la présence de buts communs et la vision intégrée des dimensions du développement durable. De plus, le savoir expérientiel de nos répondants à l'étude nous apprend que l'intégration des dimensions varie d'un écovillage à l'autre et, qu'à la Cité écologique, il y a un travail constant qui se fait pour mieux intégrer l'ensemble des dimensions écologique, sociale, économique et culturelle. Enfin, à la lumière des discours des participants, la Cité écologique est présentée comme un projet collectif où les ressources sont mises en commun dans une atmosphère « familiale » teintée de confiance réciproque dans un but de création et d'autonomie financière. La communauté apparaît donc comme la pierre angulaire du développement de la Cité écologique d'Ham-Nord.

## **1.2. La genèse et l'évolution du projet écovillageois**

Nous présentons ici le processus de développement du projet de la Cité écologique d'Ham Nord et comment il est devenu un milieu de vie intégré. Nous avons vu que cette aventure est née d'un intérêt pour l'éducation alternative. Toutefois, nous verrons que leur projet a vite débouché sur une volonté élargie d'intégrer différents types d'activités favorisant l'atteinte de ces objectifs éducatifs. Ce processus intégratif nous apparaît important pour comprendre comment s'est constitué le projet de la Cité écologique. Outre cette genèse, la presque faillite économique qu'a connue cette communauté nous semble importante pour saisir comment, historiquement, elle a contribué à développer ses mécanismes organisationnels et de solidarité encore actuels à ce jour. Nous abordons ces

deux temps de l'évolution de la Cité écologique d'Ham Nord pour ensuite faire ressortir une compréhension renouvelée des pratiques de développement des communautés orientées vers une approche de développement durable et, par le fait même, de mieux comprendre les principes de ce que pourrait être un travail éco-social de développement des communautés.

### **1.2.1. Un modèle éducatif alternatif ouvrant sur un développement intégré de la communauté**

À travers les narrations des participants, il apparaît que le projet d'école alternative se définit comme le noyau motivateur à la migration des gens à l'intérieur de la Cité écologique. En effet, la création de l'école fut instigatrice de l'écovillage. Et, rapidement s'est fait sentir un désir de proposer un modèle plus intégratif à leurs enfants débordant le simple espace de l'école.

E1 : *[M]a mère était une des premières arrivées. Mon père est arrivé quelques années plus tard et là ils se sont rencontrés et ont eu ma sœur et moi. Pi c'est ça. Eux-autres ont vraiment fait ça parce **qu'ils voulaient donner quelque chose de meilleur à leurs enfants**. Beaucoup d'personnes qui sont arrivées ici c'tait pour ça. [S]oit eux-mêmes avaient des problèmes à l'école ou leurs enfants avaient des problèmes à l'école et ils voulaient chercher une alternative, **bâtir leur propre école qu'ils pourraient plus manager eux-mêmes**.*

E3 : *Ma mère a toujours cherché une école pour ses enfants avant même d'avoir des enfants. Elle a toujours **cherché une école différente** pour ses enfants [...] Et ici, la Cité, y'avaient fait une campagne pour promouvoir l'école et tout ça. Y'avaient écrit des livres pour aller chercher du nouveau monde à c't'époque-là. [...] Et là mon père avait acheté un livre et quand t'achetais un livre, t'avais une fin de semaine gratuite. [...] Finalement, ils sont venus, et ont emménagé ici les deux (rire).*

E4 : *Mon père travaillait avec quelqu'un qui est venu ici un moment donné et il a parlé de ça et mon père a dit : «Ça y est! Je veux aller voir!» **[C]e qui l'a motivé c'était l'éducation et l'intégration de l'éducation et de l'environnement**.*

Les gens qui se sont installés à la Cité écologique dans les années 80-90 étaient motivés par un désir de proposer à leur famille une alternative au modèle éducatif québécois.



Lorsque l'informateur E1 nomme, en parlant des fondateurs de la Cité écologique, que « *Eux-autres ont vraiment fait ça parce qu'ils voulaient donner quelque chose de meilleur à leurs enfants.* » on voit que ces parents-fondateurs croyaient que la Cité écologique ainsi que le modèle éducatif proposé seraient bénéfiques pour le développement de leurs enfants. Lorsque E1 dit que ses parents souhaitaient pouvoir « *bâtir leur propre école qu'ils pourraient [...] manager eux-mêmes* » nous pouvons y lire que la motivation profonde se fondait d'abord sur une vision ou une intuition préexistante de ce qu'est une école offrant une bonne éducation. Cela affiche une conformité quant aux valeurs des parents en matière d'éducation et indique que celles-ci ne correspondaient pas à celles véhiculées dans le système québécois. E3 dit que sa mère « *cherch[ait] une école différente pour ses enfants* ». On voit que ces parents fondateurs partageaient un intérêt et une motivation à participer à la création d'un modèle éducatif novateur. Alors sur quelles spécificités reposait ce modèle? E4 nous lance une piste lorsqu'il dit que son père était motivé à s'installer à la Cité en raison de « *l'intégration de l'éducation et de l'environnement* ». Cela évoque la volonté d'offrir un modèle plus intégratif aux jeunes et montre que ce projet éducatif débordait des simples murs de l'école puisqu'il s'étendait à l'ensemble du territoire du milieu de vie.

Comme déjà présenté dans la partie traitant du cas à l'étude dans la méthodologie, Michel Deunov Cornellier est l'instituteur du camp d'été éducatif qui eut lieu à l'été 1983 sur la terre occupée aujourd'hui par l'écovillage. Le projet initial à la Cité écologique trouve son fondement dans la pensée de ce dernier alors qu'il était encore un enfant.

E4 : *À 7 ans, [Michel] s'est dit : «Eille moi étudier comme ça la, ça m'convient pas trop trop.» (rire) Il a commencé par le camp d'été, mais ce qu'il voulait vraiment justement, c'était offrir ça à l'année : [un] milieu éducatif où tu as une meilleure cohérence entre ta cellule familiale, ton environnement puis l'école.*

E2 : *[Ç]a a toujours été un projet [d']avoir une pédagogie alternative, beaucoup de temps en nature, et des apprentissages plus concrets, plus manuels, pas juste rester assis sur un banc d'école. [...] C'est parti d'un camp de vacances l'été qui était en nature pour les enfants.*

Ainsi, le modèle alternatif d'éducation qui a interpellé les parents reposait sur « *une meilleure cohérence entre [la] cellule familiale, [l']environnement puis l'école* » et sur des « *apprentissages plus concrets, plus manuels* ». Cela révèle, de la part des parents-fondateurs, une vision non cloisonnée. Ces fondateurs ont pensé à la mise en lien de l'éducation avec le reste de la vie en communauté; et ce tant pour la réussite de l'éducation que pour les autres dimensions du vivre ensemble en famille, mais en communauté aussi. Dans un premier temps, on parle de « *cohérence* », donc d'accord entre les différents éléments constituant l'environnement de l'enfant. On parle d'un modèle éducatif qui repose sur une harmonisation entre la cellule familiale, l'école et tout ce qui constitue l'environnement du jeune. Les diners communautaires réunissant tous les membres de la Cité écologique du lundi au samedi dans la salle commune, située dans la même bâtisse que l'école, sont un exemple de ce désir d'harmonisation. Cela nous ramène à un désir de cohésion entre les différents systèmes de l'enfant (famille, école, amis) et suggère un paradigme systémique de l'éducation. Dans un deuxième temps, on parle d'« *apprentissages plus concrets* » et « *manuels* ». E3 donne différents exemples de ceux-ci :

*On a un milieu de vie par rapport à l'éducation. Il y a une école, les enfants apprennent la matière scolaire normale, mais ils vont apprendre plus tu sais. Ils vont apprendre à faire du pain, ils vont apprendre à cuisiner, [...] à repasser, [...] à coudre... Ils vont apprendre toutes sortes de petites choses qui vont leur apporter, qui sont **complémentaires** à l'éducation.*

Ici, on parle de complémentarité entre les apprentissages dits normaux et ceux dits concrets. Les apprentissages détaillés par E3 sont des exemples de savoir-faire qui se rapportent aux activités de la vie quotidienne. Il est possible de faire un parallèle avec les cours d'économie familiale qui se donnaient dans les écoles secondaires québécoises durant les années 80-90. Cette notion de complémentarité nous ramène à celle de l'intégration rapportée par E4 lorsqu'il nommait la motivation de son père à emménager à la Cité en raison de « *l'intégration de l'éducation et de l'environnement* ». Nous ne croyons pas nous tromper en affirmant que les participants parlent alors d'un modèle éducatif complet et intégré. Intégré tant à l'environnement social de l'enfant qu'à son environnement physique. De son côté, E2 nomme la grande proportion qu'occupe le «

*temps en nature* » auquel les jeunes ont accès. Ces références à l'environnement physique nous donne à croire que l'aspect du territoire est un élément considérable, sans compter que l'école est située en pleine campagne sur un territoire vaste, vert et propice aux expérimentations agricoles. Outre de vivre dans un milieu plus intégré, non cloisonné, il y a une notion de territorialité primordiale. La communauté vit un rapport engagé avec le territoire constituant la Cité écologique d'Ham-Nord. Les propos du participant E2 réfèrent aussi au rapport de la communauté avec la nature que nous aurons l'occasion de détailler plus en détail en troisième temps lorsque nous aborderons la notion de qualité de vie redéfinie et reliée à un mode de vie en respect de la nature.

Bref, le désir de proposer un modèle intégratif et un projet éducatif qui déborde le simple espace de l'école est un élément central du contexte de développement de la communauté de la Cité écologique. Si l'on s'en tient à l'expérience de la Cité d'Ham nord, l'idée d'un **milieu intégré** plutôt qu'en silos semble s'harmonise à une approche écologique de développement des communautés. De plus, à travers les entrevues, un autre élément historique important permet de comprendre comment la dimension économique est devenue, à son tour, centrale dans l'évolution des pratiques de développement communautaire de cet écovillage : la crise financière de la communauté à la fin des années 80.

### ***1.2.2. Une faillite à l'origine d'une plus grand capacité organisationnelle et d'une plus forte solidarité***

L'épisode de la faillite est un événement historique marquant pour la Cité écologique d'Ham-Nord. Ce bouleversement a contribué à développer des aptitudes au sein de la communauté en matière de concertation et d'organisation. De fait, cette faillite financière a été un tremplin pour mettre de l'avant leur logique communautaire-citoyenne et les a poussé à augmenter leur degré d'investissement en matière de collaboration et de participation. En effet, c'est grâce à leurs efforts de collaboration et en restant solidaires que ces écovillageois se sont reconstruit une économie plus stable permettant aujourd'hui de répondre à leurs besoins. Voyons concrètement comment cette crise économique a influencé le développement de la Cité.

E3 : *Au début, les gens ne vivaient que de tourisme, d'agriculture bio, et il y avait un restaurant et ils recevaient 200 personnes par fin de semaine et ça roulait de même.*

Dans les premières années, l'économie de la Cité écologique dépendait presque entièrement du public. C'est pourquoi, suite à une campagne de presse où on prêtait un caractère sectaire à la Cité, l'économie de l'écovillage a été affectée au point de faire faillite en 1992. Les médias ont influencé l'opinion publique et les gens ont cessé d'aller à la Cité. L'épisode de la faillite a été déterminant pour le développement de la Cité écologique.

E3 : *Ça a fait tomber les entreprises qui ne vivaient et dépendaient que du public. À ce moment-là, ben c'est sûr que **les parents en place se sont dit : «On va trouver une source de revenus, mais qui dépend pas de l'opinion publique»**. Et il y avait 5 entreprises de couture à Ham Nord , donc, avec l'aide du village, on a commencé à coudre. [...] Il y avait une seule personne à la Cité qui savait coudre, que c'était ça son métier. C'est elle qui l'a montré à tout le monde. Elle a voulu pas (rire), en plus elle a voulu pas faire ça parce qu'a connaissait le métier (rire). Elle l'a fait. Elle a montré à tout le monde à coudre. Donc **l'organisation qui s'est fait à ce moment-là c'est : «On va tous être associés»**.*

E2 : *La faillite a été dû à une mauvaise presse qu'il y a eue de l'écovillage. Donc moi, ce que j'ai l'impression, c'est que **la communauté s'est comme refermée pendant quelques années** et les gens qui étaient ici ont travaillé ensemble comme des fous [...] pour tout racheter les bâtiments et les acquis. [...] **Ils avaient à peine assez de quoi manger** après la faillite, donc ça a pris des années après ça qu'ils travaillent vraiment fort presque **jour et nuit** [...] mais c'est ça qui a permis ultimement d'être capable d'avoir une santé financière et de se payer les besoins du quotidien. Donc les gens **ont fait beaucoup de sacrifices** pendant ces années-là. [...] Des fois c'est **une pression** la. Tu sais, je pense pas que les gens me font sentir que j'en fais pas assez des fois, mais c'est moi peut-être qui sens que ces gens-là sont encore dans ce mode-là de «Go Go Go ».*

Ainsi, la faillite a eu des impacts sur la communauté à différents niveaux, notamment au niveau économique et social. D'abord, il a été nécessaire de trouver une nouvelle manière de répondre aux besoins économiques pour assurer les besoins de base des membres de la Cité, car, comme le nomme E2, ils « *avaient à peine assez de quoi manger* ». E3 explique

alors que les « *parents en place* » se sont regroupés. Ces parents en question sont les parents-fondateurs de la Cité, ceux-là mêmes qui souhaitaient offrir à leurs enfants un nouveau modèle éducatif. Ceux-ci se sont donc concertés pour trouver une « *source de revenus* » alternative à leur économie basée sur l'opinion publique et c'est ainsi qu'ils ont opté pour la couture puisque ce marché semblait économiquement viable. C'est donc en collaborant et en restant solidaires qu'ils ont réussi à retrouver une économie viable. Ensuite, ils ont passé par un processus d'apprentissage et de formation comme en témoigne E3 lorsqu'il dit que la « *seule personne à la cité qui savait coudre [...] a montré à tout le monde à coudre.* » De plus, il ajoute que « *l'organisation qui s'est fait à ce moment-là c'est : «On va tous être associés* », donc les parents-fondateurs ont aussi mis en place une structure organisationnelle non-hiérarchique. Les personnes qui vivaient à la Cité à cette époque ont participé et se sont mobilisées « *jour et nuit* » dans l'optique de redonner une « *santé financière* » à l'écovillage et poursuivre ou débiter les projets correspondant à leur vision et leurs buts. Aujourd'hui, les « *sacrifices* » ont porté fruit et l'économie de la Cité écologique d'Ham-Nord permet de répondre aux besoins des quelque 80 habitants en plus de contribuer au développement continu de l'écovillage. Bien entendu, cet épisode de crise financière a influencé ce développement et continu de le faire.

E2 dit que « *la communauté s'est [...] refermée pendant quelques années* » suite aux événements<sup>8</sup> conjugués à la faillite. Ce confinement auquel réfère E2 a certainement contribué à rehausser leur sentiment d'appartenance au sein de leur communauté. De plus, E2 ajoute qu'il y a parfois « *une pression* » découlant du niveau d'énergie déployé par la communauté qui n'est pas le même d'une personne à l'autre. Que cette pression à se démener soit réelle ou perçue, l'impact de la faillite s'est fait sentir de manière déterminante sur les habitants de la Cité écologique et a encore des répercussions aujourd'hui. E3 ressent aussi les effets de la crise financière vécue.

E3 : *On a vécu différentes époques à la Cité écologique dont des périodes où financièrement c'était très serré, donc malgré nos valeurs écologiques de*

---

<sup>8</sup> Pour de plus amples détails voir le livre « La Cité Écologique de Ham-Nord jugée Non-Coupable » écrit par Marie-Josée Duval, avocate et résidente-enfant de la communauté à l'époque de la faillite.

*manger bio, malgré tout ça il y a eu des concessions de faites sur certains aliments, des légumes ou des fruits l'hiver, d'acheter non bio pour au moins avoir une diversité. Sauf qu'on est dans une époque où on est plus aisés financièrement qu'on l'a déjà été. Un moment donné... les bâtisses sont payées là (rire) et ça va un peu mieux. Donc, c'est ça, **c'est comme si c'était toujours resté en place.***

D'après le témoignage de E2, les habitants de la Cité écologique ont gardé des réflexes suite à l'épisode de la faillite. Certains des choix économiques qui ont été pris comme habitudes en période de crise sont difficiles à faire changer. Une résistance au changement est observable et celle-ci est le résultat de plusieurs années de sacrifices et de dur labeur. Cette résistance peut parfois être source de désaccord entre les habitants qui souhaitent aller de l'avant et ceux plus réfractaires à certains égards.

Outre ce repli transitoire de la communauté sur elle-même, la crise économique vécue par les membres de la communauté de la Cité écologique d'Ham-Nord a contribué à développer des aptitudes au sein de la communauté se rapportant aux concepts de développement des communautés vus dans le cadre théorique. Notons qu'en matière de concertation et d'organisation, les écovillageois ont mobilisé leur logique communautaire-citoyenne ainsi que leur capacité de collaboration et de participation comme stratégies d'adaptation. Ainsi, les membres de la communauté ont mis en commun leurs ressources plutôt que de faire chacun pour soi à la suite des défis qui se sont présentés à eux.

Finalement, la Cité écologique s'est développée avec l'objectif d'offrir un modèle éducatif intégré qui dépasserait le simple espace de l'école et qui bénéficierait à tous. En s'en tenant à l'expérience de la Cité d'Ham-Nord, de par la mise en commun des connaissances, des aptitudes et du processus de décision, s'inscrit dans une optique de milieu intégré, condition dans une approche de développement durable des communautés. Enfin, nous pouvons retenir que cette résilience de groupe dont a fait preuve les habitants de la Cité laisse croire que les avantages perçus par ces écovillageois relatifs à leur milieu de vie étaient plus grands que les inconvénients de la faillite.

## 2. Les dimensions du développement durable dans le projet écovillageois de la Cité

Après avoir parlé de la Cité écologique comme écovillage, abordons maintenant les dimensions du développement durable telles qu'elles se définissent à travers les pratiques de la Cité écologique d'Ham-Nord. Cette description permettra une meilleure compréhension des pratiques de développement durable des communautés. Elle sera présentée en quatre parties représentant chacune des dimensions du développement durable écovillageois, excluant la dimension holistique qui se caractérise par l'accord entre les quatre autres dimensions (sociale, économique, culturelle et écologique). Dans la première partie, nous aborderons la **dimension sociale** telle qu'elle s'orchestre dans l'écovillage de la Cité écologique, selon nos informateurs, afin d'en extraire les éléments d'intérêt pour la profession du travail social. Pour ce faire, nous dégagerons les principes inhérents aux rapports sociaux vécus à l'intérieur de la communauté. Nous décrirons ensuite les instances et les mécanismes de gouvernance et, finalement, nous ouvrirons sur les rapports entre les écovillageois de la Cité et le reste du monde. En deuxième partie, nous présenterons comment s'organise la **dimension économique** à l'intérieur de la Cité écologique d'Ham-Nord et nous verrons qu'elle comporte des éléments se rapportant aux concepts d'économie sociale et d'économie locale. En troisième partie, nous ferons état des valeurs de cheminement personnel et d'harmonie citées par les participants de l'étude de cas permettant de comprendre les spécificités de la **dimension culturelle** à la Cité. Enfin, nous décrirons les pratiques mises en place par la communauté de la Cité écologique pour réduire leur empreinte écologique et témoignant de l'intégration de la **dimension écologique** au projet de l'écovillage.

## **2.1. La dimension sociale : la communauté comme pierre angulaire du projet**

Nous abordons, ici, la dimension sociale telle qu'elle s'organise à la Cité écologique en trois points. D'abord, nous présenterons les principes sur lesquels reposent, selon nos informateurs, les rapports entre les membres de la communauté de la Cité, c'est-à-dire le respect des différences, la réduction des inégalités, la confiance et l'équilibre entre l'espace personnel et communautaire. Ensuite, les instances et mécanismes de délibération et de décision seront exposés. Nous présenterons alors les thèmes principaux abordés par les principales instances de gouvernance (le conseil d'administration (CA), l'assemblée des membres, le Comité des Responsables de secteurs et le Comité des Parents) ainsi que les mécanismes de prise de décision dont les assises sont la démocratie participative, la concertation multisectorielle, la participation citoyenne et l'inclusion. Enfin, nous explorerons les liens que la communauté de la Cité écologique entretient avec le village d'Ham-Nord ainsi qu'à l'échelle nationale et internationale. Nous verrons que la Cité étend son objectif d'éducation intégré au-delà des frontières de la communauté de l'écovillage et qu'il y a une ouverture réciproque entre l'écovillage et le reste du monde.

### ***2.1.1. Des rapports de confiance et de respect mutuel***

Comme nous l'avons vu dans le premier temps du présent chapitre, à la Cité écologique, la communauté est la pierre angulaire du développement. Pour assurer la pérennité du projet et la durabilité de rapports sociaux au sein de la collectivité, les écovillageois se sont dotés de principes que nous mettrons en lumière à l'aide d'extraits des entrevues. Nous verrons d'abord que les membres de la Cité partagent une volonté de respect et d'acceptation des différences. Ensuite, nous explorerons le principe de réduction des inégalités tel que présenté par nos informateurs et qui est conjointement lié à une recherche d'équité. À travers cette exploration, nous verrons que la confiance entre les membres de l'écovillage s'impose comme principe. Enfin, nous aborderons l'équilibre entre l'espace privé et communautaire qui représente à la fois un principe et défi du quotidien pour la communauté de la Cité.



D'abord, présentons trois extraits d'entrevue mettant en lumière l'importance, pour les résidents de l'écovillage, de **respecter et d'accepter les différences** qu'il peut y avoir entre eux.

E2 : *[T]u vois que les gens ont beaucoup travaillé sur eux-mêmes durant ces 30 années-là. Parce qu'il y a **des gens aux personnalités vraiment différentes** ici. Mais je pense qu'il y a **une différence** entre [...] **ne pas avoir d'affinités avec quelqu'un, mais le respecter quand même.***

E1 : *Autant il y a des gens plus hippie, il y en a d'autres plus business «on veut faire d'argent». Il y a vraiment toutes, toutes sortes de personnes. Je pourrais dire que je pense que **ce qui nous tient c'est vraiment [l'objectif d'offrir le meilleur environnement aux enfants] et ce qui nous aide c'est notre volonté de s'entendre malgré nos différences.***

E4 : *[M]ême s'il y en a un qui mange plus, c'est pas plus dur pour lui et il n'a pas à payer plus. Il contribue aussi... donc c'est d'arriver à **s'accepter dans sa diversité et dans son unicité.***

Les informateurs E2 et E1 parlent de « *différences* » alors que E4 parle de « *diversité* » et d' « *unicité* » ce qui rend compte que le caractère unique de chacun est reconnu. Lorsque E2 explique qu'il y a « *une différence* entre [...] *ne pas avoir d'affinités avec quelqu'un, mais le respecter quand même* », on comprend que tous les membres de l'écovillage ne partagent pas les mêmes habitudes de vie, les mêmes valeurs, les mêmes croyances et que, malgré cela, ils se respectent. E1 précise que c'est cette « *volonté de s'entendre malgré [leurs] différences* » qui les aide à assurer la pérennité de l'écovillage. Par exemple, des membres de la communauté sont végétariens et d'autres ne le sont pas; certains priorisent l'alimentation biologique, d'autres l'alimentation variée; certains ont comme priorité la réduction de l'empreinte écologique alors que d'autres ont surtout à cœur l'aspect communautaire, etc. Ces différences peuvent parfois créer des désaccords, mais les gens ont à cœur de se respecter pour assurer l'harmonie puisque le bien-être du groupe est primordial.

En ce qui a trait à la **réduction des inégalités sociales**, E4 l'aborde lorsqu'il dit que « *même s'il y en a un qui mange plus, c'est pas plus dur pour lui et il n'a pas à payer plus* ». À la Cité écologique, les résidents ont tous accès aux mêmes ressources indépendamment de leur statut d'emploi, de leur âge, de leur genre ou de leur croyance.

E4 : *[L]es écovillages ont vraiment un pouvoir de réduire le plus possible les inégalités sociales. Si je prends mon exemple, mes parents ont énormément de bonne volonté, mais les deux ont des conditions de santé qui les limitent un peu dans leurs activités. Mes grands-parents sont très pauvres. On partait avec moins de chance disons que ma meilleure amie en classe que sa mère est avocate et son père ingénieur. Mais, on a eu accès exactement aux mêmes choses; à une alimentation de qualité, à un environnement sain, à des belles maisons, à des beaux voyages (rire)...*

E1 : *[L]'égalité [...] entre les humains ça n'existe pas, mais disons qu'on dit «Tout l'monde a, que tu sois cuisinière ou comptable ou avocat, tout l'monde a les mêmes services, les mêmes choses.» Y'a pas d'inégalité dans ce sens-là.*

En faisant référence au regroupement des ressources de la collectivité, tel qu'abordé au point 4.1.3., E4 nomme que « *les écovillages ont [un] pouvoir de [réduction des] inégalités sociales.* » En mettant en commun leurs avoirs, les résidents de la Cité écologique ont tous accès « *aux mêmes choses; à une alimentation de qualité, à un environnement sain, à des belles maisons, à des beaux voyages...* » L'informateur E1 ajoute, toutefois, un bémol en émettant que « l'égalité [...] entre les humains ça n'existe pas ». À la Cité écologique, il est perçu comme impossible d'atteindre une égalité parfaite dans une société puisque certaines personnes s'impliqueront plus que d'autres ou que certaines auront des besoins plus grands au niveau de certaines ressources. C'est alors qu'il faut avoir **confiance** les uns envers les autres que tous tenteront de rééquilibrer les choses pour atteindre un niveau d'équilibre respectable. L'extrait suivant témoigne de cette façon de voir :

E2 : *On mise sur la bonne volonté des gens. Je peux manger plus de poulet qu'un autre, donc j'vais coûter plus cher en viande qu'un autre, mais quelqu'un va utiliser plus souvent sa voiture que moi. De toute façon y'a jamais rien de juste à 100% dans la société. Donc c'est juste, comme je te dis, qu'on mise sur la confiance qu'on a chacun entre nous.*

En plus de renchérir sur le fait que l'égalité parfaite est inatteignable, l'informateur E2 explique que, pour atteindre l'**équité**, les écovillageois de la Cité écologique d'Ham-Nord comptent « *sur la bonne volonté de tous* » et « *sur la confiance* » qu'ils ont entre eux. Ceci sous-tend qu'il est nécessaire d'avoir un sentiment de sécurité, d'assurance et d'espérance ferme envers la collectivité pour assurer le développement d'une communauté axée sur le développement durable tel que la Cité écologique.

Enfin, d'après l'informateur E4 **l'équilibre entre l'espace personnel et l'espace communautaire** est un autre aspect qui ressort comme ayant une forte importance pour assurer la pérennité de la communauté. Il explique que « *Si tu déséquilibres ton espace privé pi ton espace communautaire, ça devient pas agréable (rire). Le vivre ensemble est plus dur (rire)* ». À la lumière de ce témoignage, la possibilité de déséquilibre est un enjeu auquel font face les résidents de la Cité écologique. La vie communautaire se vit intensément avec ses côtés positifs et ses côtés parfois plus éprouvants. Par exemple, un participant explique que, lors d'un décès les personnes endeuillées ressentaient parfois le besoin de s'isoler complètement pour éviter l'intensité de la communauté.

E1 : [L]es gens voulaient pas se montrer. Ils pouvaient passer une semaine à pas sortir de leur maison parce qu'il ne voulaient pas se faire accoster par chaque personne qui lui dise comment elle est triste. [C]'est vraiment intense. En même temps, tu as toutes ces personnes-là qui te supportent, qui t'aiment comme leurs propres enfants, qui veulent le meilleur pour toi, donc ça a aussi des bons côtés.

À ce sujet, les membres se sont concertés afin de laisser l'espace nécessaire aux gens qui doivent vivre un deuil. Il y a donc des efforts qui sont pris pour assurer un meilleur équilibre entre l'espace privé et l'espace communautaire afin que tous soient respectés et que la communauté, ainsi que ses membres, se porte bien. Dans le même ordre d'idée, un des habitants de la Cité fait ressortir l'importance de trouver un juste accord au niveau de l'implication dans la vie communautaire. « *C'est pas toujours facile, c'est un défi dans une communauté je te dirais, d'avoir le bon équilibre entre s'impliquer assez et se respecter et prendre du temps pour soi. C'est un défi quotidien je te dirais.* » La recherche d'équilibre entre les moments de solitude et l'implication communautaire est

un défi auquel font face les membres de la communauté de la Cité. Bref, pour perdurer, la communauté de la Cité d'Ham-Nord s'est dotée de principes de respect des différences, d'équité, de confiance et d'équilibre entre l'espace personnel et communautaire.

### ***2.1.2. Des instances et des mécanismes participatifs de décision***

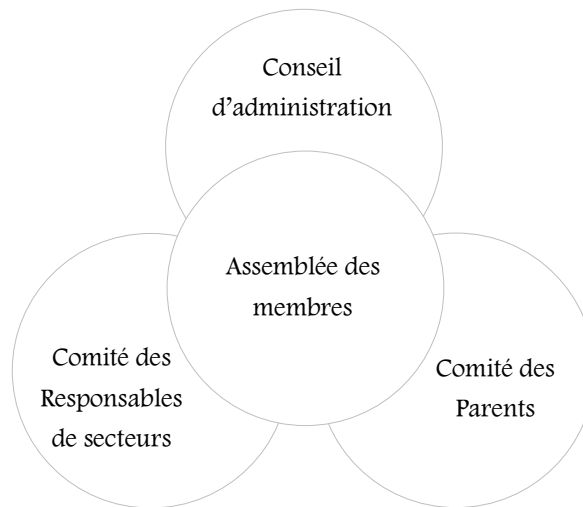
En cohérence avec les principes sociaux dont s'est dotée la Cité écologique, les lieux, modes et stratégies de délibération et de décision à l'intérieur de la communauté sont basés sur des principes de participation citoyenne, concertation multisectorielle, démocratie directe et inclusion. Comme il a été abordé précédemment, les citoyens de la Cité écologique ont mis ces principes en œuvre notamment lors de l'épisode de la faillite. Voyons maintenant plus en détail les instances et mécanismes de décision à la Cité écologique d'Ham-Nord.

Les principales instances de délibération et de décision sont le Conseil d'administration (CA), l'Assemblée des membres, le Comité des Responsables de secteurs et le Comité des Parents. En plus de ces instances, plusieurs autres comités ont été créés pour répondre à des besoins spécifiques. Parmi ceux-ci, nommons le groupe d'achat La Relève qui prend en charge l'achat des aliments non produits par la communauté ainsi que le comité les 7 R créé en 2018 visant à mettre en place des stratégies pour réduire les déchets à l'intérieur de l'écovillage. Chacune des entreprises a aussi ses propres comités de gestion.

Comme illustrées dans la Figure 5 qui se retrouve à la page précédente, les instances principales de délibération et de décision sont symbiotiques. Elles sont complémentaires, car chacune des instances (ou groupes) a un thème majeur. **L'assemblée des membres** est centrale et en avant-plan des autres instances puisqu'il est le lieu où les décisions sont prises concernant l'ensemble de la communauté. Le thème majeur de cette instance est le choix des lignes directrices. Pour qu'une décision soit acceptée, elle doit l'être par 80% des membres présent à l'assemblée. **Le CA**, quant à lui, l'informateur E4 explique qu'il vise à « *s'assurer du bon fonctionnement [et] s'assurer que les décisions [prises] en assemblées des membres sont reflétées dans chacun des cercles, dans chacune de nos*

*activités* ». Le thème majeur du CA est la gestion des éléments sociaux. E4 précise que les assemblées des membres ont lieu 6 à 7 fois par année alors que le CA se rencontre tous les mois donc qu'il permet d'assurer un suivi plus régulier. E4 nous dit que le CA est composé d' « *un représentant de chaque secteur d'activité de l'écovillage* » et E3 précise que « *sur le CA il va y avoir la personne qui est responsable des fêtes, la personne qui est responsable des déménagements...* » Ensuite, **le Comité des Responsables de secteurs**, E2 le décrit comme le « *comité [...] qui gère plus le budget.* » Comme son nom l'indique, il est constitué des responsables de secteurs c'est-à-dire « *des comptables, [...] un représentant Respecterre, un représentant de la cuisine, un représentant de la pédagogie, un représentant de toutes les compagnies. Les jeunes entrepreneurs [...] aussi.* » Le thème majeur de ce comité est la gestion des budgets communs. Enfin, **le Comité des Parents** a comme thème majeur l'école et l'éducation. Le projet éducatif étant l'élément rassembleur du développement de la communauté de l'écovillage, les parents sont au cœur des décisions.

Figure 5 - Structure de gouvernance de la Cité écologique d'Ham-Nord



Ces différentes instances que sont le CA, l'Assemblée des membres, le Comité des Responsables de secteurs et le Comité des Parents offrent des mécanismes de prise de décision dont les assises sont la démocratie participative, la concertation multisectorielle, la participation citoyenne et l'inclusion.

Voici deux extraits tirés des entrevues permettant de mieux saisir le fonctionnement des différentes instances :

E4 : [A]lors *on a nos cercles qui ont quand même un pouvoir décisionnel dans leur sphère qui est grand pi qui est laissé aux gens qui sont là. Par contre, les grandes lignes directives sont prises par le cercle d'au-dessus, donc nous ça va être l'assemblée des membres, disons. [...] Je prends toujours l'exemple de la cuisine. Je trouve que c'est le plus simple. En assemblée des membres on va dire : « On est plutôt végétariens, on offre du poulet et du poisson, mais dans les maisons les gens mangent ce qu'ils veulent. »* Après ça tu as l'équipe de la cuisine qui sont libres de faire les menus, mais dans ces lignes directrices-là qu'on s'est données, et après ça tu as la cuisinière qui va décider comment elle coupe ses carottes pour les mettre dans la soupe (rire). Donc c'est la même chose un peu dans tous les domaines : *on prend les grandes lignes ensemble. Puis n'importe qui peut demander à se joindre à un comité.*

E1: *On s'est tous assis ensemble, tout ceux qui travaillaient [à Respecterre], on a donné notre opinion. On s'est dit : « bon, où est-ce qu'on va dans cinq ans, où est-ce qu'on voit Respecterre? » et finalement, après tout ça, on a décidé de continuer.*

E4 explique que « les grandes lignes [sont prises] ensemble » dans les assemblées réunissant tous les membres de l'écovillage de la Cité. Tous peuvent exprimer leur voix en émettant leur opinion et en posant des questions. Cette instance témoigne d'une démocratie directe et inclusive, car elle est exercée directement par les membres de la communauté. Étant donné que le pouvoir décisionnel est aussi distribué à travers différents comités (ou « cercles », comme les nomme E4), on parle alors de **démocratie participative**. Ces instances de décision sont composées de représentants des différents secteurs d'activité et sont donc **multisectorielles** en plus d'être basé sur un objectif de **concertation** comme en témoigne l'extrait de l'informateur E1 où il parle de décisions qui ont été prises relativement à une des entreprises de la Cité. L'informateur E4 ajoute que « n'importe qui peut demander à se joindre à un comité » ce qui signifie que tous peuvent solliciter leur **participation** par initiative personnelle. Les membres de la communauté peuvent alors participer à la délibération et aux décisions à travers les différents comités et l'Assemblée des membres. Les mécanismes décisionnels contribuent donc à l'**inclusion** de tous les membres de l'écovillage de la Cité écologique.

Bref, les instances de gouvernance de la Cité écologique sont basées sur des principes de participation citoyenne, de concertation multisectorielle, de démocratie directe et d'inclusion. Nous verrons aussi au point 3.3 que les citoyens se reconnaissent un pouvoir d'action, de participation et d'influence, et que cela contribue à augmenter leur qualité de vie.

### *2.1.3. Des liens ouverts sur l'extérieur*

En plus des relations sociales qui se créent à l'intérieur même de la communauté de la Cité écologique d'Ham-Nord, les relations avec l'extérieur sont primordiales pour la pérennité du projet. L'objectif d'éducation s'étend au-delà des frontières de la communauté de l'écovillage. En effet, chaque année, c'est plus de 3000 visites et une trentaine de stagiaires qui sont accueillis à la Cité. Depuis les dernières années, la Cité écologique a réussi à se recréer une image positive d'écologie d'avant-garde. Dans un contexte sociétal où la sensibilisation à la crise écologique prend de plus en plus d'ampleur, il semble que l'intérêt à en apprendre sur l'agriculture écologique et les modes de vie alternatifs soit grandissant. Cette ouverture réciproque de la communauté au reste du monde se fait en partie grâce au réseau des écovillages et aux Balades Gourmandes organisées à travers les MRC d'Arthabaska et de l'Érable. De plus, depuis 2015, la Cité écologique a développé le centre de formation le CAP Éco-Communautaire qui offre différentes formations dont le cours en Éducation au Développement d'Écovillages (EDE) et, nouvellement à l'été 2019, un cours de Design en Permaculture. La ferme école offre aussi depuis une dizaine d'années une expérience de stage en agriculture biologique.

**E1 : Les gens peuvent toujours venir si ils demandent une visite.** Par rapport à la municipalité, ça va vraiment de mieux en mieux. [D]epuis je dirais une dizaine d'années, on est vraiment plus ouverts. Disons, mon père et ma mère font partie d'un comité au village. Ma mère fait partie d'un autre. Ma mère écrit le journal du village, je veux dire elle met en pages, elle travaille super fort pour ça.

E4 : On a reçu un groupe d'étudiants, c'est Concordia si je me rappelle bien, puis les jeunes me disaient : «Wow! Je savais pas que c'était possible de vivre comme ça, genre j'ai toujours rêvé mais je savais pas que ça s'pouvait!». Je disais : «Ben oui ça s'peut, c'est ma vie, c'est ma réalité!». C'est là que j'ai vraiment voulu aller plus loin dans la démarche... **Comment on peut mieux partager ce mode de vie-là ? Et là j'ai commencé à voyager dans différents écovillages. Ça fait une trentaine de communautés écologiques que je visite.**

L'informateur E1 met en lumière l'implication de la communauté de la Cité dans la municipalité d'Ham-Nord lorsqu'elle nomme que ses parents font partie de certains comités et que sa mère aide à la conception du journal municipal. Il ajoute aussi que « *les gens peuvent toujours venir si [ils] demandent une visite.* » En plus d'accueillir des milliers de personnes à travers la province, le pays et le monde, la communauté de la Cité écologique voyage pour découvrir d'autres communautés qui partagent leurs valeurs afin d'élargir leurs connaissances et compétences. E4 nous dit avoir visité « *une trentaine de communautés écologiques* » dans le but de trouver des pistes pour partager le mode de vie dans lequel il est né. Dans le même ordre d'idées, des habitants de la Cité offrent des conférences sur les modes de vie alternatifs à travers le monde. Lorsque, à l'été 2018, nous avons assisté au *bee*, un couple se préparait à donner une conférence à Haïti tandis que d'autres habitants de la Cité organisaient leur voyage pour aller assister à l'assemblée de l'ONU qui se déroulait à New York en juillet 2018. Nous en concluons que les écovillageois de la Cité forment une collectivité ouverte sur l'extérieur, l'avenir et le monde. En se basant sur l'expérience de la Cité écologique d'Ham-Nord, pour qu'une communauté progresse, les contacts positifs avec l'extérieur sont essentiels au même titre que le bon fonctionnement à l'intérieur de la communauté.

Nous avons vu que les principes fondamentaux des rapports entre les membres de la communauté de la Cité écologique d'Ham-Nord sont le respect des différences, la réduction des inégalités, la confiance et l'équilibre entre l'espace personnel et communautaire. Conséquemment, les instances de gouvernance de la Cité écologique sont basées sur des principes de participation citoyenne, de concertation multisectorielle, de démocratie directe et d'inclusion. Enfin, nous voyons que les rapports sociaux ainsi que les objectifs d'éducation intégrée s'étendent à l'extérieur des frontières de la Cité



écologique. Ainsi, si on s'en tient à l'expérience de la Cité écologique d'Ham-Nord, les principes de respect, d'équité, de confiance et d'équilibre ainsi que les modalités assurant une gouvernance participative et inclusive sont fondamentales d'une approche intégrée de développement des communautés.

## 2.2. La dimension économique : une économie au service de la communauté

Comme il a été présenté dans les dernières sections, la communauté occupe une place centrale au sein de l'organisation de l'écovillage de la Cité écologique d'Ham-Nord et nous verrons qu'elle est aussi au cœur de la dimension économique. À la Cité, les finalités explicites des activités économiques sont d'assurer une viabilité économique à la communauté tout en visant une utilité sociale en plus de s'inscrire dans une logique écologique. Le modèle économique de la Cité écologique caractérisé par une gestion commune des ressources s'inscrit dans une économie sociale et locale. Le rapport de la communauté à l'économie est instrumental. Effectivement, plutôt qu'être une finalité, l'économie est employée comme un instrument de développement. À l'aide d'extraits d'entrevue, voyons comment ces considérations d'économie sociale sont mises en application afin de retenir les éléments qui nous serviront à approfondir les connaissances en matière de développement des communautés durables.

E1 : ***Les profits reviennent à nous. Tout le monde a un terrain de soccer, une piscine creusée, deux terrains de volley ball, parce que ça appartient à tout le monde. Tout le monde a payé pour donc ça appartient à tout le monde. Mais moi j'trouve que c'est ça qui est super important pour moi et qui fait du sens, parce que, tu sais, on a une tondeuse pour tout le monde, on n'a pas dix tondeuses. [...] Ça aide vraiment à la surconsommation. [...] Ici on a un gros setup pour tout le monde. J'ai pas beaucoup d'argent mais j'me sens riche parce que j'ai toute ça qui appartient à moi et à tout le monde. Ça a ses avantages, ça a ses inconvénients... Mais c'est la façon de vivre que j'ai choisie et c'est elle que moi je trouve la plus intéressante pour moi et mes enfants et la planète.***

L'informateur E1 dépeint une **économie sociale** où les profits des entreprises sont réinvestis dans la communauté. Les ressources sont mises en commun et à disposition de tous comme l'explique E1 en disant qu' « *ici on a un gros setup pour tout le monde* ». La

gestion des ressources communes se fait notamment à l'aide du « frais de services » que tous les membres de la Cité déboursent mensuellement. Ce frais « *c'est le montant mensuel pour avoir droit à tous les services de l'écovillage : les chemins, la tondeuse, la piscine, les sentiers en forêts, [etc.]* » (E4). Il sert notamment à parer aux dépenses liées à l'entretien du terrain et de ses commodités, à l'approvisionnement en ressources alimentaires et aux besoins médicaux non couverts par l'assurance médicale du Québec. Le « frais de services » est ajustable en fonction des revenus des membres. Par exemple, les employés du Centre de formation et de la ferme ont un salaire moindre puisque les entreprises génèrent peu de profits. Toutefois, ils offrent un service à la communauté qui est reconnu et remplace ou ajuste le « frais de services ». Cette **gestion commune des ressources** assure une **viabilité économique** à la communauté. D'ailleurs, E1 en témoigne lorsqu'il nomme : « *J'ai pas beaucoup d'argent mais j'me sens riche parce que j'ai toute ça qui appartient à moi et à tout le monde.* » Cette notion de possession collective apportée par l'informateur E1 est manifeste, selon nous, d'un modèle économique alternatif au modèle néolibéral dominant nos sociétés modernes et qui se caractérisent notamment par la propriété privée (Puel, 2005). Comme nous le verrons plus précisément en présentant la dimension écologique du développement de la Cité écologique d'Ham-Nord, en plus de contribuer à la viabilité économique de l'écovillage, cette gestion collective des richesses s'insère dans une lutte écologique en diminuant la consommation. En effet, E1 explique que leur organisation des ressources commune « *aide vraiment à [réduire] la surconsommation.* » En plus de participer à la viabilité économique et la réduction de l'empreinte écologique, les profits des entreprises sont réinvestis à des fins d'**utilité sociale**. Dans les faits, Keops, l'entreprise la plus prospère de l'écovillage, paie le salaire des personnes occupant des emplois qui contribuent à l'ensemble de la communauté sans toutefois rapporter suffisamment de gains financiers pour assurer un salaire décent. C'est le cas notamment de l'écovillageoise qui entretient le poulailler.

Dans l'extrait suivant, l'informateur E2 approfondit comment le modèle économique alternatif de la Cité participe au développement de la communauté.

*E2 : Pour moi c'est vraiment important qu'on soit pas une communauté qui veut juste faire de l'argent et d'être capables de dire « Ok. Oui, on fait de l'argent, on en a de besoin, mais on utilise cet argent-là pour être capable de se payer des installations pour produire nous-mêmes des choses. » [...] Donc oui on fait de l'argent, il y a des entreprises, oui, il y a un aspect capitaliste. Mais c'est ça, ultimement, l'argent, le plus possible, est réinvesti dans la communauté. Ça profite à tout le monde.*

Ce que fait ressortir E2 dans son discours est, d'une part, l'aspiration à ce que les activités économiques contribuent à la communauté et, d'autre part, l'ambition à l'autosuffisance. La Cité écologique d'Ham-Nord est économiquement autonome et tend à être plus autosuffisante d'un point de vue alimentaire dans une optique d'économie locale. On parle ici d'**économie locale** telle qu'abordé dans notre cadre théorique, c'est-à-dire au même sens donné par la Mairie d'Albi, où les écovillageois privilégient une consommation de produits ayant parcouru le circuit le plus court, de meilleure qualité et provenant de pratiques respectueuses des ressources environnementales. Dans cette optique, l'informateur E3 explique que l'intérêt de produire ses aliments assure « *la qualité de ce qu'on mange. [O]n sait que c'est biologique, on sait que ça a poussé à côté, on sait qu'il y a personne qui a été exploité pour le faire pousser.* » Pour lui, consommer ce qui a été produit sur place lui assure de la qualité de ses aliments. Ainsi, en assurant le salaire des travailleurs qui s'occupent des tâches d'intérêts communs comme l'élevage des volailles et des poules pondeuses, Keops participe à l'objectif d'autosuffisance alimentaire de l'écovillage. Ce modèle alternatif d'économie sociale manifeste d'un **rapport à l'économie** où, plutôt qu'être une finalité, elle est un **instrument de développement**.

Dans le prochain témoignage, E4 dépeint cette relation instrumentale à l'économie qui exige un changement de perception face à la notion de richesse.

E4 : [U]n des [...] éléments qui est vraiment à considérer dans le volet économique [...] c'est changer notre relation à l'économie, changer notre perception de c'est quoi la richesse et ça il y a un gros gros travail qui a été fait. Tu sais, on a tous accès à des grands terrains, on a accès à des services de qualité, on a accès à des compétences extrêmement variées, extrêmement professionnelles. Aussi, on a accès à des carrières extrêmement variées. Donc ça, [...] **c'est une énorme richesse, mais qui n'est pas calculée.** Y'a pas d'échange monétaire quand moi je prends le temps de jaser avec notre avocate.

Ce que l'informateur E4 nous révèle est une conception revisitée de ce qu'est la richesse. Plutôt que de percevoir la richesse seulement dans les biens matériels, il met en lumière la richesse que procure une accessibilité quotidienne à des ressources naturelles, à des services variés de qualité et à une diversité d'opportunité d'avenir professionnel permettant de se réaliser en tant qu'individu. À la Cité, les échanges de services, quels qu'ils soient, priment sur les échanges monétaires. Ce discours se rapporte aux propos de Le Duff et Orange (2002) présentés dans notre cadre théorique expliquant que l'esprit du développement durable est de dépasser l'approche traditionnelle de l'économie pour en revenir aux relations interpersonnelles plutôt que d'en rester aux relations des personnes aux choses. Au cœur du modèle économique de la Cité écologique, se trouve l'intérêt de la communauté.

Pour conclure sur la dimension économique, retenons que la communauté est le pivot principal des activités économiques de la Cité écologique d'Ham-Nord. Le modèle d'économie alternative de la Cité se caractérise par la gestion commune des ressources, l'aspiration à l'autosuffisance dans une optique d'économie locale, ainsi que par l'échange de services. Les finalités explicites du modèle économique alternatif de la Cité sont la viabilité économique, l'utilité sociale et la réduction de l'empreinte écologique. Enfin, le rapport de la communauté à l'économie est instrumental puisque, plutôt qu'être une finalité, l'économie est un instrument de développement.

Le modèle économique alternatif de la Cité se rapporte aux variables du développement durable qu'avait fait ressortir Bartoli en 1999 et qu'ont conservées Bourque et Favreau dans leur article sur *Le développement des communautés et la santé publique du Québec* en 2004 :

1. Le social doit être central;
2. L'économie doit être un instrument de développement et non une fin;
3. L'environnement doit constituer une condition nouvelle et incontournable dans les choix économiques qui s'opèrent;
4. La poursuite simultanée de quelques grands axes d'intervention s'impose, notamment l'emploi, le logement, l'inclusion sociale, la santé, etc.

Ainsi, en se rapportant à ces variables et au modèle de la Cité écologique d'Ham-Nord, il est primordial pour une approche de développement durable des communautés que le rapport à l'économie soit revisité pour que les rapports sociaux et la réduction de l'empreinte écologique soient les finalités des activités économiques. Pour ce faire, la gestion collective des ressources, l'économie locale et l'échange de services sont des pistes à prendre en compte dans une optique de transition sociale-écologique de l'économie telle que nommée par Favreau (2017).

### **2.3. La dimension culturelle : une croissance personnelle au service l'harmonie du groupe**

Comme nous l'avons présenté dans notre cadre théorique, la dimension culturelle réfère à la culture et donc aux valeurs de la communauté. Cette dimension influence alors grandement les autres dimensions comme nous le verrons ici. À l'aide du discours des informateurs, nous dégagerons les valeurs d'harmonie, de croissance et de conscience personnelle ainsi que la valeur de respect qui se déplit en trois aspects tel que nous le verrons. D'après les participants à l'étude, ces valeurs semblent caractériser la culture de la communauté écovillageoise de la Cité écologique d'Ham-Nord.

Pour commencer, voyons d'abord un extrait de l'entretien avec l'informateur E1.

E1 : **[On partage] le désir de toujours s'améliorer.** *Veut, veut pas, quand tu es en communauté, tu n'as pas le choix. Si tu n'aimes pas quelqu'un, tu peux pas dire «Je lui parle pu» ou «Je le vois pu» parce que tu habites avec lui, tu le vois au dîner, tu t'assois à table, des fois tu travailles avec lui. Donc t'as pas le choix de faire de l'introspection, de parler à la personne, d'essayer de régler tes conflits.*

Du discours de E1 se dégagent deux grands points : le désir de croissance personnelle et le besoin de conscience individuelle. L'informateur nomme que « *le désir de toujours s'améliorer* » est partagé à travers la communauté. Son discours révèle que cette ambition de **croissance personnelle** est résultat d'une nécessité dans un contexte de milieu de vie communautaire.

Le discours de E3 va dans le même sens que celui de E1, c'est-à-dire qu'il est essentiel, dans un milieu de vie communautaire, de chercher à s'améliorer pour maintenir des relations respectueuses et assurer la longévité du projet.

E3: *J pense que pour vivre en communauté, tu n'as quasiment pas le choix de toujours être en travail sur toi pour t'accorder avec les autres. Être prêt à concéder. C'est sûr qu'ensemble on est plus forts, mais des fois on va moins vite. Tu sais, c'est pas comme être tout seul.*

D'après E1 et E3, les capacités d'introspection dans une optique de résolutions de conflits sont essentielles pour assurer un vivre ensemble harmonieux. Par ailleurs, le participant E2 pose l'harmonie comme étant une « *valeur fondamentale* » caractérisant la culture de la Cité écologique.

E2 : [L'] **harmonie** [...] **c'est vraiment une valeur fondamentale.** *Ici, c'est beaucoup comme une culture asiatique. C'est un mélange entre la culture asiatique et l'occident dans le sens où les gens vont souvent piler sur leur égo et leur orgueil pour l'harmonie du groupe. Donc, dans l'fond, c'est considéré que, comme on dit : « Tout seul t'avances plus vite, mais en groupe t'avances plus loin. » Donc c'est un peu ça la mentalité ici.*

Pour décrire la culture de la communauté de la Cité, l'informateur E2 explique qu'il s'agit d' « *un mélange entre la culture asiatique* » et la culture occidentale. Il développe en disant que « ***l'harmonie du groupe*** » prime sur l'orgueil individuel. Autrement dit, E2 amène que les membres de la communauté doivent travailler à leur cheminement personnel en faisant preuve d'introspection afin de favoriser l'accord de la communauté. Pour appuyer ses propos, il nous propose un proverbe africain : « *Tout seul t'avances plus vite, mais en groupe t'avances plus loin.* » Ce dernier connote avec l'extrait précédent de E3 où elle dit « *C'est sûr qu'ensemble on est plus forts, mais des fois on va moins vite. Tu sais, c'est pas comme être tout seul* ». Cette connexion entre les propos de E2 et E3 suggère qu'il s'agit d'un proverbe commun à la Cité écologique. Ce proverbe met de l'avant la force du groupe qui permet d'atteindre de plus hauts niveaux de réussite si on fait preuve de patience.

L'informateur E4, pour sa part, ajoute le respect comme valeur fondamentale à la Cité.

E4 : *Les valeurs de base, c'est vraiment le respect. Puis, **pour nous, le respect** il [...] se déploie avec beaucoup d'aspects. Tu as le respect de ton environnement, tu as le respect des gens qui t'entourent, l'apprendre à vivre ensemble, puis t'as le respect de soi. Donc c'est vraiment, oui, de prendre des moments pour toi, trouver des outils [...] pour mieux comprendre le monde, pour mieux agir, [pour être] plus à l'aise avec eux-mêmes, donc plus confortables dans la communauté et jouer un meilleur rôle.*

E4 dégage quatre aspects dans la notion de **respect** : le respect de l'environnement, que nous aborderons dans la dimension écologique, le respect d'autrui et le respect de soi. Le respect d'autrui, E4 explique qu'il est lié à « *l'apprendre à vivre ensemble* ». Le vivre ensemble fait référence à l'harmonie telle qu'apportée par l'informateur E2. Ainsi, nous en concluons que le respect d'autrui et le cheminement personnel sont complémentaires dans une optique de recherche d'harmonie de groupe. Le respect de soi, d'après E4, collabore aussi au maintien de rapports harmonieux en ce sens où il assure un équilibre personnel qui se transpose en équilibre du groupe. Autrement dit, chaque maillon de la chaîne doit être solide pour s'assurer de la solidité de celle-ci.

Selon ce qui précède, dans un milieu de vie écovillageois où la communauté est la pierre angulaire du développement, l'importance d'harmonie au sein du groupe est inhérente à la culture. En se basant sur le discours de nos informateurs, pour atteindre cette harmonie de groupe, il est recommandé que les membres de la collectivité développent leurs capacités d'introspection et aspirent à une croissance personnelle. Le respect d'autrui et le respect de soi sont aussi des outils valorisés contribuant au développement personnel et, par le fait même, à la pérennité de rapports communautaires bienveillants.

#### **2.4. La dimension écologique : une conscience écologique et des pratiques respectueuses de l'environnement**

En abordant la notion de respect, l'informateur E4 mentionne l'aspect du respect de l'environnement. Dans cette section, nous présenterons les pratiques engagées par la communauté de la Cité écologique d'Ham-Nord qui vont dans ce sens ainsi que les modes de pensées sur lesquelles elles sont basées. Ultérieurement, lorsque nous aborderons la dimension écologique, nous verrons comment les participants à l'étude bénéficient de ces pratiques respectueuses de la nature. Ici, nous examinerons un des objectifs majeurs du projet de la Cité écologique d'Ham-Nord, celui de la réduction de l'empreinte écologique de la communauté. Nous verrons que c'est à travers l'agriculture biologique et la permaculture, la mise en place de services de proximité ainsi que la gestion commune des ressources que la communauté répond à cet objectif écologique. Débutons en présentant un extrait tiré de l'entrevue avec l'informateur E4 où il fait part de sa prise de conscience écologique.

*E4: On n'est pas assez riches pour se permettre de polluer notre environnement tsé. [...] On le voit avec le réchauffement climatique et avec les changements [...] Si on calculait le coût environnemental de notre légume en plus de son coût de production, ses coûts sur les humains qui le font à l'autre bout de la planète, qui ne sont pas respectés, il coûterait beaucoup plus cher! Disons si la banane coûte si peu cher que ça, c'est qu'il y a quelqu'un qui paye pour. C'est un humain quelque part, c'est la planète à quelque part. C'est pas vrai que ta banane vaut 25 cennes.*



Dans son discours, E4 ramène la notion de richesse abordée dans la dimension économique au point 2.2, cette fois, en y ajoutant le concept de **coût environnemental**. À partir de l'exemple de la banane à 25 cennes, il fait état des conditions inévitables des producteurs ainsi que des impacts environnementaux liés à la production et au transport. L'informateur E4 laisse entendre que les coûts réels de la production et de la transportation d'un aliment tel que la banane sont cachés et devraient être pris en compte dans le calcul. Son discours témoigne d'une prise de conscience des problématiques sociales et environnementales que nous avons présentées dans notre premier chapitre. Selon E4, le mode de vie écovillageois participe à cette prise de conscience écologique puisque les écovillageois gèrent une partie de leur production et de leurs déchets. Par exemple, il nomme que « *c'que tu mets dans ton jardin, il revient dans tes légumes, il revient dans ton eau.* » À cet effet, **l'agriculture biologique** est partie inhérente du projet de la Cité écologique. E1 affirme d'ailleurs que « *[ç]a toujours été de l'agriculture biologique. Ils ont toujours essayé de pousser ce mouvement-là, même avant qu'il devienne populaire.* » Cette pratique agricole vise à la fois à assurer une sécurité alimentaire à la communauté et à la fois à protéger les ressources naturelles comme nous l'explique l'informateur E3 dans l'extrait suivant : « *[L]e fait de cultiver biologiquement, il n'y a pas juste le fait de bien manger, c'est qu'on protège la nature aussi. Faire son propre composte, c'est des déchets qu'on évite au dépotoir.* » Outre l'agriculture biologique, E4 explique que la **permaculture** fait son entrée dans les pratiques de la Cité écologique.

E4 : *[H]ier on avait une rencontre avec Bernard Alonzo, [...] c'est vraiment un de nos pionniers au Québec (rire) sur la permaculture. Et il donne une formation, un cours en design de permaculture, et il voudrait le faire ici, amener des étudiants. Donc nous aussi on va ouvrir à ça. Et ils vont travailler sur un projet, soit un verger, soit un projet en apiculture avec les poules, qu'importe la...*

Ici, E4 fait référence au cours de Design en Permaculture qui se donnera pour la première fois à l'été 2019 comme nous avons vu au point 2.1.3. en abordant les rapports de la Cité avec l'extérieur. En accueillant ce cours à la Cité, les membres de l'écovillage participent à l'éducation citoyenne en plus de faire preuve d'une ouverture à étendre leur champ de

connaissances en matière d'agriculture respectueuse de la nature. Dans un autre ordre d'idées, cette association entre la communauté de la Cité écologique et le permaculteur Bernard Alonzo atteste de l'image positive d'écologie d'avant-garde que la Cité a réussi à établir.

Outre la production alimentaire biologique, la **mise en place de services de proximité** joue aussi pour beaucoup dans la réduction de l'empreinte carbone des habitants de la Cité écologique d'Ham-Nord. Pour l'illustrer, l'informateur E3 nomme que « [l]e fait d'être proche, d'être un milieu intégré, d'être proche de son travail, tu peux toujours te rendre à pied. » Dans son témoignage, E4 fait aussi valoir l'impact positif de la proximité des services. En d'autres mots, il nous dit :

*E4 : Côté bâtiment, il y a beaucoup de normes [...] donc c'est un plus grand défi [...] de réduire notre empreinte carbone de par la conception des bâtiments [...] mais le fait que l'épicerie est sur place, l'école est sur place, le travail est sur place, il n'y a pas de transport! Tu sais, moi le matin je me lève, je sors de chez nous, je marche 5 minutes, je suis à mon bureau, je marche 5 minutes je suis au centre communautaire et je vais faire mon épicerie. [...] Nous on réduit énormément nos déplacements parce que tout est sur place.*

Essentiellement, E3 et E4 nous disent que l'installation de nombreux services de proximité à l'intérieur de la communauté de la Cité vise la réduction des déplacements nécessitant l'utilisation de véhicules moteurs. Nous comprenons que les habitants de l'écovillage ont accès à distance de marche de leur domicile à une épicerie, à une école et à leur lieu de travail. Sachant que, selon le Rapport du GIEC (2014), les émissions de CO<sub>2</sub> attribuables à l'usage de combustibles fossiles contribuent dans une forte proportion à l'accroissement des émissions de GES, cette réduction d'usage des voitures est tout à fait conforme à un objectif de réduction d'empreinte écologique.

Enfin, nous avons déjà vu, en abordant la dimension économique, que la **gestion commune des ressources** agit à réduire l'impact environnemental des activités de la communauté. E1 nous disait « On a une tondeuse pour tout le monde, on n'a pas dix tondeuses. [...] [Ç]a aide vraiment à la surconsommation. » Dans l'extrait suivant, E1

ajoute d'autres exemples concrets pour montrer que cette organisation collective des ressources participe à mettre en actions le principe de respect environnemental de la communauté.

E1 : *[J]e pense que le fait de vivre en commun peu importe, ça réduit beaucoup la consommation, parce qu'on achète tout en vrac. On a une épicerie et nos beans arrivent en poche, pas dans des solos emballés avec le plastique et tout. Ensuite, les voitures, on [en] a moins [...] Je pense qu'on a une voiture pour quatre personnes en moyenne.*

D'après l'informateur E1, un milieu de vie communautaire est garant d'une consommation plus faible en ressources. En guise d'explication, il dit que l'achat en vrac permet la réduction du suremballage et, par le fait même, une diminution des déchets et une plus faible empreinte écologique. De plus, E1 fait référence à la « *flotte de voiture* » qui nous avait présenté notre informatrice lors de l'entrevue de pré recherche. Elle nous disait qu'il y avait en moyenne deux véhicules pour un groupe de 10 adultes et que le tout fonctionne avec un livret de réservation. Selon nos informateurs, et nous-même, ce mode de fonctionnement communautaire optimise l'utilisation des ressources. Pour résumer, rappelons que la gestion commune des ressources, en plus de participer à la viabilité économique, joue un rôle prépondérant dans la lutte environnementale de la Cité écologique. De même, en s'en tenant au discours de nos informateurs, la communauté de la Cité écologique est un acteur important dans cette lutte écologique. Ses actions contribuent à éveiller la conscience de ses membres et à répandre des notions de respect de la nature sur une échelle plus large dans la communauté québécoise grâce à des formations sur l'agriculture biologique, la permaculture et le développement écovillageois. Enfin, la mise en place d'une proximité de services participe à réduire l'empreinte écologique des habitants de la Cité écologique d'Ham-Nord.

En guise de conclusion de ce deuxième temps visant à présenter les résultats plus factuels, revenons sur le tableau que nous avons brossé des quatre grandes dimensions sur lesquelles s'appuie le développement du projet écovillageois de la Cité d'Ham-Nord. À travers cet exposé, nous avons d'abord vu à travers la dimension sociale que, en se basant sur l'expérience de la Cité écologique d'Ham-Nord, les principes de respect, d'équité, de

confiance et d'équilibre ainsi que les modalités assurant une gouvernance participative et inclusive sont fondamentaux d'une approche intégrée de développement des communautés. Nous avons aussi vu que les rapports sociaux ainsi que les objectifs d'éducation intégrée s'étendent à l'extérieur des frontières de la Cité écologique. À travers l'exploration de la dimension économique, les participants à l'étude ont illustré la nécessité de revisiter le rapport à l'économie afin qu'elle soit un instrument de développement plutôt qu'une finalité. De ce fait, en se rapportant au modèle de la Cité, une économie sociale et locale au service de la communauté est garante de la pérennité d'un projet de développement durable des collectivités. En troisième lieu, la description de la dimension culturelle a permis de dégager l'harmonie du groupe comme valeur essentielle d'un projet de milieu de vie commun et de laquelle découlent des valeurs de respect ainsi que de croissance et conscience personnelle. Si on s'appuie sur l'expérience de nos informateurs, le travail sur soi est un incontournable pour assurer l'harmonie au sein d'un groupe et cet accord est déterminant de la durabilité d'un projet misant sur la communauté. Enfin, nous venons de voir en présentant la dimension écologique que la Cité écologique mise sur la gestion commune des ressources, la proximité des services et des modes de productions alimentaires respectueux de la nature. Ces pratiques sont des modèles de mise en action d'une conscience écologique centrale d'une approche de développement des communautés axé sur le développement durable.

### 3. Vivre à la Cité : un concept de qualité de vie redéfini

Dans ce troisième et dernier temps, nous voulons aborder la notion de qualité de vie telle qu'elle se définit par les participants à l'étude. À travers la collecte de données, quatre facteurs perçus par nos informateurs comme s'associant à une meilleure qualité de vie de se sont dégagés. Ainsi, nous verrons ici comment la vie en communauté agit à accroître la qualité de vie et à offrir une sécurité économique aux écovillageois de la Cité. Nous comprendrons aussi que la vie à la Cité écologique permet aux habitants d'établir un lien et un mode de vie en respect de la nature et de l'écologie. De plus, nous remarquerons que le modèle de gouvernance de l'écovillage contribue à augmenter le pouvoir d'action, de participation et d'influence de ses membres ce qui participe à l'amélioration de leur qualité de vie. Enfin, nous verrons que ce mode de vie communautaire fait naître un sentiment d'appartenance à la communauté lequel participe à la pérennité du projet. Ce contenu nous permettra de dégager des traits perçus comme favorables d'un développement communautaire axé sur le développement durable pour ensuite fournir des pistes de développement et accroître les connaissances sur les pratiques de développement éco-social des communautés.

#### 3.1. Une sécurité économique et plus de temps

Nous avons vu, en abordant la dimension économique, que la communauté est le pivot principal des activités économiques de la Cité écologique d'Ham-Nord. Conséquemment, le modèle d'économie sociale à la Cité se caractérise notamment par la gestion commune des ressources et l'échange de services ce qui contribue à assurer une sécurité économique et plus de temps aux membres de la collectivité. Voyons, à l'aide d'extraits d'entrevue, comment nos informateurs nous présentent cet aspect favorable de la vie dans l'écovillage de la Cité écologique.

*E1 : Pour moi? Je dirais que [...] le fait de vivre ici ça me donne la possibilité de réaliser mon rêve qui est de bâtir une ferme puis d'avoir des animaux puis de pouvoir être plus autosuffisant à ce niveau-là. Parce que si j'e n'étais pas ici et bien d'abord il faudrait que j'ai assez d'argent pour m'acheter une terre puis, après, ça prendrait des années et des années et des années. Mais avec le soutien de la communauté ça va se faire en dedans de quelques années.*

E3 : [O]*n se trouve à avoir un pouvoir d'achat en se regroupant pour acheter ce qu'on achète en dehors de la communauté. [Q]uand tu achètes en vrac tu l'as moins cher. Donc on se trouve à être capable d'acheter biologique peut-être au prix du conventionnel. Donc on réussit, en se regroupant comme ça, [...] à avoir un coût de la vie moindre.*

E2 : [J]'ai une *moins grande pression financière ici et même de temps, parce que, exemple, j'ai pas deux heures, j'ai pas une heure aller, une heure retour de transport matin et soir. Je suis à deux minutes de mon travail, donc j'ai plus de temps avec [mon fils] le matin, le soir...*

E4 : *Moi une des choses que j'aime le plus c'est justement de pas transporter mon portefeuille à tous les jours. Tu sais, je prends ma pause-café, je vais me prendre un café bio-équitable, du lait frais et j'ai pas besoin de payer. [...] Oui tu es responsable, t'as fait ton budget, mais t'as pas cette lourdeur-là du quotidien de gestion, parce que c'est partagé. [T]u tailles ton gazon ou tu fais des plates-bandes, mais tu es 5 à le faire, tu es 10 à le faire, tu es 50 [...] C'est moins lourd.*

Lorsque E1 nomme que « *d'abord il faudrait qu'[il] aille assez d'argent* » pour « *réaliser [son] rêve* », cela recoupe les propos de E3 qui nomme que le « *pouvoir d'achat* » est plus grand puisqu'ils regroupent leurs ressources. L'augmentation du pouvoir d'achat découlant du regroupement des ressources financières accroît l'accès aux autres ressources, notamment matérielles, qui peuvent être nécessaires pour aboutir à la réalisation des aspirations. Dans le même ordre d'idée, l'informateur E2 explique avoir une « *moins grande pression financière [à la Cité écologique] et même de temps* ». Cette idée est renforcée par E4 qui dit ne pas avoir « *cette lourdeur [de gestion] du quotidien, parce que [les tâches sont] partagé[es]* ». Le concept de *bee communautaire* est élémentaire à la Cité écologique. Il s'agit d'une corvée communautaire où tous les résidents disponibles se réunissent pour faire une tâche essentielle qui serait éprouvante si elle était faite par seulement quelques-uns des écovillageois. Les *bee* sont préalablement annoncés à tous afin de s'assurer de la participation du plus grand nombre. Il peut s'agir notamment d'une corvée de plantation, de cueillette ou de nettoyage. Par exemple, lors de la première partie de la cueillette des données pour cette étude, la communauté avait un *bee* à venir de plantation d'oignons. De plus, l'observation participante que nous avons effectuée le 10 juin 2018 se déroulait lors d'un *bee* où une partie de la communauté se

réunissait pour désherber les terrains de volleyball alors que l'autre partie était allée ouvrir le chalet commun pour la saison d'été. Selon les participants de l'étude, la majorité des membres de la communauté participe à ces corvées. Toutefois, il arrive que certains réajustements soient à faire.

*E1 : Dernièrement, les parents, en réunion de parents, se sont dit qu'il serait bien qu'ils participent plus parce que souvent il n'y avait pas de parents au bee. Les parents s'occupaient des enfants, mais les enfants peuvent très bien être aidés ou jouer autour. Personnellement, [je crois que] si les parents ne viennent pas au bee, les enfants trouveront jamais que c'est important. Donc là,, entre eux, ils se sont dit qu'ils allaient faire un effort, et [au] dernier bee qu'on a eu ils étaient tous là.*

La participation des membres sert donc autant au bon fonctionnement de la vie en communauté qu'à la continuité de la Cité écologique. Si tous font leur juste part, le bien-être collectif est augmenté et cela inculque aux nouvelles générations à poursuivre la tradition ce qui assure une pérennité du projet. Pour les habitants de la Cité écologique d'Ham-Nord, vivre en communauté permet de mettre en commun les ressources et, par le fait même, d'accéder à des ressources qui seraient difficilement accessibles pour une famille ou une personne seule. L'accès à ces ressources, tant économiques, matérielles qu'humaines permet de réduire la pression économique et de temps des habitants de la Cité écologique en plus d'élargir les aspirations des écovillageois de la Cité écologique d'Ham-Nord ainsi que leurs possibilités de se réaliser en tant qu'individus. Outre la réduction de la pression économique et de temps, ce mode de vie contribue à réduire la pression environnementale exercée par les habitants de la Cité.

### **3.2. Un mode de vie en respect avec la nature et l'écologie**

Dans la section qui précède, nous avons vu que l'informateur E3 explique que la communauté se trouve « à être capable d'acheter biologique peut-être au prix du conventionnel » en raison du pouvoir d'achat que la mise en commun de leurs ressources procure. Ainsi, en plus de contribuer à une plus grande sécurité économique, la mise en commun des ressources permet de réduire l'empreinte écologique des membres de la communauté de la Cité écologique. Cette mise en commun donne aussi accès à un

territoire rendant possible des contacts réguliers avec la nature. Voyons comment les participants à l'étude nous rapportent les avantages de ce mode de vie en nature.

E4 : *Moi avec mon salaire, je ne pourrais pas avoir 700 acres de terrain. Tu sais (rire), c'est **l'espace de ressourcement... Tu produis ta nourriture... Tu veux juste marcher et voir personne? On a assez grand de terrain pour faire ça(rire)...** Et **réduire notre impact écologique, tu sais, c'est une nécessité. Ça devrait pas être un fardeau et faut se le partager.***

E2 : *Moi ce que j'ai vraiment aimé c'est l'aspect communautaire, mais en nature. **[O]n est entourés de nature, c'est calme, c'est paisible...** Et le contact [...] avec la nature, tous les animaux, les oiseaux, juste la forêt, la montagne...*

E3 : *Ce qui fait que, pour moi, la Cité écologique c'est intéressant c'est certainement le milieu de vie. [C'est] **le plus grand terrain de jeu qu'aucun parent nd puisse offrir à son enfant (rire).** Le gazon, les arbres... Tu sais, juste de me rendre au travail à pied le matin, ça me prend 15 minutes je suis rendue. **J'ai marché, j'ai pris l'air, j'ai pas respiré de gaz, j'ai pas eu à utiliser d'auto.***

Les bienfaits du territoire rapportés par nos informateurs vivant à la Cité sont nombreux. E4, pour sa part, apprécie les avantages de profiter d'un vaste « *espace de ressourcement* » en ayant accès à un terrain de 700 acres qui, en même temps, lui permet de produire sa nourriture selon une économie de proximité et donc de réduire son impact écologique. De son côté, E2 prend plaisir à vivre dans un milieu de vie à la fois communautaire et en nature. Les aspects « paisible » et « calme » du territoire de la Cité font partie des bénéfices perçus par E2 en plus du « *contact [...] avec la nature, tous les animaux, les oiseaux, [...] la forêt [et] la montagne* ». En ce qui concerne E3, il met de l'avant l'aspect ludique du territoire favorisant aussi les apprentissages des enfants de la Cité. Il manifeste aussi son appréciation de la proximité de son lieu de travail et de sa demeure ce qui contribue à réduire son empreinte écologique en plus de lui procurer des bienfaits en termes de santé.



Selon nous, ces éléments sur le rapport à la nature rapportés par nos informateurs se lient au modèle HDLB (Having, Doing, Loving, Being *traduit* Avoir, Faire, Aimer et Être) de Hirvilammi et Helne (2014) vu dans notre cadre théorique. Le modèle HDBL formule les conceptions relationnelles et multidimensionnelles du bien-être soutenable et les résumant en quatre dimensions : Avoir, Faire, Aimer et Être. D'abord, lorsque E4 nomme que le milieu de vie de la Cité est une « *espace de ressourcement* » cela présuppose que ce milieu en nature contribue à son auto-actualisation, car il offre un retour aux sources, aux valeurs fondamentales (Besoin d'Être). Ensuite, l'informateur E4 explique que le milieu de la Cité offre des ressources naturelles permettant de répondre aux besoins primaires d'alimentation (Besoin d'Avoir). Quant à E3, il ajoute l'aspect du contact avec la nature, ce qui renvoie au besoin de créer des rapports avec « *les animaux, les oiseaux, [...] la forêt [et] la montagne* » (Besoin d'Aimer). Enfin, E4 dit que « *réduire notre impact écologique [...] c'est une nécessité. Ça devrait pas être un fardeau et faut se le partager* » ce qui fait écho avec l'achat de produits biologiques mentionné par l'informateur E3 dans la section précédente et réfère à des actions qui mènent au sentiment d'accomplissement dans la poursuite d'un objectif de réduction de l'empreinte écologique de la communauté (Besoin de Faire).

Bref, la gestion commune des ressources permet l'accès à un territoire rendant possibles des contacts réguliers avec la nature qui contribuent au bien-être soutenable en plus de réduire l'empreinte écologique des membres de la communauté de la Cité écologique.

Jusqu'à présent, nous avons vu que la vie communautaire à la Cité améliore la qualité de vie des écovillageois en augmentant le pouvoir d'achat et en offrant un mode de vie en respect avec la nature et l'écologie. Voyons maintenant dans quelle mesure les écovillageois de la Cité voient aussi leur qualité de vie augmentée par leur mode de gouvernance lequel contribue à leur offrir un plus grand pouvoir d'action, de participation et d'influence au sein de leur milieu de vie.

### 3.3. Un pouvoir accru d'action, de participation et d'influence

En abordant la dimension sociale, nous avons vu que les instances de gouvernance à la Cité sont basées sur des principes de participation citoyenne, de concertation multisectorielle, de démocratie directe et d'inclusion. Ces modalités de gouvernance contribuent à la qualité de vie de nos informateurs en leur offrant un pouvoir par rapport aux possibilités de changement et participation à la gouvernance. Présentons ici d'abord trois extraits qui nous montrent le pouvoir d'action, de participation et d'influence tel que décrit par les participants à l'étude et que nous commenterons ensuite.

E3 : [C] *'est vraiment une belle place pour dire : « Ok, on aimerait prendre telle orientation. » On va le passer au conseil, si ça passe, on l'essaie. [...] que ce soit une entreprise ou des gens qui travaillent ensemble, **il y a plein de possibilités d'essayer et de changer... plus de pouvoir d'action que sur le gouvernement du Québec ou du Canada** (rire).*

E4 : [L] *'aspect de **pouvoir participer à ta gouvernance, pour moi je trouve que ça fait partie d'augmenter ta qualité de vie**, parce que souvent tu subis des décisions parce que c'est une loi municipale ou une loi fédérale, mais, à l'interne, être capable de dire « Non, de la fumée, j'en veux pas. » [...] **Tu as vraiment un impact direct sur les politiques mises en place.***

E1 : [...] *[J]'ai le sentiment de pouvoir faire une différence sur mon milieu de vie. Comme, si j'ai une idée « On pourrait améliorer ça, on pourrait faire ça », ben je peux toujours l'apporter à la communauté. On va en discuter. Si les gens trouvent que c'est une bonne idée et bien il vont dire « Oui pourquoi pas, on le fait » et là on met les moyens en place pour le faire.*

D'abord, E3 explique qu'à la Cité écologique les habitants ont « *plus de pouvoir d'agir que sur le gouvernement du Québec et du Canada* » et que les possibilités d'essai et de changements sont nombreuses. Ayant leur propre gouvernance démocratique, comme le nomme E4 lorsqu'il nomme le « *pouvoir de participer à [la] gouvernance* », les possibilités sont plus grandes d'effectuer un changement dans leur système éducatif, leurs entreprises et leur code de vie. Ce pouvoir de participation abordé par E4 est un autre motif à s'installer à la Cité écologique d'Ham-Nord puisqu'il contribue à « *augmenter [la] qualité de vie* » des membres de la communauté. E4 ajoute que cette forme de gouvernance participative et démocratique permet de réduire le nombre de décisions externes subies puisque les écovillageois de la Cité ont un « *impact direct sur les*

*politiques mises en place* » dans leur milieu de vie. Dans le même ordre d'idées, E1, lorsqu'il dit avoir le sentiment « *de pouvoir faire une différence sur [son] milieu de vie* », fait référence au pouvoir d'influence de la communauté induit par la gouvernance de la Cité écologique d'Ham-Nord. Plutôt que de se montrer passifs, ses habitants sont actifs dans la gestion de leur milieu de vie. Cette gouvernance, impliquant la participation des membres aux prises de décisions, contribue à leur donner un pouvoir d'agir et d'influence. Ce type de gouvernance favorise l'empowerment des résidents en plus d'accroître leur qualité de vie. Outre ces motivations centrales, rappelons un des points saillants du développement écovillageois : la communauté. Jusqu'à maintenant, il apparaît que la vie en communauté à la Cité écologique est associée à une augmentation de la qualité de vie et de la sécurité économique et que le modèle de gouvernance participe à accroître le pouvoir d'action, de participation et d'influence de la communauté. Voyons maintenant comment ce mode de vie communautaire fait naître un sentiment d'appartenance à la communauté et, ainsi, assure la pérennité du projet.

### **3.4. Un sentiment d'appartenance à la communauté**

Le sentiment d'appartenance, entre les membres de la communauté, qui s'est créé au fil des années a contribué au développement continu du projet de la Cité écologique. Comme nous l'avons mentionné déjà, la communauté est la pierre angulaire du développement de la Cité écologique. Les écovillageois de la Cité écologique expliquent que les relations à l'intérieur de leur communauté s'apparentent à des relations familiales puisqu'ils grandissent ensemble et se côtoient tous les jours. Voyons deux extraits qui témoignent de ce sentiment d'appartenance envers la communauté et de l'importance qui y est accordée par ses membres.

E1 : [P]our moi c'est comme... les gens qui habitent ici **c'est comme ma famille**. J'ai grandi avec eux depuis que je suis bébé et ils m'ont tous gardée [...] pour moi, c'est toute ma famille.

E4 : *Moi, les 80 personnes de l'écovillage, j'ai une histoire à te raconter avec chacun d'entre eux tsé. Que ce soit des aînés ou des enfants, on a passé des moments privilégiés ensemble, j'ai appris à les connaître pour la personne qu'elles sont véritablement. Donc ça j'trouve que c'est le plus beau volet d'un écovillage, parce que c'est une richesse inestimable d'avoir autant de personnes qui ont un impact positif dans ta vie.*

La communauté de la Cité écologique d'Ham-Nord se caractérise par un fort sentiment d'appartenance comme en témoigne E1 lorsqu'il nomme que les habitants forment en quelque sorte « [sa] famille ». Il faut savoir qu'à la Cité écologique, on déjeune et on soupe chez soi avec notre conjoint, notre famille ou nos colocataires, alors qu'on dîne avec toute la communauté dans la salle communautaire au-dessus de l'école. Ces repas végétariens sont préparés par les employés, stagiaires et bénévoles de la cuisine. Les dîners communautaires permettent aux membres de l'écovillage de se réunir et contribuent à augmenter le sentiment d'appartenance à la collectivité. De plus, ils permettent aux jeunes parents d'avoir un répit dans la préparation des repas et assurent à tous un bon dîner équilibré.

Ainsi, en s'en tenant aux discours de nos informateurs, la Cité écologique est un milieu de vie qui intègre tant le milieu de vie que le milieu scolaire et le milieu de travail ce qui crée une proximité entre les membres de la communauté permettant la création de liens tout en solidifiant la communauté. E4 explique d'ailleurs qu'il a « une histoire à [...] raconter avec chacun d'entre eux ». Il nomme aussi qu'il s'agit « du plus beau volet d'un écovillage, parce que c'est une richesse inestimable d'avoir autant de personnes qui ont un impact positif dans [sa] vie ». Ce témoignage met en lumière une appréciation de la vie communautaire et des personnes qui la compose. Il met aussi en valeur les effets positifs que le mode de vie communautaire a sur les membres de la Cité écologique découlant des rapports de proximité. Le participant E4 précise que « le tissu social est la colle des écovillages » ce qui laisse à penser que le sentiment d'appartenance qui s'est créé avec la communauté de la Cité a été un élément clé dans la continuité du projet.

Pour conclure, dans cette troisième et dernière partie de notre chapitre 4 nous souhaitons dresser le portrait d'une qualité de vie redéfinie émergeant du discours de nos informateurs. Conséquemment, nous avons abordés quatre aspects de la vie à la Cité écologique d'Ham-Nord identifiés par les participants comme favorables. D'abord, nous avons vu que la vie communautaire à la Cité augmente la qualité de vie des membres en raison du mode de gestion collectif des ressources. En s'en tenant à la Cité, en plus d'élargir les aspirations et les possibilités de réalisations de ses membres, la gestion communautaire des ressources permet de réduire la pression économique et de temps au sein d'une communauté. Ensuite, nous avons établi la gestion commune des ressources comme permettant aussi l'accès à un territoire rendant possible des contacts réguliers avec l'environnement naturel lesquels contribuent au bien-être soutenable en plus de réduire l'empreinte carbone des écovillageois de la communauté de la Cité écologique. En outre de la gestion des ressources, nous avons aussi vu que le mode de gouvernance de la collectivité contribue à augmenter la qualité de vie de ses habitants en leur offrant un plus grand pouvoir d'action, de participation et d'influence au sein de leur milieu de vie. Enfin, nous venons de voir que le milieu de vie à la Cité participe à la construction d'un sentiment d'appartenance à la communauté. Si on s'appuie sur l'expérience de la Cité écologique d'Ham-Nord, l'appartenance au groupe est fondamentale de la pérennité d'une pratique durable de développement des communautés. Cela boucle notre réflexion sur les aspects favorables à une qualité de vie redéfinie en cohérence avec les pratiques intégrées de développement des collectivités.

En revenant sur le tout, nous avons vu dans un premier temps que la Cité écologique est un projet écovillageois basé sur un objectif de milieu éducatif intégré dépassant le simple espace de l'école. Nous avons aussi constaté qu'une période de crise au sein d'une communauté peut contribuer à développer son potentiel. Concrètement, la crise financière vécue par les résidents de la Cité écologique a invoqué et élargi leurs compétences en matière de développement des communautés, c'est-à-dire en matière de concertation, d'organisation, de collaboration et de participation. Par ailleurs, dans un deuxième temps, nous avons brossé le tableau des quatre grandes dimensions sur lesquelles s'appuie le développement du projet de la Cité écologique d'Ham-Nord : les dimensions sociale,

économique, culturelle et écologique.<sup>9</sup> Ceci nous a permis de voir que la communauté de la Cité fonde ses rapports sur la confiance et le respect mutuel. Nous avons aussi vu que, si on s'en tient à la Cité, des modalités de gouvernance participative et inclusive sont fondamentales d'une approche intégrée de développement des communautés. Enfin, nous avons constaté que la communauté de la Cité est ouverte sur le monde et que les objectifs d'éducation intégrée s'étendent à l'extérieur des frontières de la Cité écologique.

---

<sup>9</sup> Notons que, pour des fins de clarté, nous avons exclu la cinquième dimension du développement durable à laquelle réfère aussi la Cité écologique, la dimension holistique, puisqu'elle constitue l'intégration des quatre premières dimensions.

## **DISCUSSION et CONCLUSION**

### **Les pratiques éco-sociales de développement des communautés comme niches d'innovation sociale**

À la lumière des résultats obtenus au cours de la collecte de données et en se référant à notre cadre théorique, nous souhaitons maintenant discuter des éléments empiriques se dégageant des pratiques éco-sociales analysées de développement des communautés que nous envisageons comme niches d'innovation sociale.

Dans le contexte actuel de crise sociale et écologique globale, de nombreux projets de développement de communautés axés sur la durabilité sociale et économique ont déjà vu le jour, et ce, depuis plusieurs décennies. D'après Russ Purvis, président du Réseau des écovillages du Canada, en 2017, on évaluait à 6 ou 7 le nombre d'écovillages canadiens établis et on estimait qu'une vingtaine était en voie de développement, principalement au Québec et en Colombie-Britannique (Deniau, 2017). Conséquemment, il nous apparaît essentiel pour la recherche de se pencher sur ces pratiques afin d'en dégager des éléments empiriques et de permettre une meilleure appropriation des concepts reliés au développement des communautés orienté vers une approche de développement durable, et pour ainsi favoriser un travail éco-social.

L'expérience pérenne de la Cité écologique d'Ham-Nord dont le projet a débuté en 1983 nous apprend que, pour subsister, les communautés doivent partager un but commun et se doter de principes servant en quelque sorte de contrat social implicite. Notons que la Cité écologique possède un véritable contrat social actuellement en révision et regroupant l'éducation, le respect des biens et des valeurs communautaires ainsi que l'implication sociale. Bien que nous n'ayons pas vu d'intervenants sociaux à proprement parlé durant notre étude de cas, nous croyons tout de même que le type de projet représenté par la Cité écologique peut être riche pour le travail social en raison des principes qui y sont promus: la justice sociale; la responsabilité sociale et écologique collective; le développement du pouvoir d'agir et le respect des diversités.

Corolairement à ses principes, analogues à ceux de la profession d'un travail social écologique (IASSW, 2014), la Cité écologique d'Ham-Nord propose une transition vers un milieu de vie communautaire axé sur la solidarité et l'écologie. En matière de transition, Audet (2015) fait valoir en tant que niches d'innovation sociale les projets expérimentaux « générés par des acteurs porteurs de normativités et de solutions alternatives incompatibles avec les règles des régimes » (p.83). Sans pour autant dire qu'il est en opposition réelle avec le modèle productiviste et consumériste des sociétés modernes, le projet de la Cité écologique apparaît comme porteur d'une approche revisitée de l'économie. Comme nous l'avons vu, l'économie y est perçue comme un instrument de développement et non comme une finalité. D'après Audet (2015), les niches d'innovations sont généralement vouées à la disparition « pure et simple ». Toutefois, il nous dit que « certaines innovations réussissent à se consolider à l'abri des pressions de sélection, notamment parce que des acteurs choisissent d'y investir des ressources et de les "protéger" de ces pressions » (*idem*). À la lumière de ces propos, la durabilité d'une innovation, ou, dans ce cas-ci, d'une pratique innovante de développement de communautés, varie en fonction de la volonté des acteurs à s'associer solidairement et à s'investir en prenant part activement à toutes les étapes du processus d'innovation pour s'assurer de la pérennité du projet. En se rapportant au bagage expérientiel de nos informateurs, le sentiment d'appartenance à la communauté apparaît comme crucial pour assurer la longévité d'une pratique innovante de développement des communautés.

La Cité écologique d'Ham-Nord est une expérimentation intéressante, qui certes ne peut pas convenir à tout le monde, mais qui fait preuve d'une créativité certaine dans son engagement à contrer la crise sociale et écologique. L'exemple de la Cité écologique d'Ham-Nord nous montre qu'il est possible de vivre autrement dans un milieu de vie intégré et inclusif, ouvert sur le monde et respectueux de la nature. Les pratiques créatives qui émergent du projet écovillageois de la Cité écologique font partie intégrante de la transition sociale et écologique, laquelle est mise en évidence par Favreau dans son ouvrage, paru en 2017, *Mouvement communautaire et État social: Le défi de la transition sociale-écologique*. Concrètement, les habitants de la Cité écologique



proposent de nouvelles pratiques sociales impliquant un rapport renouvelé à la nature, à la communauté et à l'économie.

Pour notre part, en nous appuyant sur l'expérience de l'écovillage de la Cité d'Ham-Nord, nous croyons que la profession du travail social doit s'ouvrir à de nouvelles perspectives afin d'emboîter le pas au mouvement de transition sociale et écologique qui, depuis quelques décennies, voit le jour dans différents espaces et teinte les pratiques de développement des communautés. À la lumière du modèle éco-social de travail social que propose Boetto (2017), nous croyons que pour soutenir les valeurs et les actions des acteurs d'innovation sociale, la travailleuse sociale devrait, d'abord et avant tout, connaître et épouser ces principes de développement durable. En incarnant ces valeurs, la travailleuse sociale devrait alors déployer des stratégies personnelles pour réduire son propre impact sur l'environnement, pour contribuer à une diminution des inégalités sociales autour de soi ainsi que pour accroître ses connaissances personnelles et professionnelles sur les enjeux écologiques et sociaux. Ce faisant, elle serait en meilleure mesure d'identifier les besoins et les priorités des communautés axés sur le développement durable, et ainsi, de participer au développement orienté vers des pratiques et perspectives éco-sociales.

## BIBLIOGRAPHIE

- AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (ACDI, 2008). Accroître la sécurité alimentaire: Stratégie de l'ACDI sur la sécurité alimentaire. ACDI, 10 p.
- ALVAREDO, F. (2011). A note on the relationship between top income shares and the Gini coefficient. *Economics Letters*, 110(3), 274-277.
- ANADÓN, M. (2006). La recherche dite «qualitative»: de la dynamique de son évolution aux acquis indéniables et aux questionnements présents. *Recherches qualitatives*, 26(1), 5-31.
- AUDET, R. (2015). Le champ des sustainability transitions: origines, analyses et pratiques de recherche. *Cahiers de recherche sociologique*, (58), 73-93.
- BARRETT, C. B., TRAVIS, A. J., et DASGUPTA, P. (2011). On biodiversity conservation and poverty traps. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 108(34), 13907-13912.
- BASTIEN, S. (2007). Observation participante ou participation observante? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales. *Recherches qualitatives*, 27(1), 127-140.
- BAXTER, B. (1999). *Ecologism: An Introduction*, Edinburgh
- BECK, R. et ORMSBY, A. (2016). A Case Study Analysis of Dancing Rabbit Ecovillage, Missouri. *Communal Societies*, 35(1), 1-24.
- BECKER, H. S. (2002). *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris : La Découverte, 353 p.
- BELL, K. (2013). Post-conventional approaches to gender, climate change and social justice, Dans Alston M. and Whittenbury, K. (eds), *Research, Action and Policy: addressing the Gendered Impacts of Climate Change*. London : Springer.
- BERTALANFFY, L. V. (1993). *Théorie générale des systèmes*, Dunod, 308 p.
- BERTEAUX, D. (2014). *Changements climatiques et biodiversité du Québec: vers un nouveau patrimoine naturel*. Québec : PUQ.
- BESTHORN, F. (2012). Deep ecology's contribution to social work : A ten-year retrospective. *International Journal of Social Welfare*, 21(3) 248-259.
- BESTHORN, F. et MCMILLEN, D. (2002). The oppression of women and nature: Ecofeminism as a framework for an expanded ecological social work. *Families in Society*, 83(3), 221-232.
- BEURET, J. E. (2012). Mieux définir la concertation : Du pourquoi au comment. *Négociations*, 17(1), 81-86.
- BIDET, E. (2000). Économie sociale : éclairage sur un concept méconnu. *Économie et Solidarités*, 31 (2), 3-13.
- BLAIS, M., et MARTINEAU, S. (2006). L'analyse inductive générale: description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes. *Recherches qualitatives*, 26(2), 1-18.
- BOETTO, H. (2017). A Transformative Eco-Social Model: Challenging Modernist Assumptions in Social Work. *The British Journal of Social Work*, 47(1), 48-67.

- BOIRAL O. et CROTEAU G. (2001). *Du développement durable à l'écologie industrielle ou les métamorphoses d'un « concept caméléon »*. Article présenté à la X<sup>e</sup> conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique (AIMS), Université de Laval, Canada. Repéré à [http://www.fsa.ulaval.ca/html/fileadmin/pdf/Chaire\\_de\\_recherche\\_du\\_Canada/Tour\\_de\\_babel\\_\\_2004\\_.pdf](http://www.fsa.ulaval.ca/html/fileadmin/pdf/Chaire_de_recherche_du_Canada/Tour_de_babel__2004_.pdf)
- BOURQUE, D. et L. FAVREAU (2003). Développement des communautés, santé publique et CLSC, *Cahier du Centre d'étude et de recherche en intervention sociale, séries conférences*(8), Université du Québec en Outaouais, Canada.
- BRUNDTLAND, G. H. (1987). *Rapport Brundtland. Ministère des Affaires étrangères et du Développement international. L'Odyssée du développement durable*, 349 p.
- BÜRGENMEIER, B. (2008). *Politiques économiques du développement durable*. Editions De Boeck Université, Bruxelles, 280 p.
- BURKE, L., REYTAR, K., SPALDING, M., et PERRY, A. (2011). *Reefs at risk revisited*. World Resources Institute: Washington, DC, 115 p.
- CAILLOUETTE, J., DALLAIRE, N., BOYER, G. et GARON, S. (2009). Territorialité, action publique locale et développement des communautés. *Économies et Solidarités*, numéro consacré à L'économie sociale, le développement local et la solidarité, 38(1), 8-23.
- CAMPE, S. (s.d.). Sieben Linden Ecovillage, Permaculture. Repéré à <https://permacultureglobal.org/project/s/801-sieben-linden-ecovillage>
- CAMPENHOUDT, L. V., et QUIVY, R. (2011). Manuel de recherche en sciences sociales. *Paris, Dunod*.
- CARON, S. (2007). *Les biomarqueurs moléculaires et les apports aquatiques de mercure au Lac St-Pierre par les rivières Yamaska, St-François et le fleuve St-Laurent : bilan des apports et impact de l'érosion des terres agricoles*. (Mémoire, Université du Québec à Montréal, Québec) Repéré à <https://archipel.uqam.ca/7347/1/M9879.pdf>
- CEFAÏ, D. (2010). L'expérience ethnographique, l'enquête et ses publics. Dans CEFAL, D. (dir.), *L'engagement ethnographique* (p.547-598). Paris, France : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).
- CHAMBERS, R., et CONWAY, G. (1992). *Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century*. Bragton, UK : Institute of Development Studies.
- CHAMPAGNE, C. (2008). Développement écovillageois et renouvellement de l'habiter rural : le cas de Saint-Camille au Québec (Mémoire, Université du Québec à Montréal, Montréal) Repéré à [https://crises.uqam.ca/upload/files/publications/Thses\\_et\\_Mmoires/](https://crises.uqam.ca/upload/files/publications/Thses_et_Mmoires/)
- CHAUDHARY, A., PFISTER, S., et HELLWEG, S. (2016). Spatially explicit analysis of biodiversity loss due to global agriculture, pasture and forest land use from a producer and consumer perspective. *Environmental science & technology*, 50(7), 3928-3936.
- CHRISTIAN, D. L. (2007). Finding community: how to join an ecovillage or intentional community. Gabriola Island, Canada: New Society Publishers, 264 p.
- CITÉ ÉCOLOGIQUE (s.d.) Mission. Repéré à [https://citeecologique.org/fr\\_CA/accueil/mission/](https://citeecologique.org/fr_CA/accueil/mission/)

- COATES, J. (2005). The environmental crisis : Implication for social work. *Journal of Progressive Human Services*, 16(1), 25-49.
- COATES, J., GRAY, M. et HETHERINGTON, T. (2006). An ecospiritual perspective : Finally, a place for Indigenous approaches. *British Journal of Social Work*, 36(3), 381-389.
- CONSEIL DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE (CSBE, 2001), *L'appropriation par les communautés de leur développement*. Ministère de la santé et des Services sociaux, Gouvernement du Québec, 52p.
- CRÉDIT SUISSE, Global Wealth Report, 2013.
- D'AQUINO P. (2002). Le territoire entre espace et pouvoir : pour une planification territoriale ascendante. *L'Espace géographique*, (1), p. 3-23.
- DAWSON, J. (2004, Juillet/Août) Wholesome Living, *Resurgence*, (225).
- DAHL, K., LARIVIÈRE, N., et CORBIÈRE, M. (2014). L'étude de cas. Illustration d'une étude de cas multiples visant à mieux comprendre la participation au travail de personnes présentant un trouble de personnalité limite. *Méthodes qualitatives, quantitatives et mixtes dans la recherche en sciences humaines, sociales et de la santé*, 73-96.
- DAVID, M. (2008) La relève libérale. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/214064/la-releve-liberale>
- DAWSON, J. (2006a). Ecovillages: new frontiers for sustainability, schumacher briefing. *Chelsea Green Publishing*. (12).
- DAWSON, J. (2006b). Ecovillages achieve lowest-ever Ecological Footprint results. *Global Ecovillage Network-Europe News*, 1-2.
- DE VRIES, S., VERHEIJ, R., GROENEWEGEN, P. et SPREEUWENBERG, P. (2003) Natural environments—Healthy environments? An explanatory analysis between greenspace and health. *Environ. Plann.*, 35, 1717–1731.
- DEFOURNY, J. et MONZON CAMPOS, J. L. (1992). *Économie sociale, entre économie capitaliste et économie publique*. Bruxelles, Belgique : De Boeck University/CIRIEC.
- DESLAURIERS, J. P., et KÉRISIT, M. (1997). Le devis de recherche qualitative. *La recherche qualitative: Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, 85-111.
- DESROCHES, H. (1976). *Le projet coopératif*. Paris, France : Éditions ouvrières.
- DIENER, E., LUCAS, R. E., et OISHI, S. (2002). Subjective well-being. *Handbook of positive psychology*, 16(2), 63-73.
- DOMINELLI, L. (2012). *Green Social Work: From Environmental Crises to Environmental Justice*. Cambridge : Polity.
- DOMINELLI, L. (2013). Environmental justice at the heart of social work practice: Greening the profession. *International Journal of Social Welfare*, 22(4), 431-439.
- DOUCET, L., et FAVREAU, L. (Eds.). (1991). *Théorie et pratiques en organisation communautaire*. Sainte-Foy, Québec, Canada : Presses de l'Université du Québec.

- DOWNING, K., et ZVIRINSKY, P. (1999). The simulated evolution of biochemical guilds: reconciling Gaia theory and natural selection. *Artificial life*, 5(4), 291-318.
- DROLET, J., WU, H., TAYLOR, M. et DENNEHY, A. (2015). Social Work and Sustainable Social Development: Teaching and Learning Strategies for 'Green Social Work' Curriculum. *Social Work Education*, 34(5), 528-543.
- DUTREUIL, S. (2017). James Lovelock, Gaïa et la pollution: un scientifique entrepreneur à l'origine d'une nouvelle science et d'une philosophie politique de la nature. *Zilsel*, (2), 19-61.
- DUTREUIL, S., et POCHEVILLE, A. (2015). Les organismes et leur environnement: la construction de niche, l'hypothèse Gaïa et la sélection naturelle. *Bulletin de la société d'histoire et d'épistémologie des sciences de la vie*, 22(1).
- DUVAL, M.-J. (2008) La Cité Écologique élaboussée. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/non-classe/217036/la-cite-ecologique-eclabousse>
- EARTH RIGHTS INSTITUTE. (s.d.). Ecovillages. Explore ERI-Created Ecovillages around the World! Repéré à <http://www.earthrightsinstitute.org/what-we-re-doing/ecovillages>
- ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC. (2005). Loi sur le développement durable. LRQ, chapitre D-8.1, 1. Repéré à <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/ShowDoc/cs/D-8.1.1>
- FAO. (1996). *Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale*. Sommet mondial de l'alimentation. Repéré à <http://www.fao.org/docrep/003/W3613F/W3613F00.HTM>
- FAO. (2010). La volatilité des prix sur les marchés agricoles. Repéré à [http://www.fao.org/economic/es-policybriefs/briefsdetail/fr/c/49028/?no\\_cache=1](http://www.fao.org/economic/es-policybriefs/briefsdetail/fr/c/49028/?no_cache=1)
- FAO, FIDA et PAM. (2015). *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2015*. Objectifs internationaux 2015 de réduction de la faim: des progrès inégaux. Rome, Italie : FAO
- FAVREAU, L. (2003). L'économie sociale et solidaire: contribution éthique au développement d'une mondialisation à visage humain. Analyse et pistes de réflexion pour le programme interdisciplinaire Éthique de l'économie, Division de la prospective, de la philosophie et des sciences humaines de l'UNESCO. *Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités*, (Série rapports de recherche).
- FAVREAU, L. (2005). *Qu'est-ce que l'économie sociale? Synthèse introductive*. UQO, Gatineau : Cahiers de la CRDC, 30 p.
- FAVREAU, L. (2017). *Mouvement communautaire et État social: Le défi de la transition sociale-écologique*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- FAVREAU, L., et FRÉCHETTE, L. (2002). *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- FAVREAU, L. et MOLINA, E. (2011). *Économie et société: pistes de sortie de crise*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX (FITS, 2017) *Travail social et développement durable*. Note conceptuelle de la Journée internationale du travail social à l'ONU – Genève. 2017 & 2018. Repéré à [http://cdn.ifsw.org/assets/ifsw\\_83613-9.pdf](http://cdn.ifsw.org/assets/ifsw_83613-9.pdf)

- FINDHORN. (s.d.) New Possibilities – Global Networking. [En ligne] Repéré à <https://www.findhorn.org/global-networking/>
- FORTIN. (2017). Les écovillages : un modèle de développement pour revitaliser les communautés. Repéré à [https://citeecologique.org/fr\\_CA/2017/06/27/les-ecovillages-un-modele-de-developpement-pour-revitaliser-les-communautes/](https://citeecologique.org/fr_CA/2017/06/27/les-ecovillages-un-modele-de-developpement-pour-revitaliser-les-communautes/)
- FOURNY, M.-C. (1995). Identités territoriales et stratégies d'aménagement. Les réseaux de villes en Rhône-Alpes. *L'Espace géographique*, 24(4), 329-340.
- FRÉCHETTE, L. (2001). La prévention et la promotion en santé mentale : des incontournables en psychologie communautaire. Dans F. Dufort (dir.) (avec la coll. de J. Guay), *Agir au coeur des communautés* (p. 217-248). Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- GLOBAL ECOVILLAGE NETWORK (GEN, s.d.-a). Our Work. Repéré à <https://ecovillage.org/our-work/>
- GLOBAL ECOVILLAGE NETWORK (GEN, s.d.-b). What is an Ecovillage? Repéré à <http://gen.ecovillage.org/en/article/what-ecovillage>.
- GLOBAL ECOVILLAGE NETWORK (GEN, s.d.-c). Dimensions of Sustainability. Repéré à <https://ecovillage.org/projects/dimensions-of-sustainability/>
- GLOBAL FOOTPRINT NETWORK (GFN, 2009). Glossary Repéré à <http://www.footprintnetwork.org/en/index.php/GFN/page/glossary/> (Page consultée le 17 janvier 2018)
- GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT (GIEC, 2014) *Changements climatiques 2014 : L'atténuation du changement climatique. Résumé à l'intention des décideurs et résumé technique*. 180 p.
- GAUDREAU, L. (2011). Participer, mais à quoi? Les limites du partenariat local en matière de développement urbain. *Nouvelles pratiques sociales*, 23(2), 83-96.
- GRINDE, B. (2009). An evolutionary perspective on the importance of community relations for quality of life. *The Scientific World Journal*, 9, 588-605.
- GRAY, M. et COATES, J. (2015) Changing gears : Shifting to an environmental perspective in social work education. *Social Work Education*, 34(5), 502-512.
- GRAY, M., COATES, J. et HETHERINGTON, T. (eds) (2013) *Environmental Social Work*, London, Routledge.
- GUDGER, W. M. et BARKER, D. C. (1993). Les banques au service de l'environnement. Dans FAO (1993) *Bulletin des services agricole de la FAO*, (103), Rome, 87 p.
- GUILLEN-ROYO, M. (2015). *Sustainability and wellbeing: Human-scale development in practice*. Routledge.
- HALL, R. (2015). The ecovillage experience as an evidence base for national wellbeing strategies. *Intellectual Economics*, 9(1), 30-42.
- HAMEL, J. (1989). Pour la méthode de cas. Considérations méthodologiques et perspectives générales, *Anthropologie et Sociétés*, 13(2), p. 59-72.

- HATEM F. (1994). Le concept de développement durable. *Cahier du CEPII : Economie prospective internationale, La documentation française*, (44), 4<sup>o</sup> trim.
- HIRVILAMMI, T. et HELNE, T. (2014) Changing paradigms: A sketch for sustainable wellbeing and ecosocial policy. *Sustainability*, 6(4), 2160-2175.
- HOLMGREN, D. (2002). Permaculture. Principles and Pathways beyond Sustainability. *Holmgren Design Services*, 286 p.
- INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE (INSP, 2002a). *La santé des communautés : perspectives pour la contribution de la santé publique au développement social et au développement des communautés*. Québec : INSPQ, 46 p.
- JACKSON, R. (2004). The ecovillage movement. *Permaculture Magazine*, (40). Repéré à [http://www.steady-state.ca/articles/JTRJ\\_EV-Movement2004.pdf](http://www.steady-state.ca/articles/JTRJ_EV-Movement2004.pdf)
- JONES, P. (2013) Transforming the curriculum : Social work education and ecological consciousness. Dans Gray, M., Coates, J. et Hetherington, T. (eds). *Environmental Social Work*, London : Routledge.
- LALLAU, B. (2011). La résilience, moyen et fin d'un développement durable? *Éthique et économique/Ethics and Economics*, 8 (1).
- LATOUCHE, S. (2004). *Survivre au développement: De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*. Fayard : Mille et une nuits.
- LAURENT, E. (2015). La social-écologie: une perspective théorique et empirique. *Revue française des affaires sociales*, (1), 125-143.
- LAURENT, É., et POCHET, P. (2015). *Pour une transition sociale-écologique: quelle solidarité face aux défis environnementaux?* Paris, France : Les petits matins, 80 p.
- LAURIOL, J. (2004). Le développement durable à la recherche d'un corps de doctrine. *Revue française de gestion*, (5), 137-150.
- LAVILLE, J.-L. (1992). *Les services de proximité en Europe*. Paris, France : Syros/Alternatives.
- LAVILLE, J.-L. (dir.) (1994). *L'économie solidaire, une perspective internationale*. Paris, France : Desclée de Brouwer.
- LAZARUS, E., LIN, D., MARTINDILL, J., HARDIMAN, J., PITNEY, L., et GALLI, A. (2015). Biodiversity Loss and the Ecological Footprint of Trade. *Diversity*, 7(2), 170-191.
- LE BRETON, D. (2004). *L'interactionnisme symbolique*. Paris, France : Presses Universitaires de France.
- LE DUFF, R., et ORANGE, G. (2002). Le Management Social: des relations des hommes aux choses aux relations entre les hommes. *Sciences de Gestion et Pratiques Managériales*.
- LIMOGES, B. (2009). Biodiversité, services écologiques et bien-être humain. *Le naturaliste canadien*, 133(2), 15-19.
- LITFIN (2009) Reinventing the future. The global ecovillage movement as a holistic knowledge community. Dans Kütting et Lipschutz, *Environmental Governance : Power and Knowledge in a Local-Global World* (p.124-142). Routledge.

- LOEZER, L. (2011). Enhancing Sustainability at the Community Level: Lessons from American EcoVillages (Thèse de doctorat, University of Cincinnati). Repéré à [https://etd.ohiolink.edu/rws\\_etd/document/get/ucin1321368949/inline](https://etd.ohiolink.edu/rws_etd/document/get/ucin1321368949/inline)
- LOS ANGELES ECOVILLAGE. (s.d.) About. Repéré à <http://laecovillage.org/home/about-2/>
- LOVELOCK, J. E. (1983) Daisy world - a cybernetic proof of the gaia hypothesis. *Coevol.Quarterly*, (38), 66-72.
- LOVELOCK, J. E. (1989) Geophysiology, the science of Gaia. *Reviews of Geophysics*, 27(2), 215–222.
- LOW, N. et GLEESON, B. (1998), *Justice, Society and Nature: An Exploration of Political Ecology*, London: Routledge.
- MAIRIE D'ALBI. (s.d.) L'autosuffisance alimentaire à Albi. Repéré à <http://www.mairie-albi.fr/lautosuffisance-alimentaire-%C3%A0-albi>
- MAISONNEUVE, C., BLANCHET, C., et HAMEL, D. (2014). *L'insécurité alimentaire dans les ménages québécois: mise à jour et évolution de 2005 à 2012*. Institut national de santé publique du Québec.
- MARTINEAU, S. (2005). L'observation en situation: enjeux, possibilités et limites. *Recherches qualitatives*, 2, 5-17.
- MARTINEAU, S. (2007). L'éthique en recherche qualitative: quelques pistes de réflexion. *Recherches qualitatives*, 5, 70-81.
- MEADOWS, D. H. (2008) *Thinking in systems : A primer*. White river Junction, Vermont : Chelsea Green publishing.
- MEADOWS, D. H. (1999). Leverage points. Places to Intervene in a System. *The Sustainability Institute*. Repéré à [http://www.donellameadows.org/wp-content/userfiles/Leverage\\_Points.pdf](http://www.donellameadows.org/wp-content/userfiles/Leverage_Points.pdf)
- MEADOWS, D. H. (1997). Places to Intervene in a System. *Whole Earth*, 91(1), 78-84.
- MEADOWS, D. H., MEADOWS, D. L., & RANDERS, J. (1992). *Beyond the limits: confronting global collapse envisioning a sustainable future*. White River Junction, Vermont : Chelsea Green Publishing.
- MEADOWS, D. H., MEADOWS, D. L., RANDERS, J., & BEHRENS III, W. W. (1972). *The limits to growth: a report to the club of Rome*. New York: Universe Books.
- MEADOWS, D., RANDERS, J., & MEADOWS, D. (2004). *Limits to growth: The 30-year update*. White River Junction : Chelsea Green Publishing.
- MELEKIS, K. et WOODHOUSE, V. (2015). Transforming social work curricula : Institutional supports for promoting sustainability. *Social Work Education*, 34(5), 573-585.
- MERCIER, C., et BOURQUE, D. (2012). *Approches et modèles de pratiques en développement des communautés: approches de développement intégré*. Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire.
- MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS, 2015). *Programme national de santé publique 2015–2025: Pour améliorer la santé de la population du Québec*. La Direction des communications du ministère de la Santé et des Services sociaux. Québec (Québec).



- MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS, 2012). *La santé et ses déterminants. Mieux comprendre pour mieux agir*. La Direction des communications du ministère de la Santé et des Services sociaux. Québec (Québec).
- MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES. (2015) *Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020*. Québec.
- MOINE, A. (2006) Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie, *L'Espace géographique*, 35, 115-132.
- MONTGOMERY, D. R. (2007). Soil erosion and agricultural sustainability. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 104(33), 13268-13272.
- MUCCHIELLI, A. (1986). *L'Identité*. Paris : Presses Universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 125 p.
- MULTIGNER, L. (2005). Effets retardés des pesticides sur la santé humaine. *Environnement, risques & santé*, 4(3), 187-194.
- MUNICIPALITÉ CANTON DE SAINT-CAMILLE (s.d.). Historique Saint-Camille : Vivre et agir ensemble. Repéré à <http://www.saint-camille.ca/visiteurs/historique>
- NATIONS UNIS. (NU, 2015a). *Projet de document final du Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015*. Repéré à [https://www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/70/L.1&Lang=F](https://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/L.1&Lang=F)
- NATIONS UNIS. (NU, 2015b) *Convention-cadre sur les changements climatiques. Accord de Paris*. Repéré à <https://unfccc.int/resource/docs/2015/cop21/fr/l09f.pdf>
- NINACS, Q. (2008). *Autonomisation et intervention. Développement de la capacité d'agir et de la solidarité*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- NOBLE, C. (2016). Green social work-the next frontier for action. *Social Alternatives*, 35(4), 14.
- NORTON, C. L. (2012). Social work and the environment: An ecosocial approach. *International Journal of Social Welfare*, 21(3), 299-308.
- ÖKODORF SIEBEN LINDEN (s.d.). Ökodorf Sieben Linden. Repéré à <http://siebenlinden.de/index.php?id=1&L=2>
- OXFAM. (2014). La situation alimentaire dans le monde. Repéré à <https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/br-140115-good-enough-to-eat-fr.pdf>
- OXFAM. (2017). Une économie au service des 99%. Repéré à <https://www.oxfam.org/fr/rapports/une-economie-au-service-des-99>.
- PAILLÉ, P. et MUCCHIELLI, A. (2003). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris, France : Armand Colin.
- PERRINGS, C. (2006). Resilience and sustainable development, *Environment and Development Economics*, 11, 417-427.

- PERROUX, F. (1961) *L'économie du XXe siècle*. Paris, France : Presses Universitaires de France.
- PETERS, J. (2012). The place of social work in sustainable development : Towards eco-social practice, *International Journal of Social Welfare*, 21(3), 287-298.
- PIRÈS, A. P. (1997). De quelques enjeux épistémologiques d'une méthodologie générale pour les sciences sociales. Dans J. Poupart, J. P. Deslauriers, L.-H. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer et A. P. Pires (dir.), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*. (p.3-54). Montréal : Gaëtan Morin.
- PUEL, H. (2005). Le néolibéralisme, modèle économique dominant. *Revue d'éthique et de théologie morale*, 233(1), 29-51. doi:10.3917/retn.233.0029.
- REES, W., et WACKERNAGEL, M. (1996). Urban ecological footprints: why cities cannot be sustainable—and why they are a key to sustainability. *Environmental impact assessment review*, 16(4-6), 223-248.
- RIVERIN-SIMARD, D., SPAIN, A., et MICHAUD, C. (1997). Positions paradigmatiques et recherches sur le développement vocationnel adulte. *Cahiers de la recherche en éducation*, 4(1), 59-91.
- ROY, S. (2016). L'étude de cas. Dans GAUTHIER B. et BOURGEOIS I. (dir.) dans *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données*, (6e éd., p. 195-221). Québec : Presse de l'Université du Québec.
- ROY, S. (2003). L'étude de cas. Dans GAUTHIER, B. (dir.), *Recherche sociale : De la problématique à la collecte des données* (4e éd., 159-184). Québec : Presse de l'Université du Québec.
- SALVAT, B. (1990). Menace et sauvegarde des espèces des récifs coralliens. *Cahiers d'outre-mer*, 43(172), 489-501.
- SAVOIE-ZAJC, L. (2003). L'entrevue semi-dirigée. Dans GAUTHIER, B. (dir.), *Recherche sociale : De la problématique à la collecte des données* (4e éd., 293-331). Québec : Presse de l'Université du Québec.
- SAVOIE-ZAJC, L. (2016). L'entrevue semi-dirigée. Dans GAUTHIER, B. et BOURGEOIS, I. (dir.) *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données*, (6e éd., p. 337-362). Québec : Presse de l'Université du Québec.
- SCHLOSBERG, D. (2004). Reconceiving environmental justice: global movements and political theories. *Environmental politics*, 13(3), 517-540.
- SCHLOSBERG, D. (2007). *Defining environmental justice: Theories, movements, and nature*. Oxford, UK : Oxford University Press.
- SEIFFERT, M., E., B. et LOCH, C. (2005). Systemic thinking in environmental management: support for sustainable development. *Journal of cleaner production*, 13(12), 1197-1202.
- SILVESTRO, M. (2007). Les écovillages entre repli communautaire et engagement politique. *Économie et Solidarités*, 38(1), 59.
- SILVESTRO, M., et FONTAN, J. M. (2005, Mars). *Vivre demain dans nos luttes d'aujourd'hui*. Communication présentée au 5e Colloque Marcel Rioux, «Autogestions–Espaces de liberté», Université de Montréal.

- SIRIEIX, L. et LE BORGNE, G. (2017). Vers de nouveaux modèles de consommation? Dans Lubello, P., Falque, A., & Temri, L. *Systèmes agroalimentaires en transition* (p. 89-100). Versailles, France : Editions Quæ.
- SIZEMORE, S. (2004). *Urban Eco-villages as an Alternative Model to Revitalizing Urban Neighborhoods: The Eco-village Approach of the Seminary Square/Price Hill Eco-village of Cincinnati, Ohio*. (Thèse de doctorat. University of Cincinnati). Repéré à [https://etd.ohiolink.edu/rws\\_etd/document/get/ucin1085610666/inline](https://etd.ohiolink.edu/rws_etd/document/get/ucin1085610666/inline)
- TARASOUK V., MITCHELL A. et DACHNER, N. (2013). *Insécurité alimentaire des ménages au Canada, 2012*. Toronto: PROOF, 29 p.
- THIVIERGE, T. (2017) Formation en développement durable : de plus en plus populaire à l'UL. *Impact Campus*. Repéré à <http://impactcampus.ca/actualites/le-developpement-durable-de-plus-en-plus-populaire-lul/>
- THOMAS, D. R. (2006). A general inductive approach for analyzing qualitative evaluation data. *American journal of evaluation*, 27(2), 237-246.
- TSAYEM DEMAIZE, M. (2009). Le protocole de Kyoto, le clivage Nord-Sud et le défi du développement durable. *L'Espace géographique*, 38(2), 139-156.
- UNITED NATIONS RESEARCH INSTITUTE FOR SOCIAL DEVELOPMENT (UNRISD) (2011). *Social Development in an Uncertain World (UNRISD Research Agenda 2010–2014)*. Repéré à <http://www.unrisd.org/research-agenda>
- VAILLANCOURT, J.-G. (1992). Deux nouveaux mouvements sociaux québécois: le mouvement pour la paix et le mouvement vert. Dans Daigle, G. et Rocher, G. *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis* (p. 791 à 807). Montréal, Québec, Canada : Les Presses de l'Université de Montréal.
- VAILLANCOURT, J. G. (2015). Le mouvement vert au Québec: une perspective historique et sociologique. *Bulletin d'histoire politique*, 23(2), 113-132.
- VIENNEY, C. (1994). *L'économie sociale*. Paris, France : La Découverte.
- WALKER, L. (2005). *Ecovillage at Ithaca: pioneering a sustainable culture*. Gabriola Island, Canada : New Society Publishers.
- WHITE, D. (1994). La gestion communautaire de l'exclusion, *LSP-RIAC [Revue internationale d'action communautaire]*, 32, 37-51.
- WHITE, K. K. (2013). *America Goes Green: An Encyclopedia of Eco-friendly Culture in the United States*. (vol. 1). Santa Barbara, California : ABC-CLIO.
- WWF. (2016) Ecological Footprint. Repéré à [http://wwf.panda.org/about\\_our\\_earth/all\\_publications/ecological\\_footprint2/](http://wwf.panda.org/about_our_earth/all_publications/ecological_footprint2/)
- YIN, R. K. (2009). *Case Study Research, Design & Methods*. (4<sup>e</sup> éd.). Thousand Oaks : Sage Publications.

## ANNEXE 1 : LE MOUVEMENT ÉCOVILLAGEOIS ET LA CITÉ

Le tableau 6 se veut une comparaison entre les concepts apparaissant comme importants dans la revue de littérature sur les pratiques de développement écovillageois et les différents éléments ressortant des informations recueillies sur la Cité écologique.

Tableau 6 - Comparaison entre le mouvement écovillageois et la Cité écologique d'Ham-Nord

	Le mouvement écovillageois	La Cité écologique d'Ham-Nord
<b>Dimension sociale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Embrasser la diversité et construire la communauté</li> <li>• Cultiver une prise de décision inclusive, réactive et transparente</li> <li>• Renforcer le leadership participatif et la gouvernance</li> <li>• Assurer un accès égal à l'éducation holistique et aux soins de santé</li> <li>• Pratique de la facilitation des conflits, de la communication et de la consolidation de la paix</li> <li>• Développer des institutions justes, efficaces et responsables</li> <li>• Engagement global</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Activités communautaires hebdomadaires, dîners communautaires et corvées agricoles en groupe.</li> <li>• Maintien d'un milieu de vie intergénérationnel inspiré des préceptes des écovillages</li> <li>• Assurer une éducation qui s'étend à tous les secteurs et à toutes les entreprises de la Cité</li> <li>• Offre de cours de soins de santé en technique Bowen et ostéopathie</li> <li>• Maintien d'un milieu social dans le respect de chacun</li> <li>• Collaborations avec des organismes de la région, offre de stages et accueil de visiteurs</li> </ul>
<b>Dimension écologique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nettoyer et reconstituer les sources et les cycles de l'eau</li> <li>• Aller vers 100% d'énergies renouvelables</li> <li>• Cultiver la nourriture et les sols grâce à l'agriculture biologique</li> <li>• Innover et diffuser les technologies de construction écologiques</li> <li>• Travailler avec les déchets comme une ressource précieuse</li> <li>• Augmenter la biodiversité et régénérer les écosystèmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Projet de recherche basé sur le modèle Eartship</li> <li>• Projet de recherche en aquaponie</li> <li>• Jardins communautaires biologiques et en permaculture</li> <li>• Recyclage</li> <li>• Utilisation de produits ménagers naturels et biodégradables</li> <li>• Travailler à l'intérieur de la Cité dans les multiples entreprises pour réduire l'émission de GES</li> <li>• Gestion durable des forêts (plantations et coupes sélectives)</li> </ul>
<b>Dimension culturelle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Se connecter à un but supérieur dans la vie</li> <li>• Favoriser la pleine conscience et la croissance personnelle</li> <li>• Respecter les traditions culturelles qui soutiennent la dignité humaine</li> <li>• S'engager activement pour protéger les communautés et la nature</li> <li>• Célébrer la vie et la diversité à travers l'art</li> <li>• Se rebrancher à la nature et adoptez des modes de vie à faible impact</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Désir de changer la culture dès le passage à l'école pour avoir des relations plus saines avec le monde qui nous entoure</li> <li>• Offre de formation pour aider le changement de société vers une société plus durable</li> <li>• Conscience dans le rapport à la nourriture</li> <li>• Respect et apprentissage à la source des différentes traditions autour du globe</li> <li>• Des membres de la cité participent à l'organisation municipale d'activités culturelles et sportives</li> <li>• Respect de la nature</li> </ul>

<b>Dimension économique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reconstruire les concepts de richesse, de travail et de progrès</li> <li>• Travailler pour une propriété équitable des terres et des ressources</li> <li>• Cultiver l'entrepreneuriat social pour créer des solutions durables</li> <li>• Renforcer et les économies locales</li> <li>• Investir dans des systèmes d'échange équitables et éthiques</li> <li>• Générer du bien-être pour tous grâce à la justice économique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Autonomie économique</li> <li>• Priorité du social dans le commerce (Économie sociale)</li> <li>• Participation financièrement au développement de l'écovillage</li> <li>• Priorité à l'économie locale et participation à celle-ci</li> <li>• Commerce équitable, agriculture biologique et permaculture</li> <li>• Participation au développement économique et durable de la région et de la communauté</li> </ul>
<b>Dimension holistique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Trouvez les forces, les faiblesses et les points de levier dans tous les domaines</li> <li>• Engager toutes les parties prenantes dans les conceptions pour l'avenir</li> <li>• Identifier la bonne échelle pour chaque solution</li> <li>• Honorer la sagesse traditionnelle et accueillir l'innovation positive</li> <li>• Apprendre de la nature et pratiquer la pensée de systèmes entiers</li> <li>• Construire des réseaux pour un soutien mutuel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une éducation qui s'étend à tous les secteurs de service</li> <li>• Des membres de la Cité siègent sur différents comités municipaux</li> <li>• Collaboration officielle avec la municipalité, l'Office du tourisme, la Chambre de commerce et divers organismes de la région</li> <li>• Utilisation des principes de permaculture</li> <li>• Membre du GEN et Cité écologique au New Hampshire</li> <li>• Projet de création d'un réseau de support commercial</li> <li>• Offre de stage sur l'agriculture biologique</li> </ul>
<b>Type de communauté</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Traditionnelle</li> <li>• Intentionnelle</li> <li>• Urbaine</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intentionnelle : Fondé par Michel Deunov Cornellier, le projet éducatif intégré en 1984 a mené à la création de la Cité Écologique d'Ham-Nord</li> </ul>
<b>Gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gouvernance horizontale</li> <li>• Démocratie directe</li> <li>• Participation citoyenne</li> <li>• Concertation</li> <li>• Processus décisionnel inclusif</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plusieurs comités ayant des pouvoirs décisionnels qui chapeautent différents aspects de la vie</li> <li>• Vote à la majorité pour les décisions portant sur l'intérêt général des membres</li> </ul>

Lors de la visite à la Cité écologique à l'automne dernier, j'ai été guidée par une résidente de la Cité. Au cours de cette visite, elle a fait un portrait de la vie communautaire sur la Cité. En lien avec la **dimension sociale**, elle me parle des activités communautaires qui ont lieu tous les dimanches, des dîners communautaires la semaine dans la même bâtisse que l'école où tous se réunissent et des corvées agricoles auxquelles tout le monde participent. Lorsqu'elle me fait visiter la bâtisse communautaire, elle me montre la salle

destinée à ce que les aînés du village et les plus jeunes se réunissent. Elle m'explique que le tissu social est la colle des écovillages selon elle. Elle dit aussi que le secret est dans l'équilibre entre l'espace privé et l'espace communautaire. D'ailleurs, le terrain constituant la Cité qui s'étendant sur 1km de long et 2 km de large est divisé en deux parties; l'espace communautaire et l'espace résidentiel. L'espace communautaire est ouvert aux visiteurs et c'est là que se retrouvent les entreprises et les jardins. La Cité accueille environ 3000 visiteurs et une trentaine de stagiaires par an. L'espace résidentiel est quant à lui composés de blocs appartements. Chacune des familles vit dans son propre appartement. La personne rencontrée mentionne aussi que la Cité entretient des liens de collaborations avec la région des Bois-Franc, notamment la municipalité d'Ham-Nord, l'Office de tourisme et le Carrefour de solidarité internationale. Elle m'apprend aussi que, par le biais de l'OBNL qu'ils appellent le Centre de formation, des formations en Éducation au Développement d'Écovillages (EDE) sont offertes aux intéressés depuis 2015. Elle me dit qu'il s'agit surtout d'un apprentissage sur la façon de bâtir le tissu social afin de faire émerger des nouveaux projets plus durables. L'objectif du cours est d'aider le changement de société vers une société plus durable ce qui rejoint la dimension culturelle. Bref, la Cité est ouverte sur le monde et la vie communautaire est mise au premier plan dans une atmosphère de participation sociale.

Au niveau de la **dimension culturelle**, la résidante rencontrée dit qu'il faut changer la culture, car c'est elle qui prédétermine les relations et qui influence qui nous sommes, en plus d'influencer les 3 autres piliers (économique, social, environnemental). Selon elle, cela devrait être appris dès le passage à l'école et c'est intégré dans la démarche éducative sur la Cité. Elle croit d'ailleurs que c'est un des éléments gagnants qui permet à l'écovillage de subsister depuis les années 80. La personnes rencontrée m'explique qu'ils offrent l'éducation dès la petite école jusqu'au niveau collégial. Ils font de la pédagogie par projets et il y a un thème par session pédagogique. C'est le même pour tous les niveaux. Cela leur permet d'échanger entre eux, d'apprendre. À l'automne dernier, le thème était : Voyage autour du monde. La résidante me dit que cela permet d'intégrer les différents stagiaires qui viennent de plusieurs pays différents. Ainsi, les jeunes apprennent de la source plutôt que seulement des livres. Elle me fait aussi le parallèle

avec les religions et que le fait de connaître quelqu'un qui pratique, par exemple l'islam, et d'apprendre de cette personne plutôt que des médias, aide à avoir une opinion mieux fondée et moins influencée par les réseaux sociaux. D'ailleurs, concernant l'éducation des religions, plutôt que d'apprendre comment elles s'appliquent aujourd'hui, ils apprennent plutôt qui est le prophète et de quel contexte socio-politico-historique il vient. Ma guide m'explique qu'elle ne croit en aucune religion, mais que sa spiritualité repose plutôt sur le respect, par exemple le respect des différentes cultures, le respect de la nature, etc. Dans un autre ordre d'idées, mais toujours en lien avec la dimension culturelle, elle me fait aussi comprendre que la production agricole joue pour beaucoup dans l'éveil de la conscience. Elle me dit que le rapport à la nourriture change lorsqu'on s'occupe de la culture des aliments qui nous nourrissent. En connaissant tout le travail derrière un légume, le gaspillage est diminué, le goût se développe, la relation à la nourriture est différente. Elle me donne l'exemple des jeunes qui ont une part de jardin à eux et qui apprennent à aimer les poivrons par exemple, puisqu'il y a un élément de fierté derrière la réussite d'avoir fait pousser son propre légume du début à la fin. Elle me dit que les stagiaires font la même observation quant au changement de relation avec la nourriture suite à l'apprentissage de l'agriculture biologique. Enfin, la connaissance et la compréhension des diverses cultures semblent importantes et concordent avec la culture de respect (de la nature, des différences, etc.) qui semble caractériser la communauté de la Cité écologique. Des membres de la Cité participent aussi à l'organisation municipale d'activités culturelles et sportives (Cité écologique, s.d.)

Sur le plan de la **dimension économique**, la résidente explique que les diverses entreprises offrent un emploi à tous les résidents de la Cité en plus de générer 28 emplois dans la région. Non seulement les entreprises permettent des liens de collaborations avec la région, mais elle permet aussi des collaborations avec les distributeurs à travers le monde. Lors de la visite, le père de ma guide me parle de son emploi au sein de l'entreprise Khéops international. Il me dit que, pour eux, il est important d'avoir un contact privilégié avec les fournisseurs, que la partie sociale est très importante dans leur commerce. Ainsi, une à deux fois par années, quelqu'un de la Cité se rend chez les fournisseurs, notamment pour créer des liens, mais aussi pour s'assurer de l'éthique des

produits. Les fournisseurs se situent un peu partout, au Pérou, en Indonésie, en Thaïlande, etc. Ma guide m'explique aussi que le loyer et les services communautaires sont payés à des OBNL. De plus, toutes les entreprises ont leur propre statut juridique. Celles-ci sont au service de la communauté pour permettre une autonomie économique. Par exemple, 60% de la production agricole sert à la vente, permettant ainsi de financer les coûts associés à la production servant à l'alimentation de la communauté. Toujours au niveau de l'alimentation, ma guide m'apprend qu'environ 80% des fruits et légumes consommés viennent de leur agriculture. Toutefois, ils achètent la farine et les légumineuses. L'épicerie se fait par le biais d'un groupe d'achat et il y a une « épicerie » sur la Cité où des prix sont affichés, mais chaque adulte paie un montant mensuel et peut se servir. Le prix est séparé entre adultes à part égale afin que tous les enfants aient le même accès à la nourriture. Ils ont aussi leurs propres poules et souhaitent avoir des vaches pour produire leur lait et peut-être du fromage. La résidente me parle aussi d'une entente avec un apiculteur qui loue une partie du terrain avec du miel. On peut donc dire que la Cité écologique d'Ham-Nord s'inscrit dans une recherche d'autosuffisance économique et alimentaire et dans une économie sociale. L'économie locale est aussi favorisée par l'achat de semences, de fumier et de foin de fermes locales pour la production agricole et par tous les biens et services fournis à l'intérieur même de la Cité par les différentes entreprises.

En lien avec la **dimension écologique**, la résidente rencontrée explique qu'un des principes fondamentaux de la Cité est de visée la réduction des déplacements en voiture. Ainsi, le fait de générer les emplois de tous sur la Cité contribue à diminuer leur empreinte écologique. Sur la terre, les gens se déplacent à vélo, à pied et il y a un ou deux voiturettes de golf qui permettent notamment de faire visiter la Cité. Pour les quelques déplacements en voiture, il y a une flotte de voitures à disposition. Dans un autre ordre d'idées, ma guide me raconte comment ils ont abattu 22 milles arbres afin de diminuer l'acidité du sol et favoriser la biodiversité puisqu'une monoculture d'épinettes avait été plantée avant l'achat de la terre. Lorsqu'ils coupent des arbres, le bois est utilisé pour les charpentes des bâtiments et les copeaux sont conservés pour le compost. Dans une même perspective de recyclage, une des entreprises de la Cité se spécialise dans le recyclage de



produits et matériaux réutilisables tels que des palettes et des barils. Les retailles restant suite à l'œuvre de M. Grandmont sont quant à eux utilisés pour chauffer l'eau qui coule dans les tuyaux qui se trouvent sous les plantations d'une des petites serres de la Cité. Dans le même ordre d'idées, deux projets de recherche interreliés sont en cours. L'un est inspiré du modèle Earthship de Michaël Raynolds et consiste à utiliser des matériaux recyclés pour créer une maison autonome. Le deuxième est un système d'aquaponie, c'est-à-dire une forme d'aquaculture où les déjections des poissons servent d'engrais aux végétaux qui, eux, purifient l'eau des poissons. Ainsi, ils ont utilisés des panneaux qui servaient à isoler des viaducs pour isoler les murs de la bâtisse. Un système de ventilation et d'autres éléments techniques permettent de réguler la température tout au long de l'année pour ainsi permettre aux poissons et aux plantes de survivre. On peut dire sans équivoque qu'il y a un effort d'utilisation des déchets dans les pratiques de la Cité et que l'innovation est dans les mœurs de la communauté.

Sur le plan de la **dimension holistique**, la résidente m'apprend qu'ils offrent des stages sur l'agriculture biologique qui attirent surtout des étudiants européens, mais aussi des gens de partout à travers le monde. Elle observe que de plus en plus de québécois se montrent intéressés, alors qu'il n'y en avait pas auparavant. Un stage s'étend sur une période de 2 semaines à 3 mois et le seul frais est un frais d'inscription de 75\$, puisque les stagiaires sont nourris et logés sur la Cité. Les collaborations avec les entreprises se font aussi sur la base de principes holistiques. Par exemple, le père de ma guide m'a raconté l'histoire d'un fournisseur qui avait du mal financièrement, parce qu'il devait déboursier de grosses sommes pour acheter le bois à quelqu'un d'autre. En utilisant une méthode de résolution de problème à long terme, l'entreprise Kéops a prêté l'argent au fournisseur afin qu'il achète une terre où il ferait pousser son propre bois, puisque les arbres poussent très rapidement dans ces pays chauds et humides et atteignent une circonférence intéressante après environ 6 ans. Il m'explique aussi qu'ils aimeraient développer un réseau commercial entre les écovillages afin d'aider à les supporter puisqu'environ 8 projets sur 10 échouent après cinq ans. En termes de réseaux, la Cité écologique est membre du GEN et supporte le mouvement NextGEN. Ma guide est d'ailleurs l'ambassadrice NextGEN pour la Cité écologique ce qui signifie qu'elle doit

œuvrer à la promotion d'activités permettant aux jeunes désirant s'impliquer dans la construction d'un monde plus durable de découvrir le mode de vie en écovillage. Enfin, la Cité écologique participe aussi à la permaculture. La personne rencontrée explique que du côté maraîcher c'est plutôt biologique, mais que les principes de la permaculture sont appliqués dans la vie de tous les jours. Selon elle, les forêts nourricières concordent plus avec ceux-ci.

Enfin, en lien avec la **gouvernance**, la résidente explique que pour les décisions qui concernent l'ensemble de la communauté ils procèdent par principe de vote à majorité. Par exemple, pour les dîners communautaires un vote à majorité a établi qu'ils seraient végétariens. À l'automne, lors de l'entrevue de pré-recherche, un projet d'élevage de vaches à lait était en cours. Pour les décisions plus spécifiques, plusieurs comités chapeautent les différents aspects de la vie (Cité écologique, s.d.-b). Elle m'explique aussi que si une personne a un projet tel que l'élevage d'animaux ou encore un projet d'entreprise, elle doit déposer son projet devant un comité et, si celle-ci se porte garante, le projet sera soutenu et financé par toute la communauté. Toutefois, si la communauté ne croit pas avoir les ressources financières ou humaines pour le projet, celui-ci sera l'unique responsabilité de l'entrepreneur. C'est ainsi que la petite auberge de la Cité a fait faillite suite à ce que le propriétaire soit tombé malade. La communauté n'avait pas accepté le projet par manque d'effectif pouvant travailler au sein de l'auberge. Ils avaient vu juste, personne n'a pu soutenir le couple entrepreneur lorsqu'ils en ont eu besoin. Ces exemples démontrent bel et bien une démocratie directe, un processus décisionnel inclusif et une gouvernance horizontale. De plus, pour que les différents comités fonctionnent et pour assurer des bonnes récoltes, la participation citoyenne est essentielle.

## ANNEXE 2 : GRILLE D'ENTREVUE

**1 :** Pouvez-vous me dire ce qu'est la Cité écologique pour vous et votre expérience de la Cité écologique?

**2 :** Qu'est-ce qui fait que la Cité écologique est un projet intéressant et important? Pourquoi?

Thèmes	Sous-thèmes
<b>Culture</b> (Croyances et valeurs) <b>3 :</b> <u>Quelles sont les valeurs, la culture de la Cité?</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Rapport à la nature</li> <li>♦ Rapport aux gens</li> <li>♦ Rapport à l'économie</li> <li>♦ Vision du bien-être</li> </ul>
<b>Participation</b> <b>4 :</b> <u>Comment s'organise la Cité?</u> <b>5 :</b> <u>Sur le plan économique, comment ça fonctionne?</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Rôles</li> <li>♦ Responsabilités</li> <li>♦ Position décisionnelle</li> <li>♦ Structures organisationnelles</li> <li>♦ Principes de la participation</li> <li>♦ Projets</li> </ul>
<b>Motivations</b> <b>6 :</b> <u>Pourquoi avez-vous décidé de vous impliquer dans ce projet-là et que ça devienne votre lieu de résidence?</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Raisons de leur choix à vivre dans un écovillage</li> <li>♦ Visée pour le futur</li> </ul>

**7 :** En quoi la Cité écologique est un écovillage? Est-ce que c'est un concept clair pour vous?

**8 :** Est-ce que la Cité est un projet qui remet en question le modèle du capitalisme?

**9 :** Y a-t-il des enjeux des résistances auxquelles la Cité fait face?